



Pétrole : les raisons de l'envolée des cours depuis un mois

POUR TENTER de calmer la colère des marins-pêcheurs devant la hausse des prix du carburant, le gouvernement a décidé de prolonger jusqu'à la fin de l'année l'abattement de 50 % des charges sociales dont ils bénéficient. Cette mesure, annoncée vendredi 25 août, a été prise au terme d'une journée où de nombreux ports ont été bloqués. La grogne s'étend aux agriculteurs et aux automobilistes. Les cours du baril ont de nouveau progressé à Londres et à New York où ils dépassent les 30 dollars depuis la mi-août. Les intervenants s'interrogent sur les intentions de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) à l'approche de sa réunion du 10 septembre. *Le Monde* revient sur l'environnement politique et diplomatique de cette hausse.

Lire pages 2 et 20

Le Matif intrigue la justice

LE PARQUET de Paris a ouvert, vendredi 25 août, une enquête préliminaire sur le plan de relance du Matif, le marché à terme de la Bourse. L'enquête de la brigade financière devra déterminer si le Matif a été le théâtre d'opérations délictueuses. Elle fait suite à la découverte d'une note du service d'inspection de la Commission des opérations de Bourse lors d'une perquisition au siège de l'institution. Aucun délit n'a, pour le moment, été mis en évidence. Le plan de relance du Matif, mis en place par huit banques en décembre 1999, avait permis de réveiller un marché moribond. L'irruption de la justice risque de lui porter un coup fatal et jette la suspicion sur le travail de la COB.

Lire page 12

Cyclisme : une Vuelta raccourcie



JAN ULLRICH

LE TOUR D'ESPAGNE cycliste, dont l'Allemand Jan Ullrich est le favori, s'élanche samedi 26 août pour un parcours de 2 896,5 km, le plus court depuis 1977. Une volonté de ménager les organismes qui s'accompagne d'un renforcement des contrôles antidopage.

Lire page 14

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 Dirhams ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 Fl. ; Portugal, 200 Escudo ; République, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.



Jospin face au casse-tête Chevènement

● La querelle corse complique la rentrée du premier ministre ● Le désaccord du ministre de l'intérieur doit logiquement entraîner son départ ● Mais la gauche craint l'effet négatif d'une démission sur son image « plurielle » ● Des élus PS disent leur trouble sur l'accord de Matignon

LE PREMIER MINISTRE et le ministre de l'intérieur doivent se rencontrer en tête à tête, samedi 26 août ou dimanche 27 août, pour régler leur désaccord au sujet du dossier corse. Lors d'un entretien

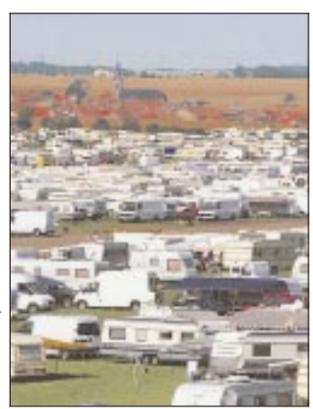
téléphonique avec Lionel Jospin, au début de la semaine, Jean-Pierre Chevènement a réitéré ses critiques de fond sur le compromis proposé par le gouvernement et approuvé, en juillet, par la grande

majorité des élus de l'Assemblée de Corse. Il a reçu, pour la première fois, vendredi, le soutien public d'un autre ministre, le socialiste Jean-Luc Mélenchon, qui estime, dans une tribune publiée

par Marianne, que « mieux vaut perdre la Corse que la République ».

En outre, le ministre de l'intérieur peut constater que bon nombre de socialistes ne souhaitent pas son départ du gouvernement. A gauche, nombreux sont ceux qui craignent qu'une démission du président du MDC ne nuise à l'image « plurielle » de la majorité. Plusieurs élus PS ont, de plus, confié au *Monde* leurs interrogations ou leurs doutes sur l'accord de Matignon, un jeune député élu en 1997 assurant même : « Politiquement, on peut y laisser notre peau. Aucun autre sujet ne nous a autant perturbés depuis trois ans. » L'issue de l'entretien entre MM. Jospin et Chevènement restait donc incertaine, samedi matin, même si la démission du ministre de l'intérieur était toujours l'hypothèse la plus probable selon son propre entourage, étant donné la netteté du désaccord politique sur la Corse.

Lire page 6



FRANCK FIEF/AFIP

SOCIÉTÉ

La peur du Tsigane

Le rassemblement religieux de 35 000 gens du voyage, des protestants, organisé tout au long du week-end, met en émoi le petit village de Chambley (photo). Après les incidents qui avaient émaillé la manifestation en 1999, un mur d'incompréhension s'est élevé entre les Tsiganes, soutenus par le préfet, et les habitants et élus de ce canton de Meurthe-et-Moselle. p. 8 et notre éditorial p. 11

Deux baisers fougueux, et l'Amérique s'enflamme

NEW YORK de notre correspondante

Rarement baiser de politicien aura fait couler autant d'encre. Le 17 août, le vice-président Al Gore, gonflé à bloc pour prononcer le discours de sa vie devant la convention démocrate à Los Angeles, surprit tout le monde en gratifiant sa femme, Tipper, qui venait de le présenter à la tribune, d'un vigoureux baiser à pleine bouche qui relevait plus de *Casablanca* que de la vidéo de formation du candidat de base dont l'épouse, fidèle et pudique, est censée être le meilleur atout.

Quatre secondes, chronométrèrent dès le lendemain les chaînes de télévision, passant et repassant le *french kiss* vice-présidentiel. Au terme d'une convention si bien mise en scène que même les exclamations d'émerveillement (« Wow ! ») de Hadessah Lieberman, l'épouse du coéquipier d'Al Gore, étaient inscrites sur le téléprompteur, M. Gore dut évidemment se soumettre à la question sur la spontanéité de l'étreinte. « J'étais submergé par l'émotion », expliqua-t-il. Au bout de quelques jours de décryptage de l'enregistrement vidéo, où l'on voyait Tipper Gore esquisser

un mouvement de surprise avant de se laisser elle aussi envahir par l'émotion, l'opinion prévalut que le baiser n'était pas calculé. La porte-parole de George W. Bush, l'adversaire d'Al Gore, ne chercha même pas à se battre sur ce terrain, jugeant tout au plus que « pour une PDA, c'était un peu excessif ». « PDA », dans le jargon électoral, est l'abréviation de « public display of affection » (manifestation publique d'affection), une technique dont le retour sur investissement est généralement excellent.

On en serait sans doute restés là si deux lesbiennes ne s'étaient fait sortir *manu militari* des gradins du stade de base-ball de Los Angeles où elles venaient de célébrer un *home run* de l'équipe des Dodgers par un autre *french kiss*, pourtant moins enflammé, protestent-elles, que celui des Gore. Expulsées par neuf gardes de sécurité, Danielle Goldey et Meredith Kott décidèrent de recourir au deuxième passe-temps favori des Américains, après le base-ball : elles prirent un avocat, faisant valoir que leurs droits civiques avaient été violés. Il n'en fallut pas plus pour faire plier le club qui, flairant la poursuite judi-

ciaire à 5 millions de dollars, s'empressa de présenter ses excuses aux deux femmes, offrit cinq mille billets à des associations homosexuelles et inscrivit son personnel de sécurité à des cours de « sensibilisation ».

Depuis, le débat fait rage. « Va-t-on avoir des sections baisers et des sections non-baisers dans les stades ? », demande un animateur radio. On savait que les conventions n'étaient pas un spectacle pour les enfants, mais le base-ball ? A quel titre ce qui est flatteur pour Al et Tipper est-il dégradant pour Danielle et Meredith ? Le chroniqueur sportif du *Los Angeles Times*, lui, est carrément perplexe : « Vingt-sept ans que je suis marié et je n'ai jamais embrassé ma femme après un *home run* des Dodgers », s'inquiète-t-il. Quant à ceux qui se disent affligés par le niveau du débat, sans doute ne réalisent-ils pas à quel point il constitue un progrès : en deux ans, quel chemin accompli depuis ces sombres journées du rapport Starr, où il n'était pas question d'Al et Tipper ni même de Danielle et Meredith, mais de Bill et Monica !

Sylvie Kauffmann



GLEN BAXTER

LES SÉRIES DE L'ÉTÉ

Les folies d'Internet

Dans l'intimité d'une webcamée

Daniel Schneidermann, notre explorateur des folies de l'Internet, a regardé pendant des mois une jeune femme exposer la fausse banalité de sa vie à des caméras reliées en direct au Réseau. p. 10

POINT DE VUE

L'histoire de la France et celle de la Corse

par Max Gallo

ROBESPIERRE portant secours à Jospin, à propos de la Corse ? On n'imaginait pas cela. Mais il est vrai, comme l'a rappelé Jean-Marie Colombani (*Le Monde* du 25 août), qu'en 1790 le jacobin a salué les « députés du peuple corse ». Et le directeur du *Monde* rapporte aussi qu'en 1796-1797, Bonaparte a reconquis la Corse et souhaité y maintenir deux départements pour mieux la contrôler. Comme le disait Hegel, « l'histoire est la reine des batailles d'idées ». Et se servir de Jacobin et du Corse à fronts renversés, c'est une manœuvre talentueuse.

Mais si l'on invoque l'histoire pour justifier la politique présente, il faut ne rien oublier. Quand on dit ainsi qu'en 1796, Bonaparte a voulu prendre sa revanche contre les « républicains de Corse », on oublie que, depuis avril 1792, entraînée par les girondins et Louis XVI - malgré Robespierre -, la France est en guerre contre l'Europe monarchique. Dans cette coalition antifranaise

et antirépublicaine qui s'annonce, l'Angleterre, la Russie et naturellement l'Autriche joueront un rôle central. Or, depuis 1794, certains Corses, Pascal Paoli, Pozzo di Borgo, - et on peut comprendre leurs raisons - ont choisi de vendre leur île à l'Angleterre. Il existe désormais un royaume anglo-corse, et ces partisans de l'indépendance insulaire ont accepté la présence d'un vice-roi, Sir Gilbert Elliot.

La passion antirépublicaine d'un Pozzo di Borgo, sa haine contre Bonaparte, est telle qu'il sera à Austerlitz aux côtés des Russes, deviendra l'un des inspirateurs de la Sainte-Alliance, refusera que l'on mette fin à la déportation de Napoléon à Sainte-Hélène, et finira sa carrière comme ambassadeur du tsar à Londres ! Ce destin extraordinaire peut parfaitement se justifier.

Lire la suite page 11

Max Gallo est écrivain et historien.



REDFERNS

MUSIQUES

Guthrie ressuscité

La sortie du deuxième volume de mises en musique de textes inédits de Woody Guthrie (photo) permet de découvrir que le *protest singer*, chantre des victimes de la crise des années 30 aux Etats-Unis, était aussi un poète aux thèmes d'inspiration multiples. p. 16

International	2	Placements	13
France	6	Aujourd'hui	14
Société	8	Météorologie	15
Carnet	9	Jeux	15
Abonnements	9	Culture	16
Horizons	10	Guide culturel	18
Entreprises	12	Radio-Télévision	19



ÉCONOMIE Les cours du pétrole se sont installés au-dessus des 30 dollars le baril depuis la mi-août. Le prix « cible » de 25 dollars visé par l'OPEP est dépassé. seule l'Arabie

saoudite pourrait augmenter très rapidement sa production pour faire face à une demande avivée par la reprise économique et, par ailleurs, par les nouvelles normes édic-

tées par les Etats-Unis sur les carburants propres. ● LE ROYAUME, en pleine préparation de la succession du roi Fahd, refuse de céder aux injonctions américaines sans faire en-

tendre sa voix. ● L'OPEP doit se retrouver, au niveau des chefs d'Etat, fin septembre à Caracas, au Venezuela, dont le président Hugo Chavez, s'est fait le porte-parole des

pays pauvres. La ligne des durs à l'OPEP est ainsi renforcée. L'organisation a su retrouver une unité après l'effondrement des cours, il y a deux ans. (Lire aussi page 20.)

L'Arabie saoudite, arbitre vulnérable des cours du pétrole

Seul le royaume wahabite pourrait augmenter rapidement sa production pour faire reculer les cours, qui dépassent 30 dollars le baril depuis la mi-août. Mais il ne veut plus céder aux Occidentaux sans faire entendre sa voix

ON l'avait oublié, un peu vite ! Le pétrole, superstar de l'actualité économique dans les années 1970, fait un retour remarqué. Il a suffi cet été de quelques dollars de plus pour plonger à nouveau l'Occident dans une douloureuse perplexité : pourquoi l'« or noir », qu'on croyait sagement revenu dans le rang des matières premières, fait-il à nouveau des siennes.

A cette question les analystes, qui font figure d'oracles pour les marchés, répondent par des borborygmes : les stocks, disent-ils, les bouchons accidentels du raffinage américain, la spéculation... « La vérité est qu'on n'en sait rien », avoue l'un d'eux dans un élan de franchise, *cette industrie a cent cinquante ans et elle est toujours incapable de produire un chiffre fiable au jour le jour sur le niveau de l'offre, de la demande, ou des stocks ! Tout ce qu'on sait, grâce aux assureurs et avec un décalage de plusieurs semaines, est le nombre de tankers en mer. Pour un marché qui se fait à la minute, c'est un peu juste...* » En effet.

Depuis mars 1999 l'OPEP a réussi à faire tripler le prix du brut

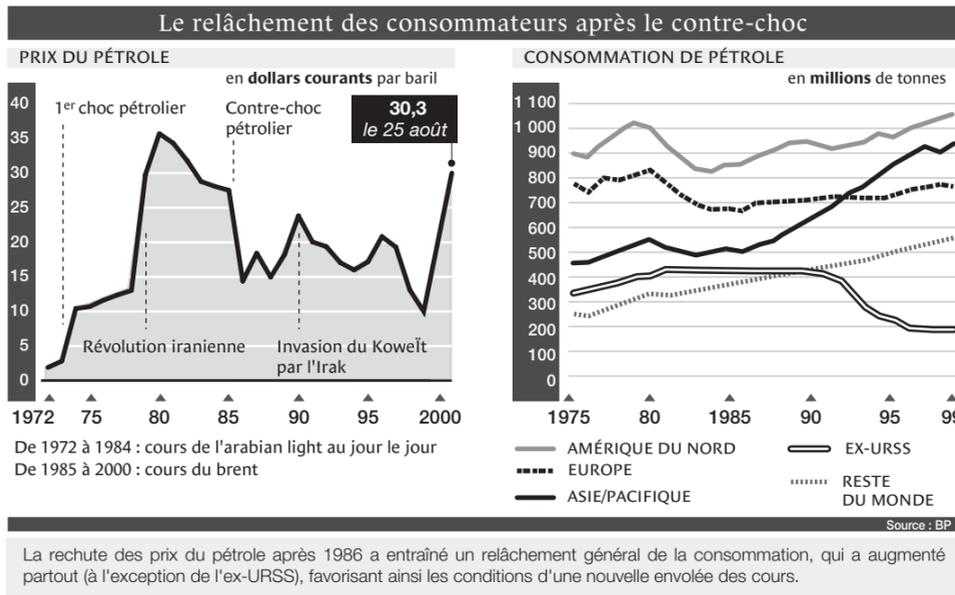
Pour tenter de comprendre, mieux vaut donc en revenir aux bons vieux « fondamentaux » de l'économie et de la politique pétrolière et constater d'abord que la situation s'est singulièrement modifiée en dix ans. Toutes les conditions qui avaient permis le maintien du « pétrole bon marché » depuis 1986 ont peu à peu disparu à mesure qu'un relâchement général s'installait en Occident. La demande, longtemps jugulée par des politiques d'économie d'énergie et par la crise, est répartie partout, notamment en Asie. Pendant ce temps les capacités de production s'érodaient lentement, faute d'exploration et de mise en production de nouveaux gisements. Résultat : aujourd'hui, comme dans

les années 1970, l'équilibre du marché est à nouveau totalement entre les mains d'un seul pays, ô combien vulnérable et compliqué, l'Arabie saoudite, le seul producteur de par le monde capable de répondre du jour au lendemain à un surcroît de demande – avec, dans une bien moindre mesure, ses proches voisins : Koweït, Emirats arabes unis et Irak.

Autre « fondamental », politique celui-là, l'OPEP, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, a retrouvé non seulement sa cohésion (lire ci-dessous), mais surtout, avec l'élection du président vénézuélien, Hugo Chavez, une épine dorsale radicale qui lui manquait dramatiquement pendant toutes les années du contre-choc : « Il faut bouter l'OPEP comme personne ne l'avait fait depuis la guerre du Golfe », assure Pierre Terzian, historien et directeur de Pétros-Stratégie.

La conséquence de ces « fondamentaux » est claire : depuis un an et demi, très précisément mars 1999, l'OPEP, en maîtrisant sa production, a réussi à faire tripler le prix du brut, ramenant le baril à plus de 25 dollars, prix « cible » de l'organisation. Jusque-là rien de dramatique : 25 dollars est un prix parfaitement supportable pour les économies occidentales, notamment les Etats-Unis, dont la ligne rouge se situe au-delà de 30 dollars. C'est même, outre-Atlantique, un très bon prix de campagne présidentielle, celui auquel le Texas – qui pâtit des coûts de production les plus élevés du monde – est prêt à voter massivement pour un candidat...

Mais le marché a dérapé et l'histoire bégaie : à 30, voire 32 dollars, la ligne rouge était franchie. Au printemps l'administration américaine a donc mis tout son poids dans la balance pour convaincre les Saoudiens d'ouvrir leurs vannes. Elections obligent, lesdites pressions ont été tout sauf discrètes, au point que le royaume wahabite en aurait, dit-on, conçu quelque amertume. Dans une OPEP réunie et radicalisée, le premier producteur ne peut pas se permettre d'apparaître



La rechute des prix du pétrole après 1986 a entraîné un relâchement général de la consommation, qui a augmenté partout (à l'exception de l'ex-URSS), favorisant ainsi les conditions d'une nouvelle envolée des cours.

comme un simple courroie de transmission et doit ménager ses partenaires. Les prix du brut sont brièvement retombés, mais l'affaire a laissé des traces.

C'est que l'Arabie saoudite a retrouvé, sur un marché tendu, une partie de son pouvoir passé. Certes depuis la guerre du Golfe, elle ne peut se passer du « parapluie américain ». Mais à défaut de discuter d'égal à égal avec Washington, le royaume a désormais les moyens de se faire entendre. Discrètement. A la saoudienne. On ne dit pas non, on ne dit pas oui. On ne dit pas. Et on fait. C'est exactement ce qui s'est passé cet été, lorsque, pour des raisons largement accidentelles, les cours se sont à nouveau emballés. Face aux nouvelles pressions américaines, les Saoudiens ont traîné

les pieds. Ils ont annoncé une hausse de production et se sont tus. Puis l'ont appliquée mais lentement, de façon confuse, obscure, si bien que les cours ont continué à grimper.

Outre l'humiliation mal digérée des manœuvres du printemps, il semble que des considérations plus directement diplomatiques aient joué. Selon *la Wall Street Journal*, le prince Abdallah, qui dirige le royaume pendant la maladie du roi Fahd, aurait ainsi indirectement manifesté sa désapprobation face aux négociations de Camp David, lesquelles visaient à pousser les Palestiniens à renoncer à toute revendication sur Jérusalem-Est. « Le pouvoir de la famille royale saoudienne repose sur ses références religieuses. La question de Jérusalem n'est sus-

ceptible d'aucun compromis », assure un observateur. L'information, aussitôt démentie officiellement, n'en n'est pas moins crédible : depuis la maladie du roi, le prince a commencé à mettre en place ses propres relais de pouvoir. A côté ou plutôt au-dessus du ministre du pétrole, il a nommé le prince Saoud Al Faycal, ci-devant ministre des affaires étrangères, à la tête de la puissante commission royale du pétrole, chargée entre autres de négocier avec plusieurs compagnies occidentales d'énormes contrats de coopération à long terme. « Aujourd'hui le prince Saoud est le véritable tsar du pétrole dans le royaume », affirme un responsable d'une de ces compagnies. Ledit « tsar du pétrole » étant d'abord le ministre des affaires

étrangères, on comprend que le mélange des genres soit tentant...

Simple manifestation de mauvaise humeur ou message subtil adressé à la diplomatie américaine, le comportement ambigu de l'Arabie saoudite sur le marché pétrolier cet été a été de surcroît aggravé par la désorganisation de ses circuits de pouvoir interne, ainsi que par la pagaille régnant aux Etats-Unis. En pleine campagne électorale l'envolée des prix du carburant brouille évidemment les cartes : d'un côté les partisans texans de George W. Bush se frottent les mains sans oser le clamer, de l'autre l'administration démocrate tente de faire oublier par des gestes symboliques – mais contre-productifs – qu'elle a poussé les lois sur l'essence propre, lesquelles renchérissent un peu plus les tarifs du gallon et sont cause des goulets d'étranglement actuels ! Ajoutons, pour faire bonne mesure, que l'OPEP elle-même, en admettant qu'elle le souhaite, ne sait pas très bien où taper pour stabiliser les prix : dans un marché aussi sensible quelques tan- kers de trop peuvent faire reculer les cours largement au-dessous des 25 dollars « cible » – ce qui s'est passé en 1998. « Personne ne sait combien il y a de pétrole sur le marché, confie un responsable, ce n'est pas le moment pour les Saoudiens d'aller se battre contre les Vénézuéliens à l'OPEP au risque de provoquer une catastrophe ». Hélas pour les consommateurs, la pagaille a donc des chances de durer... au moins jusqu'aux élections américaines de novembre.

Veronique Maurus

L'OPEP a retrouvé une unité et son influence

L'organisation des pays exportateurs veut maîtriser les cours dans la durée

LE SIÈCLE s'achève par l'influence retrouvée des pays producteurs de pétrole emmenés par un trio : l'Arabie saoudite, le Venezuela et le Mexique. Les deux premiers sont membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), le troisième ne fait pas partie du cartel. Ensemble, ils ont mis un terme au contre-choc pétrolier en imposant, en mars 1999, une réduction de la production. Les prix, qui étaient tombés sous les 10 dollars en décembre 1998, se sont alors fortement redressés. Le succès a été inespéré, le brut dépassant dès février les 30 dollars. Le brut a culminé ces derniers jours à 32 dollars, du jamais vu depuis dix ans.

Depuis un an et demi, les pays producteurs ont atteint leurs deux objectifs : retrouver une unité, même fragile, et continuer de peser sur le marché mondial en utilisant un pouvoir qui leur avait échappé depuis plusieurs années. La chance leur sourit. A la discipline des pays de l'OPEP, qui assurent près de 40 % de la production mondiale, s'ajoute la reprise économique mondiale qui entretient la dynamique de la demande. De plus, les stocks sont au plus bas – aux Etats-Unis, ils sont tombés à leurs plus bas niveaux depuis vingt-quatre ans (lire page 13) – et en l'absence de cette marge de manœuvre, les réactions des cours sur le marché sont d'autant plus vives dans un sens ou dans l'autre.

Pour l'instant, les producteurs engrangent les profits et reconstituent leur finances malmenées durant les années du contre-choc, tandis que les pays occidentaux paient et voient tous – Etats-Unis, France, Italie, Espagne, Allemagne... – des groupes de consommateurs crier à l'étranglement. Les grandes puissances plaident pour un retour à des prix proches de 25 dollars, pour éviter un retour de l'inflation qui freinerait la

croissance... et, à terme, la demande de pétrole...

Jusqu'à présent, les pays pétroliers ont fait la sourde oreille. La tension ne provient pas du marché mondial du brut, où l'offre et la demande sont proches de l'équilibre, expliquent-ils. L'origine de la flambée est à chercher aux Etats-Unis, où les spécifications techniques, pour une nouvelle formule d'« essence propre », et diverses manœuvres spéculatives ont créé au début de l'été un sentiment de pénurie de carburant.

L'ORIGINE DE LA FLAMBÉE

C'est avec ce raisonnement en tête que l'OPEP a décidé le 21 juin de ne hausser que de 706 000 barils/jour sa production, surplus inférieur au million de barils que Washington jugeait de son côté nécessaire pour rééquilibrer le marché. Le cartel, refusant d'obéir aux injonctions américaines, a décidé de se retrouver « en cas de nécessité », c'est-à-dire si les cours dépassent durablement 30 dollars. Entre-temps, un mécanisme d'ajustement a été conçu : lorsque les cours dépassent les 28 dollars durant

vingt jours consécutifs, la production sera augmentée de 500 000 barils par jour (bpj), mais s'ils sont inférieurs à 22 dollars le baril, la production sera réduite d'autant.

Ce mécanisme n'a pas encore été appliqué, le prix du panier de référence de l'OPEP n'étant au-dessus de 28 dollars que depuis la mi-août. Devant les préoccupations américaines, où le prix de l'essence est devenu un thème de la campagne présidentielle, les pays pétroliers savourent ainsi leur pouvoir d'influence retrouvé.

Ils sont néanmoins confrontés à une nouvelle difficulté : consolider dans la durée leur pouvoir et leur unité. S'ils doivent ouvrir les vannes, il sera très difficile de répartir équitablement le débit entre les dix membres du cartel (l'Irak, pays membre, étant hors quotas en raison de l'embargo des Nations unies). La plupart des grands producteurs, comme l'Iran et le Venezuela, sont aujourd'hui quasiment au maximum de leur potentiel. Seuls cinq pays peuvent facilement et rapidement ouvrir leurs vannes : les Emirats arabes unis, le Koweït, dans une

moindre mesure le Qatar et le Nigeria, et, d'abord et surtout, l'Arabie saoudite.

Toute la question est donc de savoir ce que décideront les Saoudiens, premiers producteurs mondiaux et les seuls à avoir une véritable marge de manœuvre. Les Iraniens, les Iraquiens et les Vénézuéliens se sont déclarés hostiles à un nouvel assouplissement évoqué depuis le début du mois de juillet. Ils le font savoir en plaidant pour des prix élevés et en appelant les autres partenaires à résister aux pressions des pays industrialisés.

L'organisation doit se retrouver le 10 septembre à Vienne pour évoquer la situation. Mais d'ici à la réunion des chefs d'Etat de l'OPEP à Caracas, le 27 et 28 septembre – la première à ce niveau depuis celle de 1975 à Alger –, le cartel restera très prudent. Au-delà du risque de raviver les clivages entre Téhéran, traditionnel chef de file des « faucons », et les Arabes du Golfe plus enclins à répondre aux demandes de leurs alliés américains, il s'agit aussi pour l'organisation d'éviter un faux pas. Le syndrome de Djakarta est encore vif dans les esprits. En novembre 1997, l'OPEP décidait de relever de 10 % sa production pour satisfaire aux prévisions de la demande. Erreur d'appréciation en pleine crise d'Asie du Sud-Est : les cours allaient s'effondrer de 40 %, sévère déconvenue qui provoqua une nouvelle crise à l'OPEP et faillit lui être fatale.

A Caracas, le cartel célébrera son quarantième anniversaire. A cette occasion, les ministres du pétrole ou de l'énergie de la Russie, d'Oman, du Mexique, de la Norvège et de l'Angola ont été invités en tant qu'observateurs. Tout sera fait pour afficher l'unité et le pouvoir d'influence retrouvés grâce aux prix élevés.

Dominique Gallois

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finance internationale, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information
- Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (week-ends et soirées)
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pré-emploi) en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 • CADRES D'ENTREPRISE (pouvant justifier de plusieurs années d'expérience)



DONNEZ RAISON A VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tél. 01 56 26 26 26

Berne critique le limogeage d'un juge russe dans le scandale Aeroflot

L'affaire touche le financier Boris Berezovski

MOSCOU

de notre correspondant

Les autorités judiciaires suisses ont fait connaître leur agacement après le limogeage de Nikolai Volkov, enquêteur du parquet général de Russie. M. Volkov a annoncé, mardi 22 août, qu'il avait été contraint à la démission par ses supérieurs. Depuis un an et demi, il enquêtait sur l'un des plus grands scandales financiers russes, l'affaire Aeroflot, qui aurait donné lieu à des détournements de centaines de millions de dollars, et dont un des protagonistes est l'influent homme d'affaires Boris Berezovski. « Moi, j'aime l'indépendance, je refuse de me mettre à la solde de qui que soit », a expliqué l'enquêteur dans plusieurs déclarations à la presse russe.

Le 23 août, le ministère public suisse a officiellement demandé à Vladimir Oustinov, procureur général de Russie, confirmation de cette « démission », ainsi que le nom du successeur de M. Volkov. Dans le cadre de l'entraide judiciaire entre les deux pays, « nous avons l'intention de transférer lundi prochain une autre série de documents, mais notre collaborateur qui devait se rendre à Moscou n'a pas reçu de visa », a précisé Jürg Blaser, porte-parole suisse. « Nous sommes bien sûr déçus, mais nous nous habituons progressivement aux changements fréquents qui interviennent au parquet général de Russie », a commenté Bernard Bertossa, procureur du canton de Genève.

Le limogeage de M. Volkov devrait ralentir, si ce n'est stopper, une enquête menaçant, outre M. Berezovski et deux anciens dirigeants d'Aeroflot, Nikolai Glouchkov et Alexandre Krasneker, de nombreuses autres personnalités russes. L'enquêteur a expliqué avoir pu travailler relativement librement ces derniers mois parce que « personne ne croyait que nous arriverions à obtenir des documents qui ont valeur de preuves ». Or M. Volkov estime que si l'instruction de l'ensemble de l'affaire nécessitait encore un an de travail, un de ses épisodes était presque bouclé : « en octobre-novembre, nous aurions pu nommer des coupables », a-t-il expliqué.

Dès janvier, l'enquêteur avait expliqué, dans un entretien au Monde, avoir « la confirmation qu'une partie de l'argent d'Aeroflot a bien été détournée à la suite d'une escroquerie ». Les recettes en devises de la compagnie aérienne auraient été siphonnées par deux sociétés suisses, Andava et Forus, créées en 1994 par M. Berezovski. « 580 millions de dollars ont transité par Andava et 350 millions par Forus », nous précisait Nikolai Volkov. En 1999, Boris Berezovski était inculpé de détournement et blanchiment d'argent, des charges qui furent quelques mois plus tard abandonnées.

En juillet, l'enquêteur s'était rendu une nouvelle fois en Suisse pour prendre connaissance des documents réunis par les juges suisses. M. Volkov expliquait, qu'outre Forus et Andava, des « dizaines de structures semblables » avaient pu être identifiées, mettant en cause d'autres personnalités russes. Il abordait également une autre affaire, explosive pour le gouvernement russe, celle du possible détournement d'un crédit de 4,8 milliards de dollars versé par le FMI à Moscou en juillet 1998. « Mes collègues suisses m'ont montré des documents complets, avec schémas, numéros de comptes, noms de banques », a expliqué M. Volkov. Fin juillet, il explique avoir plaidé pour l'ouverture d'une enquête judiciaire sur cette affaire. Cette demande aurait accéléré son limogeage. « Je ne suis pas le premier et pas le dernier », note M. Volkov. En février 1999, Iouri Skouratov était limogé par le président Eltsine de son poste de procureur général de Russie. Les semaines suivantes, Georgui Chouglaçov, chargé de l'affaire Mabetex, était dessaisi du dossier.

Nommé par Boris Eltsine procureur général de Russie, Vladimir Oustinov avait été confirmé dans ses fonctions par M. Poutine en mai. Le limogeage de M. Volkov donne un peu plus de crédit aux accusations formulées par une partie de la presse russe faisant état de « liens étroits » entre MM. Oustinov et Berezovski.

François Bonnet

Drame du « Koursk » : incertitudes sur la scène de la seringue

LE 18 AOÛT, dans la ville-garnison de Vidiaevo, une réunion a lieu entre les familles des marins du sous-marin Koursk et le vice-premier ministre russe, Iliia Klebanov. Ce dernier est pris à partie par une mère, qui, comme les autres, a compris depuis peu de temps que l'équipage est perdu : « Jamais je ne vous pardonnerai », crie-t-elle, le visage en larmes. Arrachez vos galons immédiatement. Salauds ! » Pendant qu'elle parle, des hommes en uniforme et une femme en imperméable, une seringue à la main, commencent à s'approcher d'elle. Au bout de quelques minutes, la femme à l'imperméable, qui se tient derrière la mère et lui a chuchoté quelques mots dans l'oreille, se baisse et semble lui administrer une piqûre, à la hauteur des fesses. La mère, à bout, semble indifférente à ce geste et ignore l'infirmière. Mais, rapidement, elle se détourne et s'accroupit, tandis que des bras en uniforme l'entourent.

Cette scène, filmée par un journaliste russe de la télévision de Mourmansk, a été diffusée par France 2, suscitant une forte émotion. Des images de la seringue ont été publiées dans de nombreux journaux européens, souvent accompagnées de commentaires sur le spectre d'un retour en Russie à la médecine psychiatrique telle qu'elle se pratiquait sous l'URSS, c'est-à-dire pour faire taire les opposants. Vendredi 25 août, l'AFP a contacté la mère en question par téléphone, alors qu'elle se trouvait toujours à Vidiaevo, où sont regroupées les familles des victimes. Elle s'appelle Nadejda Tylik. Son fils Sergueï, marin sur le Koursk, avait vingt-cinq ans. Elle déclare que la piqûre n'a pas été faite

contre son gré, mais « en présence de mon mari, qui avait demandé de l'aide au médecin ». Elle explique avoir eu un « malaise ». « Je démens catégoriquement que l'on m'ait piquée pour me faire taire », dit-elle. Où est la vérité ? Au moment où le Kremlin cherche à limiter les répercussions du drame du Koursk, une mère de marin peut-elle s'exprimer en toute liberté à partir d'une ligne téléphonique de base militaire interdite aux étrangers ?

« ÉTAT EXTRÊME »

Le personnel chargé d'entourer les familles a assuré que des piqûres de calmants ont été faites à de nombreux parents de marins disparus, « et nous aussi, nous prenons des médicaments pour tenir ». De même, la séquence filmée le 18 août, lorsqu'elle est visionnée dans son intégralité, montre comment la femme à l'imperméable fit, quelques minutes auparavant, une injection à une autre femme dans l'assistance, qui, elle, se tenait assise et silencieuse. Et Nadejda Tylik, cadrée par le cameraman, n'était pas la seule, ce jour-là, à interpeller le ministre violemment, comme la bande son l'atteste.

Les interprétations varient donc. Samedi matin, Viktor Khabarov, un journaliste du quotidien *Vetchni Mourmansk*, nous a confié son sentiment : « Elle n'a pas été piquée de force, ni dans le but de la faire taire. Vous savez, à Vidiaevo, les familles sont dans un état extrême. Voici quatre jours, une femme a tenté de se jeter par la fenêtre. C'était sa troisième tentative de suicide depuis le naufrage. »

Natalie Nougayrède

Horst Mahler, ex-militant de la Fraction armée rouge, rejoint le parti néonazi allemand

Il défend le droit du peuple à sa « libération national-révolutionnaire »

Le débat politique concernant la montée de l'extrême droite se poursuit en Allemagne. Il a été marqué dernièrement par l'annonce de l'adhé-

sion de Horst Mahler au parti néo-nazi NPD. Une « conversion » retentissante, car cet homme de soixante-quatre ans avait milité activement,

dans les années 70, dans les rangs de la Fraction Armée rouge (RAF) et avait défendu l'un de ses chefs de file, Andreas Baader.

BERLIN

de notre correspondant

Alors que l'Allemagne, victime d'une vague d'attentats racistes et d'extrême-droite, s'interroge sur la nécessité ou non d'interdire le parti néonazi (NPD), celui-ci vient d'accueillir une recrue de choix : Horst Mahler, ancien terroriste de la Fraction armée rouge (RAF), qui a passé dix ans derrière les barreaux. Cet avocat de soixante-quatre ans, né en Silésie, a commencé par défendre en 1969 Andreas Baader et Gudrun Ensslin qui avaient mis le feu à un magasin de Francfort. Quand ceux-ci sont libérés de prison par leurs camarades en 1970, Horst Mahler « plonge » lui-aussi dans la clandestinité et fonde avec eux la Fraction armée rouge, qui commettra une trentaine d'assassinats en vingt ans.

Après quelques attentats et vols à main armée, Horst Mahler va s'entraîner au Proche-Orient dans le camp palestinien de Ali Hassan Salameh. « La haine commune des Etats-Unis et de leur avant-poste, Israël, unissait les rebelles allemands

et arabes », écrit le *Welt am Sonntag*. Dénoncé à son retour, Horst Mahler est arrêté en 1970 et condamné à quatorze ans de prison. Pendant sa détention, il prend ses distances avec le terrorisme, se réclame du maoïsme et prend pour avocat un certain Gerhard Schröder, alors président des Jeunesses socialistes, pour obtenir sa libération anticipée. Libéré en 1980, de nouveau avocat en 1988, Horst Mahler renoue avec la politique à la fin des années 90, et devient un des penseurs de l'extrême droite allemande.

Point de rencontre entre Horst Mahler et l'extrême droite allemande, qui recrute largement ses troupes dans l'ex-RDA : la haine de l'Amérique et d'Israël. A l'été 1999, il publie des « thèses sur les juifs et l'Allemagne », affirmant que « dirigeant les puissances économiques et militaires de ce mégaterritoire [l'Amérique], les juifs sont parvenus à leurs fins : ils dominent le monde extérieur ». Dans sa profession de foi pour entrer au NPD, Horst Mahler ose rejeter la responsabilité de la vague de violence actuelle

sur ceux qui dénoncent le risque néonazi : « Les organisateurs de ces machinations antiallemandes sont directement responsables de ce que la défense naturelle, quasi instinctive du peuple allemand contre sa transformation en une race métisse afro-euro-asiatique ne puisse pas trouver d'expression politique et se traduire dans des actes de violence criminels qui ne sont d'aucune aide et sans pouvoir ».

JUSTIFICATION

Mais le texte le plus marquant de Horst Mahler est sa « Déclaration canonique sur le mouvement de 1968 », publiée fin 1999 avec deux anciens membres de l'Association des étudiants socialistes allemands (SDS), d'où naîtra la RAF, et qui vise à justifier son passage de l'extrême gauche à l'extrême droite. « Le mouvement de 68 ne s'est pas dressé pour le communisme ni pour le capitalisme, ni pour une communauté de valeurs tiers-mondiste, occidentale ou de l'Est, mais seulement pour le droit de chaque peuple à sa libération national-révolutionnaire et social-révolution-

naire », écrit Horst Mahler avec ses comparses, pour plaire au NPD qui prétend incarner la « résistance nationale ». Et de poursuivre : « Deux ailes national-révolutionnaires sont nées dans le mouvement de 1968, la nouvelle gauche et la nouvelle droite. L'objectif de la première était le combat contre l'américanisme, de la seconde contre le soviétisme. La Nouvelle droite a atteint son objectif et se dirige de plus en plus contre l'américanisme et le capitalisme, ce qui a conduit à une réunification de ces deux ailes national-révolutionnaires ». Pour le *Tagesspiegel*, les auteurs de la déclaration « transforment le SDS en une avant-garde de la « révolution nationale » contre l'envahissement, par les étrangers, du peuple allemand par les puissances victorieuses occidentales. Les héritiers des étudiants de gauche seraient aujourd'hui les nationaux-révolutionnaires de droite. » Selon les renseignements généraux allemands, le but de la manœuvre serait d'attirer vers l'extrême droite d'anciens gauchistes.

Arnaud Leparmentier



À QUOI ÇA SERT UN FORFAIT INTERNET À 50 F QUI COÛTE 116... 214... 302,50 F ?

AOL EST LE SEUL À VOUS PROPOSER INTERNET ILLIMITÉ POUR 99 F/MOIS. TÉLÉCOMMUNICATIONS COMPRIS.

En vous abonnant avant le 31.10.00 pour une période de 24 mois, vous êtes sûr de ne pas avoir de mauvaise surprise en fin de mois. (Offre mono-poste strictement réservée aux particuliers, conditions disponibles au 0 825 12 12 12 - 0,99 F/min)

BOB

DEMANDEZ VOTRE KIT GRATUIT AOL : 0 825 12 12 12 (0,99 F/MIN) OU WWW.AOL.FR

MAINTENANT VOUS ÊTES EFFICACE SUR INTERNET

L'OMC se défend d'être un « cauchemar »

GENÈVE. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a vivement réagi à un récent rapport de l'ONU l'accusant ni plus ni moins d'être devenue « un cauchemar » pour les habitants les plus démunis de la planète. Dans une lettre rendue publique, vendredi 25 août, et adressée au haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, Mary Robinson, la direction de l'OMC, exprime sa « très profonde préoccupation devant la terminologie, la méthodologie et les conclusions principales » d'un rapport la mettant en cause, soumis une semaine auparavant à la sous-commission de cet organisme. Chargés d'étudier « les effets de la mondialisation sur les droits de l'homme », les deux auteurs du document, un Ougandais et un Sri-Lankais, estiment que l'OMC est « un véritable cauchemar pour certains secteurs de l'humanité » et que ses règles sont « grossièrement inéquitables, voire préjudiciables ». L'OMC répond : « A part une référence aux brevets, le rapport n'identifie aucun cas où un prétexte de conflit existe entre l'OMC et les conventions de l'ONU sur les droits de l'homme ». — (Corresp.)

M^{me} Suu Kyi, l'opposante birmane, bloquée par la police à Rangoun

BANGKOK. L'opposante birmane Aung San Suu Kyi a passé deux nuits dans sa voiture bloquée par la police à une trentaine de kilomètres au sud de Rangoun. Samedi 26 août, en fin de matinée, le Prix Nobel de la paix 1991 semblait toujours décidée à ne pas faire demi-tour pour regagner la capitale birmane. A bord d'une voiture et d'un minibus, la délégation que présidait M^{me} Suu Kyi se rendait à un meeting de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) lorsque la police lui a barré le passage sur un pont, comme elle l'avait déjà fait à quatre reprises en 1998. Londres et Washington ont « déploré » les restrictions imposées aux déplacements de M^{me} Suu Kyi. — (Corresp.)

Abdoulkassim Salat Hassan élu président de la Somalie

ARTA (Djibouti). Abdoulkassim Salat Hassan a été élu dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 août nouveau président de la Somalie par le Parlement de transition réuni à Arta (Djibouti). Agé de 58 ans, appartenant au sous-clan Habr Gedir (Hawiyé), Abdoulkassim Salat Hassan aura la lourde tâche de tenter de mettre fin à l'anarchie régnant en Somalie depuis la chute de Siad Barre en 1991, alors que la plupart des chefs de guerre qui se sont partagé le pays n'ont pas participé à la conférence de réconciliation d'Arta. De 1973 à 1990, Abdoulkassim Salat Hassan a occupé diverses fonctions ministérielles : industrie, commerce, travail, information et intérieur. Il est considéré comme proche des milieux islamistes. Le nouveau président doit former un gouvernement. Les adversaires du processus de paix d'Arta, qui s'appuie sur les chefs traditionnels, affirment qu'il ne servira qu'à créer un gouvernement en exil et que les institutions qui y seront désignées ne pourront pas rentrer en Somalie. — (AFP)

Un député tchéchène prorusse dénonce les crimes de Moscou

MOSCOU. Le nouveau député de la Tchétchénie à la Douma, un Tchétchéne résidant en permanence à Moscou, Aslanbek Aslakhonov, a, dans une interview à la radio Ekho Moskvy, vendredi 25 août, réclaté l'arrêt de l'« opération antiterroriste » dans la république afin de sauver celle-ci « de la destruction totale ». Elu député de la Tchétchénie le 20 août lors d'un scrutin contesté, cet ancien général des forces de l'intérieur, réputé proche de Moscou, a dénoncé les exactions commises par les forces fédérales dans la république indépendantiste. Il s'est élevé contre « la dépravation » des forces de l'ordre et les « nettoyage » auxquels elles se livrent. Par ailleurs, les combats se sont étendus jeudi à la république voisine d'Ingouchie, où le Kremlin a reconnu, vendredi 25 août, qu'un militaire russe avait trouvé la mort. — (AFP)

DÉPÊCHES

■ **ESPAGNE : le juge de l'Audience nationale espagnole, Guillermo Ruiz Polanco** a délivré, vendredi 25 août, un mandat d'arrêt international contre Miguel Angel Cavallo, soupçonné d'actes de torture sous la dictature argentine, et qui a été arrêté jeudi à Cancun (Mexique). — (Reuters.)

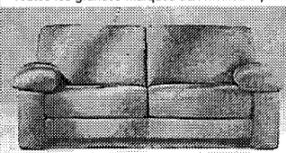
■ **LIBÉRIA : les quatre journalistes de la chaîne britannique Channel Four** détenus à Monrovia ont été libérés, vendredi 25 août, à la suite d'une décision des autorités libériennes de lever les accusations d'espionnage qui pesaient sur eux. Les Britanniques David Barrie et Timothy Lambon, le Sud-Africain Gugulakhe Radebe et le Sierra-Léonais Sorious Samura étaient accusés d'avoir filmé des sites interdits et d'avoir cherché à établir un lien entre le président libérien Charles Taylor et la contrebande de diamants et d'armes qui sévit dans le cadre de la guerre civile en Sierra Leone. — (Reuters.)

■ **SIERRA LEONE : le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan**, a recommandé, vendredi 25 août, d'augmenter d'environ 7 500 hommes les effectifs de la Mission des Nations unies en Sierra Leone (Minusil), force qui comprendrait dès lors 20 500 casques bleus, dans un rapport transmis au Conseil de sécurité. La Minusil est la plus importante force de soldats de la paix déployée dans le monde, devant celle présente au Timor-Oriental. — (Reuters.)

■ **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : le gouvernement congolais** ne s'est pas retiré du processus de paix de Lusaka, a déclaré, vendredi 25 août, le commissaire général adjoint du gouvernement chargé de la Mission d'observation de l'ONU au Congo (Monuc). « Le gouvernement congolais n'a pas suspendu ses engagements vis-à-vis de l'accord de Lusaka mais réclame plutôt la révision de certains des dispositions qui ne cadrent plus avec le contexte actuel », a-t-il affirmé. — (AFP)

■ **BAHREÏN : à la suite de l'accident de l'Airbus de Gulf Air** qui s'est abîmé mercredi dans le golfe Persique, imputé par les médias à une erreur de pilotage, le gouvernement de Bahreïn a annoncé, vendredi 25 août, la création d'une commission d'enquête présidée par un représentant du Bureau national de la sécurité des transports (NTSB) américain. Les données des deux boîtes noires de l'Airbus seront analysées aux Etats-Unis. — (Reuters.)

DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix



Recommandé par Paris Pas Cher, Paris Combines, etc...

MATELAS • SOMMIERS VENTES PAR TÉL. POSSIBLE

fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...

CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Durvillier - Coulon - Sufren etc...
5500 m² d'exposition

LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO

• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19^{ème} - M^o Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13^{ème} - M^o Place d'Italie
01.42.08.71.00
7 jours sur 7

A la veille des élections législatives, les Libanais dénoncent une « mascarade »

La campagne s'est apparentée à une simple bataille entre individus

Les troisièmes élections législatives au Liban depuis la fin de la guerre civile en 1990 se déroulent en deux temps, les dimanches 27 août et

3 septembre. La campagne électorale au pays du Cèdre ne s'est jamais distinguée par une profusion d'idées et de programmes originaux, mais

le cru 2000 a battu des records de vanité. Totalemment exclus d'une bataille où l'argent a coulé à flots, les Libanais y sont restés indifférents.

BEYROUTH

de notre correspondant

Jamais élections législatives n'auront moins intéressé les Libanais. A la veille du scrutin, qui doit se dérouler en deux phases – et non en deux tours –, les dimanches 27 août et 3 septembre, les Libanais sont totalement démobilisés. Sceptiques, ils affichent ostensiblement leur indifférence à l'égard de cette « mascarade ». Tout se passe comme si les élections ne concernaient que les seuls candidats... Ceux-ci sont légion et s'agitent, s'insultent, se battent même par

Cent vingt-huit sièges à répartir

● **Les élections législatives** au Liban se déroulent en deux temps : dimanche 27 août, les électeurs iront aux urnes dans deux mohafazats (départements), le Nord et le Mont-Liban. Le 3 septembre, ce sera le tour des quatre autres départements : Beyrouth, le Sud, Nabatiyeh et la Bekaa.

● **Le Parlement libanais** compte 128 députés, élus pour quatre ans selon un scrutin majoritaire à un tour. Au Liban nord, 144 candidats se disputent 28 sièges (15 chrétiens et 13 musulmans) et 141 autres briguent 35 sièges (24 chrétiens et 11 musulmans) au Mont-Liban.

● **L'appartenance confessionnelle** de l'électeur ne compte pas. En revanche, les sièges au sein du Parlement – unicaméral – sont répartis sur une base communautaire.

● **Le découpage électoral** est très complexe : certains mohafazats sont scindés en deux ou plusieurs circonscriptions électorales, alors qu'ailleurs deux mohafazats constituent une seule et même circonscription. — (Corresp.)

médias et « gorilles » interposés. Une vraie foire d'empoigne.

La kermesse électorale à la libanaise ne fait plus recette et l'on croise bien moins de convois électoraux que dans le passé. Les précédents scrutins passionnaient les foules. De ces élections, qui ne furent jamais un modèle de démocratie, mais qui reflétaient les forces politiques du pays, il ne subsiste que la forêt des portraits de candidats. C'est même l'abondance, en nombre, en couleurs, en dimensions, en modes d'étalage, en mauvais goût !

Ces affiches électorales ont un point en commun : elles n'annoncent rien. Pas de programme, ni même un slogan creux. Elles se résument à la photo du candidat, avec son nom, son appartenance communautaire – essentielle au Liban – et sa circonscription. La palme de l'inconsistance va à cette « pensée sublime » qui s'affiche en lettres de néon sous un portrait géant d'un très riche candidat : « Pour tes beaux yeux... » Quelle meilleure raison de voter pour l'homme arborant un sourire béat du sommet d'un panneau de 5 mètres ?

De tout temps, ces portraits de candidats ont enlaidi le paysage de ce pays, déjà dévasté par le béton et autres nuisances humaines. L'affichage 2000 a battu tous les records : gigantesques ou chétifs, sur pylônes électriques, troncs d'arbres ou murs criblés, vestiges de la guerre, pour la version candidat pauvre ; et pour la version candidat riche : sur camions en rotation permanente, sur radeaux en mer, où une tortue est venue s'em pêtrer dans les amarres et mourir, ou encore sur panneaux d'affichage en concurrence avec un détergent et un cornet de glace. Partout l'apprenti député s'étale, son ego comblé par son intempestive présence. Nombre d'entre eux n'ont aucune chance d'être élus,

mais cet étalage photographique est leur moment de gloire.

Deuxième phénomène marquant de cette campagne 2000 : les « fils de » pères « politiques ». Le Parlement libanais en a toujours compté plusieurs, et les candidats actuels, même s'ils ont pris de l'âge, sont, à l'origine, des « fils de », « frères de », « sœurs de », ou « veuves de ». Pour les législatives 2000, des records ont été battus dans ce domaine, avec Emile Lahoud, vingt-cinq ans, fils de l'actuel président de la République, et « candidat contre la volonté de son père », et Pierre Gemayel, vingt-neuf ans, en quelque sorte « candidat à la place de son père », l'ancien président, Amine Gemayel, tout juste rentré d'exil en France.

Des candidats ouvrent grandes leurs caisses pour « acquérir » des voix

Autre vice notoire de ces élections : l'argent. En la matière, il n'y a rien non plus de nouveau sous le soleil, mais tant d'impudent étalage par des candidats milliardaires et multimillionnaires (en dollars), dans un pays qui ne connut jamais pareille crise économique, dégoûté les plus aguerris. Nombreux sont les candidats à ouvrir toutes grandes leurs caisses pour « acquérir » des voix.

Dans le camp gouvernemental, où le président du Conseil, Selim El Hoss, se drape dans les plis de la vertu outragée, les armes utilisées ne sont pas plus nobles : des services d'Etat sont utilisés sans frein (et sans frais) au service de... ses serviteurs. L'abus le plus évident est la campagne menée par la télévision publique, Télé-Liban, contre

Les Palestiniens tentent de rallier les Européens à leur position sur la proclamation unilatérale d'un Etat

AVEC EN LIGNE DE MIRE, la réunion des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne (UE) prévue les 2 et 3 septembre à Evian-les-Bains, le ministre palestinien du plan et de la coopération internationale, Nabil Chaath, qui est aussi l'un des principaux négociateurs palestiniens, a terminé, vendredi 25 août, par Paris – qui préside actuellement l'UE – une tournée qui l'a conduit dans douze des quinze membres de l'Union, ainsi qu'auprès de Javier Solana, haut-représentant des Quinze pour la politique extérieure, ainsi qu'au Vatican. Objectif : expliquer les tenants et aboutissants de la position palestinienne concernant l'ensemble du processus de paix, et singulièrement le projet de proclamation d'un Etat palestinien à la date du 13 septembre.

Certains Etats, y compris européens, redoutent en effet cette proclamation si elle se fait de manière « unilatérale », c'est-à-dire sans un accord avec Israël. Les Palestiniens en ont assez des mises en garde qui leur ont été formulées à ce sujet et ne veulent pas que les Quinze reviennent sur la déclaration de Berlin de mars 1999 dans laquelle ils se disent disposés à reconnaître un Etat palestinien « en temps opportuns ». M. Chaath a le sentiment d'avoir convaincu ses interlocuteurs.

« SEUL RECOURS NON VIOLENT »

« La proclamation de l'Etat, a-t-il déclaré au Monde, est la carte non violente la plus importante que nous ayons entre les mains. Faute de telles cartes, le seul recours est la violence et nous n'en voulons pas. » Et puis, martèle-t-il, la proclamation de l'Etat est « un droit ». « Lorsque des autochtones veulent proclamer leur souveraineté sur leur terre, c'est forcément unilatéral... Le contester c'est accorder à l'Etat occupant un droit de veto sur le droit des populations occupées à

mettre fin à l'occupation ». Il faut, dit encore M. Chaath, faire une distinction entre « notre droit à la souveraineté » et « l'étendue de cette souveraineté ». Le premier est « absolu, même si nous ne gouvernons qu'1 % de notre terre. L'étendue de la souveraineté se dessine, elle, via la négociation. Il est donc hors de question de renoncer à notre droit. En revanche, nous sommes disposés à écouter les conseils de nos amis qui, tout en

raël fasse des concessions concernant aussi bien Jérusalem que la question des réfugiés ». « Il ne s'agit pas, dit-il, d'entrer dans les détails. On peut s'entendre sur les têtes de chapitre », quitte à discuter les détails plus tard. « Cela pourrait presque tenir en une demi-page », mais il est indispensable qu'il y ait des progrès sur ces deux questions, insiste-t-il. En d'autres termes, pour que le président de l'Autorité palestinienne, Yasser

estime M. Chaath, que les Européens poussent le premier ministre israélien, Ehoud Barak, qui a incontestablement fait des concessions qu'aucun autre premier ministre n'avait faites avant lui, à aller de l'avant et à « ne pas s'arrêter au milieu du gué ».

RÉSOLUTION 242

A ce stade, à en croire M. Chaath, l'état des lieux est le suivant : les deux problèmes les plus difficiles à résoudre lors du sommet israélo-palestinien de Camp David furent Jérusalem-Est et le problème des réfugiés. Les concessions faites par M. Barak à propos de Jérusalem-Est sont certes importantes, mais le premier ministre israélien n'en a pas moins exigé que l'esplanade des Mosquées soit sous souveraineté israélienne, ce qui pour les Palestiniens est une aberration. En outre, les solutions suggérées font de la partie orientale de la ville une sorte de « mosaïque difficile à gouverner, où l'on aurait besoin d'un système GPS de communication routière par satellite qui permettrait d'indiquer aux gens qu'ils sont ici en Israël, là en Palestine et plus loin en territoire sous juridiction spéciale ».

Il faut, insiste M. Chaath, que Jérusalem-Est obéisse elle aussi à la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, c'est-à-dire à celui de la restitution des territoires occupés. Il faut aussi que l'Etat hébreu assouplisse sa position sur la question des réfugiés. Au sommet de Camp David ils ont été intraitables, dit-il, alors même que le président Clinton lui-même insistait pour qu'ils acceptent « de prendre le risque de laisser aux réfugiés le libre-choix » de décider ; étant entendu que l'écrasante majorité d'entre eux se contenterait de compensations.

Paris carrefour du Proche-Orient

Président en exercice de l'Union européenne, et son véritable « moteur » pour ce qui concerne le Proche-Orient, Paris est le passage apparemment obligé de plusieurs responsables de la région. Après la visite, vendredi 25 août, de Nabil Chaath, le ministre palestinien du plan et de la coopération internationale, c'est le ministre des affaires étrangères syrien, Farouk El Chareh qui était attendu à Paris dimanche 27, en route pour le Maroc où doit se réunir lundi le Comité El Qods (Jérusalem) de l'Organisation de la conférence islamique. Lundi, c'est le ministre israélien des affaires étrangères par interim, Farouk El Chareh, qui est attendu à Paris où, selon une source bien informée, doit venir le 1^{er} septembre le président égyptien, Hosni Moubarak. M. Moubarak aura auparavant rencontré, mardi, le président Bill Clinton qui fera une brève escale au Caire à son retour du Nigéria. Avec l'accord de toutes les parties, l'Egypte tente de rapprocher les points de vue israélien et palestinien pour parvenir à un accord de paix.

soutenant notre droit, jugeraient que le moment n'est pas idéal pour le faire... ».

Pour aller au plus court, toute menace ne ferait qu'encourager les Palestiniens à s'accrocher à la date du 13 septembre. En revanche, des progrès « suffisants » dans le processus de paix ne peuvent que favoriser un report. Il reste 19 jours pour réussir.

Aussi, dit M. Chaath, « si vous me demandez quelle est notre position aujourd'hui quant à la date de la proclamation de l'Etat palestinien, je répondrai : le 13 septembre. Mais ce qui se passera d'ici là sera déterminant. » Les Palestiniens pourraient reporter cette échéance à une condition : qu'« Is-

Arafat et le Conseil central (mini-Parlement) de l'OLP « auquel M. Arafat a en quelque sorte délégué la décision en la matière » puissent accepter un report, il faut qu'ils aient des arguments convaincants.

Israéliens et Palestiniens sont demeurés en contact depuis la fin du sommet de Camp David, le 24 juillet, mais aucun progrès tangible n'a pu être réalisé. L'Egypte a été sollicitée par toutes les parties pour tenter de réduire les divergences. A cette fin, elle a engagé une sorte de mission de reconnaissance des vues des différentes parties. Les Palestiniens souhaitent que les Européens, singulièrement la France, y contribuent. Il faut,

Bill Clinton veut faire du Nigeria le gendarme de l'Afrique de l'Ouest

Le président américain fait ses adieux à l'Afrique

Bill Clinton a débuté, samedi 26 août, une courte visite africaine, la seconde et dernière de sa présidence, qui le mènera du Nigeria à la Tanzanie. Les Etats-Unis

veulent à la fois soutenir la transition démocratique nigérienne et aider le géant africain à devenir le gendarme de la région, notamment en Sierra Leone.

LE PRÉSIDENT Bill Clinton, qui a débuté, samedi 26 août, une courte visite africaine, va témoigner de l'appui des Etats-Unis aux efforts de redressement démocratique du Nigeria. « *La visite au Nigeria est une démonstration de notre ferme soutien pour la plus importante transition démocratique menée en Afrique depuis la chute de l'apartheid. Elle permettra de souligner les occasions qui se présentent maintenant pour le Nigeria depuis qu'il est passé du statut de pays paria à pays partenaire* », a déclaré jeudi à Washington le conseiller de M. Clinton pour la sécurité nationale, Samuel Berger.

M. Clinton ne devrait cependant pas faire durant son séjour à Abuja d'annonce spectaculaire sur l'allègement de la dette nigérienne, qui s'élève à 30 milliards de dollars et qui grève son redressement économique. M. Berger a toutefois souligné que l'aide américaine au Nigeria a été décuplée en un an, passant de 7 millions à 108 millions de dollars, et M. Clinton, a-t-il dit, annoncera plusieurs autres projets d'assistance dans les do-

maines de l'éducation et la lutte contre les maladies infectieuses.

Les questions des investissements ainsi que de la modernisation du secteur pétrolier (le Nigeria est le sixième exportateur mondial et fournit 8 % des importations américaines) seront également évoquées, a précisé M. Berger. M. Clinton a indiqué qu'il aborderait aussi avec le président Olusegun Obasanjo les prix du brut, trop élevés actuellement selon Washington.

DES RÉFORMES DIFFICILES

Les Etats-Unis espèrent que les difficiles réformes engagées depuis quinze mois par M. Obasanjo pour assainir son pays, après des décennies de dictatures militaires, serviront d'exemple pour le reste de l'Afrique de l'Ouest. « *Cette transition est cruciale non seulement pour le Nigeria mais également pour l'Afrique. Une réussite du Nigeria entraînera toute la région dans la voie de la prospérité et de la paix. Un échec, en revanche, enlèvera toute la région dans les troubles et la misère* », a souligné M. Berger.

Surtout, Washington espère que

le Nigeria redeviendra non seulement la locomotive économique de la région, mais également son principal pôle de stabilité. Au début du mois d'août, les Etats-Unis ont annoncé l'envoi d'officiers des forces spéciales américaines pour entraîner et armer des unités nigériennes qui appuieront les forces de la mission de paix de l'ONU en Sierra Leone (Minusil). Les premiers éléments de cette force, qui pourrait atteindre 200 hommes, sont arrivés cette semaine au Nigeria. Lors de sa visite à Abuja en avril, le secrétaire américain à la défense, William Cohen, avait annoncé une aide de 10 millions de dollars au secteur de la défense.

« *Cela va aider à rétablir la stature professionnelle que l'armée nigérienne a connue dans le passé et qu'elle doit regagner* », avait alors déclaré M. Cohen. Le Nigeria a déjà actuellement le contingent le plus important au sein de la Minusil en Sierra Leone. Mais, à chaque fois qu'il est question de renforcer la force de l'ONU à Freetown, le Nigeria fait savoir que sa participation est conditionnée à une aide logistique et financière. - (AFP)

Les Comoriens doivent signer un accord de paix contesté

TROIS ANS après le début de la crise comorienne, la junte de Moroni et les séparatistes anjouanais devaient signer, samedi 26 août, un accord rejeté à l'avance par l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui n'a reconnu aucun de ces deux régimes. Produit d'une année de négociations, l'accord devait être paraphé à Fomboni, la principale ville de l'île comorienne de Mohéli, par le chef du pouvoir militaire de Moroni, le colonel Azali Assoumani, et le chef des séparatistes anjouanais, le lieutenant-colonel Said Abeid Abdérémane.

Les deux dirigeants veulent créer un « *nouvel ensemble comorien* » à la nature encore floue, dont les institutions seront définies dans un délai maximal d'un an, sur les frontières de l'actuelle République fédérale islamique des Comores (RFIC), composée des îles de Mohéli, Anjouan et la Grande-Comore. Les domaines de compétence du « *nouvel ensemble* » sont la religion, la nationalité, la monnaie, les relations extérieures et la défense. Au terme d'une période de transition d'un



an, les Comoriens seront appelés à se prononcer par référendum sur une nouvelle Constitution, précise le texte de la « *déclaration de Fomboni* », qui ne définit pas la nature future des relations entre les institutions séparatistes anjouanaises et Moroni.

L'OUA a rejeté jeudi ce nouvel accord, qui, selon elle, « *sape l'unité et l'intégrité territoriale des Comores* » qu'elle n'a cessé de vouloir restaurer depuis le début de la crise séparatiste, en août 1997. L'organisation panafricaine,

qui veut un retour d'Anjouan dans le giron de Moroni au nom de la sacro-sainte règle du respect des frontières héritées de la colonisation, avait parrainé le précédent accord d'Antananarivo, signé en avril 1999 par un pouvoir comorien civil, depuis renversé par le colonel Azali. Cet accord, finalement rejeté par Anjouan, prévoyait une « *Union des îles comores* » accordant une large autonomie aux trois entités. Critiqué par l'opposition à Moroni et à Anjouan, le nouvel accord, explique un diplomate de l'OUA, risque de servir de base à une confédération d'entités indépendantes et d'aggraver les tensions.

La France, à laquelle l'île d'Anjouan réclamait il y a deux ans son rattachement, n'a pas pris clairement position. Pour Paris, les protagonistes comoriens doivent tenir compte du rejet de l'accord par l'OUA, même si le texte comporte « *certain aspects positifs, en particulier l'abandon par Anjouan de ses revendications indépendantistes* », selon un porte-parole du ministère français des affaires étrangères. - (AFP)

Un sommet religieux à New York sans le dalaï-lama

NEW YORK (Nations unies) et GENÈVE

de nos correspondants

Plus de mille chefs religieux et théologiens étaient attendus, lundi 28 août à New York, pour participer à un sommet des religions. Cette initiative des organisations non gouvernementales représentant 75 confessions différentes à travers le monde a pour but d'examiner les moyens de coopération avec les Nations unies sur des dossiers relatifs à la pauvreté, la paix et la stabilité.

Un tel sommet spirituel, en l'absence du dalaï-lama, devait inévitablement provoquer une controverse. Comme prévu, face à l'opposition farouche de Pékin, les organisateurs ont dû renoncer à la participation du chef religieux des Tibétains. Les responsables de l'ONU ont beau dire et redire, depuis plusieurs jours, que « *la réunion n'a jamais été organisée par les Nations unies* », cela ne change rien et les critiques ont fusé. En signe de solidarité avec le dalaï-lama, l'archevêque sud-africain Desmond Tutu a été le premier à protester. Dans une lettre adressée au secrétaire général, il a qualifié l'exclusion du dalaï-lama de « *honteuse* ». Les Tibétains en exil aux Etats-Unis ont organisé des manifestations à New York et à Washington pour dénoncer la non-participation de leur leader et l'attitude de l'ONU. Interrogé par la presse, Kofi Annan a déclaré : « *Je*

sais que beaucoup de gens sont profondément déçus que le dalaï-lama ne fasse pas partie de la réunion, et je les comprends. » Il a rappelé que les organisateurs du sommet ont été « *obligés* » de tenir compte « *des sensibilités des Etats membres de l'ONU* ». Selon son porte-parole, le secrétaire général préfère « *un sommet des religions même sans le dalaï-lama, que pas de sommet du tout, car, explique Fred Eckhard, ces leaders ont un rôle incontournable dans le travail des Nations unies* ». Finalement, le dalaï-lama sera représenté, lundi, au sommet des religions, par une délégation de moines tibétains.

« DRÔLE DE LIBERTÉ ! »

Un autre incident impliquant le dalaï-lama, la Chine et les Nations unies s'est produit à Genève. Vendredi 25 août, devant le Palais Wilson, siège du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Palden Gyatso, rescapé de trente-trois ans dans les geôles chinoises pour n'avoir pas accepté l'annexion forcée de son pays par le gouvernement de Pékin, s'interrogeait : « *Un drapeau, c'est un morceau de tissu de diverses couleurs. Une photo, c'est une image sur un bout de papier. Aujourd'hui, au Tibet, avoir un drapeau tibétain ou une photo du dalaï-lama vaut des années de prison, voire pis, à son détenteur. Et ici, la sécurité de l'organisme des Nations unies, censé veiller au respect des droits de l'homme dans le*

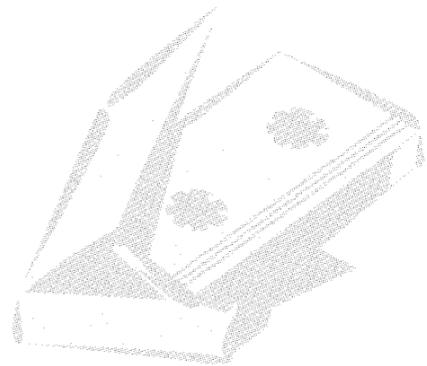
monde, m'interdit d'entrer dans le bâtiment sous prétexte que mon drapeau n'y a pas droit de cité. Jolie démocratie, drôle de liberté ! »

En tête d'une délégation de marcheurs de la Transalpine partie de Nice le 9 juillet et arrivée vendredi à Genève, le moine avait le regard embué d'incompréhension. Avec une cinquantaine de compagnons, il a marché à travers les Alpes quarante-neuf jours durant, en passant par l'Italie et la Suisse, pour la liberté au Tibet. La caravane a grossi au gré des haltes, jusqu'à compter plus de 200 marcheurs, de refuges en communes. Ils ont passé les frontières, bannières en première ligne, portées par de fiers cavaliers. Mais pour remettre la pétition comptant des milliers de signatures demandant la décolonisation du Tibet et le respect du droit de son peuple à l'autodétermination, les émissaires avaient dû se résoudre à laisser emblème et portrait du dalaï-lama au seuil du bâtiment où s'activent d'ordinaire experts et spécialistes des droits de l'homme.

Des marches analogues ont eu lieu cette année en Australie, en Inde et aux Etats-Unis. Les responsables de la Transalpine tibétaine se déclarent prêts à envisager dans les trois ans une marche encore plus spectaculaire qui devrait les mener à Lhassa, capitale du Tibet.

Afsané Bassir Pour et Jean-Claude Buhner

Une rentrée
moins chère !



Dans votre

Agence France Télécom,

pour 1 F de plus,
choisissez votre cassette vidéo

pour tout abonnement

OU



france tele
bienvenue dans la vie.com

France Télécom est une entreprise publique française. Elle est contrôlée par l'Etat français. Les services de France Télécom sont fournis par France Télécom SA au capital de 4 098 463 604 € - 380 129 866 RCS Paris

GAUCHE Le premier ministre et le ministre de l'intérieur devaient se rencontrer en tête-à-tête, samedi 26 août ou dimanche 27 août, pour régler leur désaccord au sujet du dossier corse.

Sans que l'on puisse préjuger du calendrier et des modalités, le départ du gouvernement de Jean-Pierre Chevènement semblait l'issue prévisible de cet entretien. ● LE MINISTRE de l'inté-

rieur a rendu public son opposition au compromis trouvé entre le gouvernement et les élus de Corse sur deux points-clés : la dévolution du pouvoir législatif et la question de l'arrêt de la

violence. ● AU SEIN du gouvernement, beaucoup s'inquiètent de l'effet négatif d'un départ du président du MDC sur l'image « plurielle » de la gauche ● DES DÉPUTÉS SOCIALISTES

expriment leurs doutes sur le processus engagé. Jean-Luc Mélenchon, ministre délégué à l'enseignement professionnel, estime que « mieux vaut perdre la Corse que la République ».

M. Chevènement et M. Jospin règlent leur querelle corse

Le premier ministre et le ministre de l'intérieur devaient se rencontrer pendant le week-end pour trouver une issue à leur différend. Les critiques de M. Chevènement sur le processus engagé trouvent un écho certain dans l'opinion et chez les élus du parti socialiste

LA PARTIE engagée entre Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement depuis juin est entrée dans sa phase finale sans perdre de sa complexité. Presque un mois a passé depuis l'entretien au cours duquel le ministre de l'intérieur avait confirmé au premier ministre, le 29 juillet, son désaccord au sujet du « processus » mené en Corse. Les deux hommes, qui se sont parlé par téléphone dans la semaine, devaient s'entretenir en tête-à-tête samedi 26 ou dimanche 27 août. L'issue prévisible de cette entrevue est la démission de M. Chevènement, effective à plus ou moins brève échéance, mais ni d'un côté, ni de l'autre, on ne voulait en préjuger.

Estimant avoir été contourné dans la mise au point des fameuses « conclusions du gouvernement » pour la Corse, le ministre de l'intérieur avait décidé, en juillet, de porter le différend sur la place publique. Dans *Le Monde* du 19 juillet, il avait mis en garde le premier ministre. « Il sait jusqu'où je ne peux pas aller », disait-il au sujet du pouvoir législatif qui serait dévolu à l'Assemblée de Corse (*lire ci-dessous*). Néanmoins, les conclusions remises aux représentants des élus de Corse le 20 juillet, puis approuvées, le 28 juillet, par quarante quatre conseillers sur cinquante et un, prévoient cette dévolution.

Dès le lendemain du vote, M. Chevènement avait indiqué à M. Jospin la persistance de son désaccord. Un mois plus tard, il peut dire que leur nouveau rendez-vous, ce week-end, n'est que la suite du précédent, tous deux étant convenus alors de prendre le

temps de la réflexion. Cependant, le calendrier envisagé était suffisamment vague pour que la rentrée pût se faire sans nouvelle dramatisation ; le problème de la préparation du projet de loi pour la Corse, qui relève naturellement du ministre de l'intérieur, aurait pu être résolu en douceur, cette responsabilité étant confiée à un autre ministre ou M. Chevènement changeant de portefeuille.

DÉBAT DANS LA PRESSE

Mais le débat dans la presse, en août, au sujet du compromis de Matignon, a montré bon nombre d'intellectuels et la plupart des éditorialistes, souvent situés à gauche, heurtés par l'inégalité qu'il

semblait introduire devant la loi et par la victoire qu'il accordait aux nationalistes, à leurs idées teintées d'ethnicisme et à leurs méthodes de violence et d'intimidation. Face à ces points de vue, les défenseurs du compromis ont été peu nombreux. Ceux qui, autour de M. Chevènement, soutenaient que leur chef de file pourrait rassembler une fraction importante de l'opinion y ont vu la justification de leur analyse.

Dans ce contexte est survenue l'affaire Rossi-Santoni, du nom de deux anciens dirigeants de la Cuncolta, vitrine officielle du FLNC-Canal historique, auteurs, avec le journaliste Guy Benhamou, d'un livre intitulé *Pour solde de tout*

compte (éditions Denoël), paru en juin. Les deux amis y multiplient les « révélations » accablantes sur le nationalisme corse, sur la clandestinité et sur les relations entretenues par les nationalistes – à commencer par eux-mêmes – avec les ministres de l'intérieur de droite – Charles Pasqua au premier chef – et avec la droite insulaire, y compris José Rossi. M. Chevènement a fait grand cas de ce témoignage, pour ce qu'il dit du comportement des gouvernements de droite, bien sûr, mais aussi en raison du tableau qu'il dresse du nationalisme corse.

Le 7 août, au lendemain des Journées de Corte, au cours desquelles les élus nationalistes ont

pu mesurer qu'il avaient l'appui de la « base » dans leur dialogue avec Paris, Jean-Michel Rossi est assassiné à L'Ile-Rousse. M. Santoni se tait, puis accorde au *Figaro-Magazine* du 19 août un entretien dans lequel il accuse à mots couverts son ancienne organisation, A Cuncolta, et le chef de celle-ci à Bastia, Charles Pieri, d'être les commanditaires du meurtre de Rossi. Il ajoute : « Si les discussions continuent avec ces gens-là, cela voudra dire que le gouvernement socialiste (...) peut être impliqué dans cette affaire. » Et M. Santoni précise que, dans cette hypothèse – « si ça vient des socialistes », dit-il –, il soupçonnerait non pas M. Chevènement, « pas accessible

à ce genre de pratiques », mais le « cabinet de Lionel Jospin ». Cette accusation provoque, à Matignon, un agacement à peine dissimulé, qui s'exprime par la mise en cause de la bienveillance dont M. Santoni jouirait au ministère de l'intérieur. De leur côté, les nationalistes partisans du « processus » déclarent (*Le Monde* du 22 août) que l'ancien dirigeant « bénéficie d'une protection policière rapprochée, notamment à la demande des amis de M. Chevènement ». Or, s'il est exact que le ministre lui a fait proposer une protection après le meurtre de L'Ile-Rousse, l'intéressé l'a refusée.

ENJEU D'UNE CONFRONTATION

Ces péripéties ont confirmé M. Chevènement dans l'idée que la loyauté sur laquelle il croyait pouvoir compter dans ses relations avec M. Jospin – et dont il pensait que le premier ministre la ferait respecter par ses collaborateurs – n'était décidément plus de mise à Matignon. Doublé, en juillet, sur le fond du dossier, il était maintenant attiré dans le réseau des calomnies policières et nationalistes. Dans les deux cas, le coupable, à ses yeux, était le conseiller de M. Jospin chargé de la Corse, Alain Christnacht, aucunement désavoué. Aussi, le ministre de l'intérieur a-t-il décidé, sans plus attendre, de faire de son départ du gouvernement l'enjeu d'une confrontation avec le premier ministre. Toute la question, pour l'un et pour l'autre, est de mesurer le coût et les avantages de la rupture ou d'une peu vraisemblable remise en chantier du « compromis » corse.

Patrick Jarreau

Deux pommes de discorde : le pouvoir législatif et la violence

LES DEUX POINTS sur lesquels Jean-Pierre Chevènement s'estime en désaccord avec Lionel Jospin au sujet de la Corse sont nets. Le premier porte sur « la dévolution, même partielle, du pouvoir législatif à la Corse ». M. Chevènement se dit clairement « dans l'impossibilité de défendre un projet de statut sur la Corse qui s'inscrit dans cette perspective » (*Le Monde* du 24 août).

Qu'en est-il ? Les « conclusions » du gouvernement, formulées le 20 juillet, prévoient – dans une première étape allant jusqu'en 2004 – de « donner à la collectivité territoriale de Corse la possibilité de déroger, par ses délimitations, à certaines dispositions législatives, dans des conditions que le Parlement définirait ». Ces adaptations de nature législative devraient « être en-

suite évaluées avant que le Parlement ne décide de les maintenir, de les modifier ou de les abandonner ». Au-delà de 2004, le gouvernement envisage « l'élargissement et la pérennisation » de ce dispositif expérimental : « Les délimitations adoptées par l'Assemblée de Corse dans ces conditions seraient, sous réserve de l'exercice des voies de recours devant la juridiction administrative, exécutoires. De valeur réglementaire, elles ne seraient pas soumises à une validation ultérieure obligatoire de la part du législateur. »

Dans un texte publié par *Le Nouvel Observateur* (daté 17-23 août), le premier ministre a reprécisé les choses, en particulier pour la deuxième étape : « Demain, si la révision constitutionnelle envisagée

[après 2004] était décidée, le législateur ne serait plus astreint à cette intervention a posteriori, mais rien ne l'empêcherait de soumettre à son réexamen des adaptations qui auraient été mises en œuvre avec son autorisation préalable. Autrement dit, la délégation qu'il aurait consentie, à ses conditions, serait révoquable selon son appréciation. »

Le deuxième différend invoqué par M. Chevènement porte sur la violence. « Tant que les organisations clandestines et les élus qui sont dans leurs mains n'auront pas renoncé explicitement à la violence, toutes les dérives resteront possibles. (...) Il me paraît nécessaire que l'ensemble des organisations nationalistes renoncent définitivement et explicitement à l'action clandestine », a-t-il souligné dans un entretien à

l'AFP, le 22 août. Dans son texte au *Nouvel Observateur*, M. Jospin précise son attitude. « J'ai levé [en décembre 1999] ce que j'avais moi-même posé comme un préalable : celui de la condamnation de la violence par les nationalistes. Sans cela, je n'ai eu conscience que, par ce dialogue n'aurait pas pu commencer. » Il ajoute : « Mais lever ce préalable n'était pas tolérer la violence ni cesser de la combattre. » Il insiste : « Si la violence persistait, toute révision constitutionnelle apparaîtrait aventurée et, pour tout dire, injustifiée. » Quant à l'amnistie des militants nationalistes, elle « n'est pas à l'ordre du jour », note M. Jospin, avant de répéter que « la question de l'amnistie ne sera jamais posée pour les assassins du préfet Claude Erignac ».

Corse et quinquennat, même combat pour M. Pasqua

LA CAMPAGNE électorale pour le référendum sur le quinquennat s'annonçait morne et l'affaire corse est arrivée. Charles Pasqua n'a pas laissé passer l'aubaine. Vendredi 25 août, il a annoncé son intention de mêler le débat sur la Corse « qui intéresse vraiment les Français » avec celui sur le quinquennat. Désormais, le référendum du 24 septembre sera à ses yeux « une occasion de dire deux fois non à Jospin et Chirac ».

La charge est sévère, aussi bien pour le premier ministre que pour le président de la République. Le processus de Matignon est « antidémocratique et anticonstitutionnel », a martelé M. Pasqua. L'ancien ministre de l'intérieur, qui parle corse, possède une maison dans l'île et y conserve des amitiés et des liens familiaux, considère que le processus engagé entraîne « l'abandon des principes républicains ». Mais c'est surtout contre le président de la République, que ses attaques se font plus acerbes. « L'absence de position de la part de Jacques Chirac laisse rêveur », soupire-t-il. « Je suis à la fois étonné et attristé par le fait qu'il n'ait pas réagi vivement » et « plus tôt ». La conclusion ne tarde pas : « Le président de la République ne dit rien. A quoi sert-il ? »

Quant au dossier corse, M. Pasqua assure que « chaque fois que l'on va vers une forme de pacification en Corse les radicaux se manifestent ». A ses yeux, les nationalistes corses ne sont d'ailleurs qu'une « minorité fasciste et raciste ». « Jospin a essayé de se débarrasser du dossier corse », a-t-il poursuivi, mais ce dossier « lui coûte cher, l'opinion se montrera intraitable », a-t-il asséné. « En Corse, cela va mal tourner, a-t-il prédit, la violence va s'amplifier. »

Les élus du PS taisent de moins en moins leurs doutes

ILS NE PARLENT que de ça, ils ont dévoré la presse pendant les vacances et, pour certains, lu de A à Z. *Pour solde de tout compte*, le livre d'entretiens de François Santoni et de Jean-Michel Rossi, avec le journaliste Guy Benhamou (éd. Denoël). Les députés socialistes sont plongés dans le dossier corse. Il n'y a pas que les « pour » et les « contre ». Il y a des élus dubitatifs, des jospinistes qui se découvrent une « fibre républicaine » plus proche de celle du ministre de l'intérieur que du premier ministre. Jamais, sans doute, ils n'ont autant pesé leurs mots pour s'exprimer, au point de réclamer l'anonymat, comme ce jeune député élu en 1997 : « Politiquement, on peut y laisser notre peau. Aucun autre sujet ne nous a autant perturbés depuis trois ans ».

Mercredi 23 août, lors de la réunion du secrétariat national du PS, d'ordre pourtant technique, la discussion a dérivé sur la Corse. Les participants ont décidé d'avancer la réunion du bureau national de rentrée, initialement prévue le 5 septembre, au mardi 29 août. En attendant, Pierre Guelman, le conseiller parlementaire de Lionel Jospin, appelle les députés au téléphone pour prendre la température. Après Henri Emmanuel, dans *Libération* du 24 août, puis Michel Charasse, dans *La Montagne*, le 25, c'est au tour de Jean-Luc Mélenchon d'égratigner la mé-

thode du premier ministre (*lire ci-contre*). La plupart préfèrent en discuter entre eux, par petits cercles. Jeudi 24 août, dix députés, réunis chez Eric Besson, dans la Drôme, pour préparer leur contribution sur le droit au travail, en vue du congrès du PS, ont spontanément parlé... de la Corse. « Sur les dix, deux seulement étaient clairement favorables à l'accord. Les huit autres étaient hostiles à des degrés divers. Mais nous avons décidé de ne pas nous exprimer publiquement », raconte prudemment un participant. « J'ai, moi aussi, des doutes, des inquiétudes. J'en ai parlé avec Michel Charasse. Il faut que l'on en débâte le plus vite possible en réunion de groupe », explique la députée du Puy-de-Dôme Odile Saugues, qui n'en dira « pas plus ».

« EXERCICE DE PÉDAGOGIE ACTIVE »

« Les électeurs se fichent du quinquennat, mais la Corse, ça les passionne ! », témoigne André Vallini (Isère). Assis à une terrasse de café, à Voiron, vendredi en fin d'après-midi, le député discutait avec ses voisins... de la Corse, bien sûr. Après « mûre réflexion », M. Vallini est favorable au « processus de Matignon ». « J'étais perplexe tout l'été, je suis mermazien, très attaché à la République. Finalement, la tribune de Jospin dans *Le Nouvel Observateur* a achevé de me convaincre », explique-t-il. Un seul point noir

subsiste, selon lui, dans le dossier : la langue corse. « Le corse obligatoire sauf avis contraire des parents, ça ne me convient pas. Tout ce qui a des relents d'ethnicisme, ça me révolte », reconnaît M. Vallini. Il n'est pas le seul. « Cette concession me paraît dangereuse, inacceptable. C'est la reconnaissance d'une démarche ethnique. Il faut absolument éviter que la situation au Pays basque [espagnol] se reproduise en Corse », s'alarme le député des Landes Alain Vidali, ex-poperéniste.

Hostiles ou pas, beaucoup s'inquiètent du départ annoncé du ministre de l'intérieur. Arnaud Montebourg (Saône-et-Loire), qui se sent « proche de l'analyse de Jean-Pierre Chevènement, tout en reconnaissant à Jospin le mérite d'avoir ouvert la négociation », souhaite que les deux hommes « arrivent à se mettre d'accord ». Mardi, lors de la réunion du bureau national, c'est Christian Paul, député de la Nièvre et secrétaire national du PS, chargé de l'agriculture et du monde rural, qui introduira le débat sur la Corse. Un exposé en plusieurs points pour démonter, les uns après les autres, les réticences des socialistes. L'ancien rapporteur de la commission d'enquête sur la Corse se prépare à « un exercice de pédagogie active »...

Clarisse Fabre

Trois ans de méfiance entre Matignon et la Place Beauvau

LE DOSSIER Corse n'a cessé d'être, depuis trois ans, l'objet de tiraillements entre le cabinet de Jean-Pierre Chevènement, au ministère de l'intérieur, et celui du premier ministre Lionel Jospin. Arrière-pensées, suspicion et désaccords sur les prérogatives de chacun ont ponctué le quotidien des relations entre la Place Beauvau et la Rue de Varenne.

L'hostilité la plus récente s'est manifestée à propos du « processus » engagé par Lionel Jospin avec les élus corses. Partisan d'un solution « à la parisienne », le ministère de l'intérieur, dans une note de synthèse, a fait état de ses propositions, début juillet : une assemblée superposée à un département, suppression des offices, une prime majoritaire pour l'élection de l'Assemblée de Corse. Alain Christnacht, conseiller de M. Jospin pour les affaires intérieures, rédigeait, dans le

même temps, ses propres « solutions » : il suggère la suppression des deux départements, juge « qu'il ne paraît pas y avoir de demande majoritaire » pour supprimer les offices et agences. Il n'exclut pas, pour certaines matières – aménagement de l'espace, environnement, culture et langue – de conférer à l'assemblée territoriale « une compétence législative encadrée », quand M. Chevènement n'envisage qu'une compétence réglementaire.

AMBIANCE DÉLÉTÈRE

Le débat sur la dévolution des pouvoirs législatifs exacerbera les divergences. M. Christnacht explique alors, seul, que c'est aux élus de « trouver une large majorité » et qu'il faut trier les problèmes « avec un tamis juridique et un tamis politique ». La colère de M. Chevènement éclate. Les options de la Place Beauvau perdent du terrain. Les

discussions parallèles entre M. Christnacht et José Rossi, président de l'Assemblée territoriale, et les messages transmis aux élus corses auront fini d'irriter M. Chevènement.

Cette ambiance délétère ne pouvait que prospérer sur un terrain de méfiance déjà largement nourri par les mésaventures de l'ancien préfet de Corse, Bernard Bonnet. Si ce dernier a su habilement jouer des rivalités entre les deux cabinets, il s'est appuyé sur de solides inimitiés pour se ménager une marge de manœuvre inédite. Les conseillers de M. Jospin voyaient en lui un garant fiable du rétablissement de l'Etat de droit. Mais il offrait aussi, selon eux, la garantie d'échapper aux réseaux des anciens ministres de l'intérieur, Pierre Joxe et Charles Pasqua, au sein de la police, notamment au Renseignements généraux, dont Matignon

redoutait le travail de sape contre la politique du gouvernement en Corse.

Charles Barbeau, directeur de cabinet de M. Chevènement et son adjoint, Patrice Bergougnoux, protesteront contre les déclarations tonitruantes de ce préfet incontrôlable qui se pique, par ailleurs, d'enquête policière, notamment sur l'affaire Erignac. Mais le cabinet Jospin et M. Chevènement, avant son grave accident opératoire du mois de septembre 1998, arbitrent en faveur de M. Bonnet. L'image d'un Etat sans faille donnée à l'opinion par M. Bonnet séduit Matignon.

La chute de M. Bonnet dans l'affaire des paillotes sonnera comme la revanche du ministère de l'intérieur. Le cabinet de M. Jospin est accusé d'avoir perdu le contrôle du préfet. M. Christnacht, Clotilde Valter, son adjointe, et M. Schrameck

sont entendus par la justice sans que celle-ci puisse mettre en cause leur responsabilité. Il apparaît également que Matignon a maintenu le ministère de l'intérieur dans l'ignorance de renseignements découverts par le préfet Bonnet sur l'affaire Erignac.

Le 7 mai 1999, alors que l'enquête parallèle de M. Bonnet est mise au jour, le cabinet de M. Chevènement se fend d'un communiqué dans lequel il confirme qu'il n'a eu connaissance des activités de Bonnet qu'après Matignon. Cette initiative est interprétée comme une déclaration de guerre par les conseillers du premier ministre. Le 11 mai, MM. Chevènement et Jospin conviennent d'imposer à leurs entourages de mettre fin aux guerres intestines sur le dossier corse.

Jacques Follorou

L'abstention critique sur le quinquennat et la lutte contre les inégalités au centre des réflexions du PCF

Les communistes réclament une meilleure répartition des fruits de la croissance

Le Parti communiste a ouvert à Port-de-Bouc, vendredi 25 août, sa troisième université d'été. A moins d'un mois du référendum sur la réduction

du mandat présidentiel, Robert Hue, secrétaire général du PCF, entend faire de l'abstention « active et critique » sur cette réforme l'un

des points forts de sa rentrée politique. Mais les communistes réclament également une meilleure répartition des fruits de la croissance.

PORT-DE-BOUC
de notre envoyé spécial

C'est sous la canicule que les deux cents cadres communistes présents, vendredi 25 août, à Port-de-Bouc, ont commencé les travaux de la troisième université d'été de leur parti. Ouverte par Michel Vaxes, député des Bouches-du-Rhône et maire de la ville, en présence de Michelle Demessine, numéro trois du parti, la soirée du vendredi était consacrée à quatre ateliers du « nouveau communisme » : le féminisme, la question de la citoyenneté, les urgences pour les jeunes et la sécurité de l'emploi. Présent, jeudi 24 août, à Malo-les-Bains (Nord), à l'occasion d'une initiative en faveur des Vacances pour tous organisée par la fédération du parti communiste du Nord, Michel Duffour a donné le ton de cette université. Sur la question des inégalités, le secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle a trouvé « légitime que les communistes se fassent l'écho de l'exigence que les fruits de la croissance soient mieux partagés ». Invitant le gouvernement dont il fait partie à « poursuivre le mouvement de réformes », le ministre communiste a critiqué la mise en œuvre « de réformes malheureusement, parfois, "petit bras", piégées et confuses, comme celle qui nous est proposée sur le quinquennat, et qui passe à côté des vrais problèmes de démocratie ».

Car au soir du 24 septembre, le Parti communiste rêve de pouvoir se présenter comme le premier parti de France. Comme en 1945. En prônant l'abstention pour le référendum sur le quinquennat, le

parti de Robert Hue est sûr d'être en phase avec la majorité de l'opinion publique peu mobilisée et peu encline à se déplacer pour aller voter dans un mois. Définie comme « active, critique et offensive », l'abstention souhaitée par le PCF constitue un choix politique en tant que tel. Il s'agit d'abord de refuser de « cautionner une opération (...) politi-

une large majorité pour l'abstention (65 %). Le vote blanc et nul est, quant à lui, arrivé en seconde position. Ce qui a donné des idées à quelques élus communistes, parmi lesquels Yvan Renar, sénateur communiste du Nord qui a l'intention de déposer, à la rentrée, une proposition de loi, visant à la reconnaissance du vote nul. Constatant que « beaucoup

Georges Pompidou et Alain Poirer, M. Gremetz a jugé que, dans ce cas, l'abstention avait un sens puisque « comme l'avait dit Jacques Ducloux, on ne choisit pas entre la peste et le choléra ». Il n'est pas sûr, non plus, que M. Hue ne réponde à l'appel lancé par Alain Krivine à « un boycott de gauche » du référendum sur le quinquennat (lire ci-dessous). Depuis la manifestation pour la défense de l'emploi, organisée le 16 octobre 1999, avec des syndicats, une partie des Verts et l'extrême gauche (LO, LCR), le PCF n'a guère renoué avec ce genre de démarche unitaire.

Par ailleurs, c'est sur le terrain social que le Parti communiste entend mettre l'accent en cette rentrée. Outre le chantier de l'assurance-chômage, le PCF juge nécessaire d'assurer une meilleure répartition des fruits de la croissance. « Les salaires sont en panne », constate-t-on dans l'entourage de M. Hue alors que la France devrait connaître, dans le même temps, un taux de croissance de l'ordre de 3,5 %. La forte hausse des prix des carburants est aussi jugée très pénalisante. La question d'une relance du pouvoir d'achat des bas et moyens salaires sera au centre des revendications communistes. Tout comme la lutte contre les inégalités, lancée au moment du congrès de Martigues. Six nouveaux autocollants, ciblés sur les « foyers d'inégalité » aujourd'hui : le racisme, la pauvreté, l'homosexualité, le chômage, la jeunesse, le logement, ont été commandés par le PCF.

Alain Beuve-Méry

Le PCF vend des immeubles, mais pas le Musée Lénine

Ni le Musée Lénine, un petit trois-pièces, situé rue Marie-Rose, dans le 14^e arrondissement de Paris, ni l'école centrale du Parti de Draveil (Essonne), ni a fortiori le siège du Parti communiste, place du Colonel-Fabien ne sont à vendre. « Le PCF connaît, comme tous les partis politiques, des difficultés financières », admet Roland Jacquet, son trésorier. Il accuse même « un déficit structurel d'une dizaine de millions que le parti s'efforce d'apurer », poursuit-il. Ainsi, le PCF a vendu, en 1999, pour 4 millions de francs d'actifs immobiliers jugés « non stratégiques ». Notamment une demeure située à Bazainville (Yvelines) où Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, a séjourné ainsi qu'un petit immeuble à Choisy-le-Roy (Val-de-Marne).

La fédération PCF de Paris a, de son côté, mis en vente un hôtel particulier de 300 m² qu'elle possède rue de Rochechouart dans le 9^e arrondissement et a loué 200 m² de locaux transformés en magasin, rue du Vieux-Colombier, dans le 6^e.

cienne », tant de la part du président de la République que du premier ministre. Ensuite d'exprimer publiquement les craintes liées au « quinquennat sec », notamment le « renforcement du caractère personnel du pouvoir présidentiel ». Enfin de faire observer que cette réforme n'était sûrement pas la plus urgente pour assurer une plus grande démocratisation des institutions.

Réalisée au début de l'été, à la demande du Conseil national, auprès de 20 945 votants, une consultation des communistes a dégagé

de frustrations s'expriment sur la question du référendum, l'élu du Nord entend apporter une possibilité de choix supplémentaire : celle de ne pas choisir ».

DIVERGENCES

L'abstention n'a cependant pas rallié tous les suffrages chez les communistes. Pour Maxime Gremetz, « il faut savoir dire non. Le référendum ne passionne personne et l'abstention combative, c'est du pipeau ». Faisant référence au second tour de l'élection présidentielle de 1969, où s'affrontaient

Les divisions des Verts renforcent provisoirement le leadership de M^{me} Voynet

Surenchères à l'égard des socialistes

LARNAS (Ardèche)
de notre envoyée spéciale

Tomates bio, caillette ardéchoise, fromage de chèvre et « petit vin qui pique dans des gobelets en plastique » : les Verts ont conclu, vendredi 25 août au soir, leurs Journées d'été de Larnas par un grand banquet sous les étoiles. Ils n'ont attaché personne dans un arbre pour l'empêcher de chanter et une chorale improvisée de jeunes militants, baptisée « Les petits chanteurs à la croix de chanvre », en a profité pour s'époumoner sur l'air de *Vive le vent* : « Le courant de Voynet, il faut le fumer, le courant de Pocrain, faut y mettre un frein. Le courant de Mamère y'en a rien à faire, le courant d'ALV on sait plus où il est. » La dernière strophe aurait pu être entonnée par d'autres convives, égaillés sur l'herbe : « Y'en a vraiment marre, d'ces politiques, qui créent des courants juste pour être président. » Bastien, étudiant en géographie à Paris, commente ces quatre jours mouvementés avec une moue sceptique : « On verra bien, d'ici à novembre, quelle sera la logique du congrès, mais je ne suis pas persuadé que ça aille dans le bon sens. » Ses copains et lui regrettent qu'il n'y ait eu « aucun jeune à la tribune pour le débat sur le parti du XXI^e siècle ».

Après une fausse trêve jeudi, les mises au point en forme de communiqué de guerre ont repris, vendredi. Dynamiques vertes, le courant de Guy Hascoët et Noël Mamère, s'est doté d'une porte-parole, la députée d'Eure-et-Loire Marie-Hélène Aubert. « Ce n'est absolument pas un désaveu de Guy Hascoët », précise la parlementaire sans que personne ait songé à lui poser la question. « Il ne faut pas

mélanger la fonction de ministre avec le leadership du mouvement », explique-t-elle. Et surtout, essayer de neutraliser la parole très libre de Noël Mamère, mais ce n'est pas dit.

Les longs discours des représentants de Dynamiques vertes se résument assez vite : ils ne parviennent pas à digérer l'abandon de Marie-Christine Blandin. C'est la fin d'un lien militant, amical et même affectif, doublée du naufrage de leurs ambitions. Le leadership de Dominique Voynet dans le parti sort renforcé de l'épisode, à court terme. Côté Blandin, c'est le jour des mots qui ronflent : « éthique, diversité et radicalité » et des mots qui piquent : « Nous, on ne va pas ramasser des paquets de cartes dans les régions. »

POSER DES CONDITIONS

Résultat ? Une surenchère majeure, dans laquelle tout le monde se retrouve, sur le dos de M^{me} Voynet. Ni la Maison verte de M^{me} Blandin et Stéphane Pocrain, ni Dynamiques vertes, ni les Verts résolument écologistes (VRE) de Maryse Ardit, ne veulent plus reconduire automatiquement un accord avec le PS pour la prochaine législature. Chacun pose ses conditions : pour Maison verte et VRE ce sera l'introduction d'une dose de proportionnelle avant 2002 (pour ne pas mendier des places au PS) ; pour Dynamiques vertes, pourtant artisan industriel de la construction de la gauche « plurielle », un nouvel accord n'est envisageable qu'après un bilan serré de ces trois années de gouvernement. Et sans plus y penser, les Verts ont dansé toute la nuit.

Béatrice Gurrey

La LCR prône un « boycott actif » du référendum

L'AFFAIRE est entendue depuis juin et ne devrait pas occuper les débats de la 8^e université d'été de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) qui se tient du samedi 26 août au mercredi 30 août, à Prapoutel-les-Sept-Laux (Isère) : les deux mouvements trotskistes - Lutte ouvrière et la LCR - n'iront pas ensemble à la bataille des municipales, en mars 2001. La LCR est en train de prendre les dispositions nécessaires « pour être présente dans plus de cinquante villes », tandis que LO a, de son côté, prévu de présenter « des listes sous son propre nom partout où cela lui sera possible ». Même l'« accord de non-concurrence » proposé par Alain Krivine est pour l'instant resté lettre morte. A LO, cette proposition « technique » est jugée « difficile à établir », mais il n'est pas question de « faire la guerre » à la LCR, assure Jean-Pierre Vial, membre de la direction de LO.

Les divergences stratégiques liées

aux municipales n'empêchent pas en effet la négociation de petits accords tactiques. Selon les dispositions arrêtées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) pour la campagne officielle du référendum du 24 septembre sur le quinquennat, il est prévu que les mouvements politiques sans représentation parlementaire qui ont obtenu au moins 5 % des voix aux élections européennes de juin 1999 bénéficient d'un accès aux ondes, à raison de cinq minutes d'émission télévisée et autant d'émission radio.

PRAGMATISME

Pragmatiques, les dirigeants de LO et de la LCR se sont mis d'accord pour diviser en deux ce temps de parole, soit deux minutes et demie pour chacune des deux formations.

Il est vrai que LO et la LCR défendent des positions assez similaires sur la question du référendum

du 24 septembre. Estimant surtout que c'est une manière pour Lionel Jospin comme pour Jacques Chirac de faire diversion et de ne pas répondre aux « vraies questions sociales de la rentrée », la formation d'Arlette Laguiller prône l'abstention. Un cran au-dessus, M. Krivine appelle à un « boycott » du scrutin. Le porte-parole de la LCR aimerait qu'il y ait « moins de 50 % de votants » afin de « délégitimer » cette réforme qui ne fait qu'« aggraver le pouvoir présidentiel ». Au cours de l'université d'été de son mouvement, où sera présent à titre d'invité, Pierre Zarka, directeur de *L'Humanité*, M. Krivine entend tendre la main aux autres partis de la gauche critique, PCF, LO, ainsi qu'aux militants associatifs et syndicalistes, afin de mener une campagne commune à gauche « pour une abstention et un boycott de gauche ».

A. B.-M.

Quand les mégrétistes boutent les Sarrasins

PLOMELIN (Finistère)
de notre envoyée spéciale

Sur la scène, des militants déguisés en Sarrasins, mais menés par un jeune rappeur des banlieues, coupent la tête de rois mérovingiens. Soudain surgissent, sur la musique des *Walkyries* de Wagner, Charles Martel et les Carolingiens. Les Arabes sont vaincus. Charles Martel, joué par Pierre Vial, conseiller de la région Rhône-Alpes et président de Terre et peuple, chante d'une « Europe ethnocentrée », lève lentement son épée et, sans cacher le plaisir qu'il prend dans le geste, plonge celle-ci dans la poitrine du jeune Beur. La salle trépigne de plaisir. Ainsi s'amuse les cadres et militants du Mouvement national républicain (MNR), parti d'extrême droite, né en 1999 d'une scission avec le Front national et présidé par Bruno Mégret. Ces militants participent du 25 au 27 août, au château de Kerambleiz à Plomelin (Finistère), à leur seconde université d'été. Au programme de cette première journée, les bilans - bien évidemment élogieux - de la gestion mégrétiste dans les villes de Vitrolles et de Marignane qu'ils dirigent. Mais aussi, des ateliers sur la manière de constituer une liste en vue des prochaines élections municipales. En soirée, clou de cette journée, une pièce de théâtre, écrite en alexandrins, pour l'occasion, par un membre du bureau national et conseiller de la région Midi-Pyrénées, Jean-Pascal Serbera. Son titre : *Les Rois fainéants*.

La pièce commence comme une farce. Elle met en scène un roi fainéant, Chipéric II, qui cache son œil borgne avec un bandeau. Il est affublé de deux conseillers qui répondent aux noms de Gogol et Farid,

ainsi que d'un gendre, nommé Sénéchal. Tout rapprochement avec le président du FN, Jean-Marie Le Pen, son délégué général Bruno Gollnisch, le conseiller de la région Ile-de-France Farid Smahi, et Samuel Maréchal, n'est, bien sûr, pas vraiment fortuit.

« INDIGNES D'ÊTRE FRANCS »

La suite campe des rois inévitablement sots, ouvrant leurs portes aux Maures, inévitablement causeurs de troubles et conquérants. De peur probablement que l'assistance ne comprenne pas le parallèle entre le passé et le présent, l'auteur-metteur en scène flanque Ab El Rahman d'un très contemporain jeune issu de l'immigration, écoutant l'incroyable radio-CD. Et tous de chanter en massacrant les rois fainéants : « La société, elle a que des problèmes, la société, elle a mauvaise haleine. Avec les Sarrasins, ça ira mieux demain. La société, elle vit dans les cités, la société, elle veut la mixité et tous les Sarrasins niquent les Mérovingiens ! »

C'est alors qu'arrive Pierre Vial-Charles Martel. Lequel, après avoir vaincu les Arabes, délivre sa tirade de mirliton : « Le Sarrasin vaincu, témoin de notre gloire, du sol de France enfin est chassé pour toujours. (...) Je fais grâce à ces rois soumis à d'autres maîtres, indignes d'être francs puisqu'ils étaient des traîtres. (...) Je jure que jamais les Sarrasins honnis ne mettront plus le pied sur notre belle terre. » Et tout cela pour le plus grand bonheur des quelque deux cent cinquante militants mégrétistes présents.

Christiane Chombeau



RENAULT *Twingo*

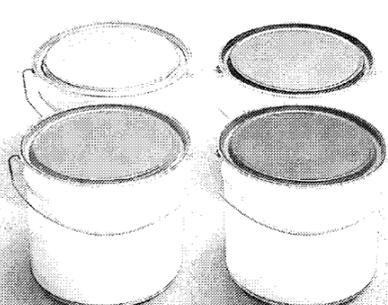


> ABS
> Double airbag
> Lève-vitres électriques
> Anti-démarrage
> Boucliers ton carrosserie
> Nouvelle palette de couleurs
> Nouvelles selleries

Nouvelle Twingo enrichie en équipements

Elle a profité de l'été pour prendre des couleurs

Twingo roule à l'optimisme
www.renault.fr



DANS LE RÉSEAU RENAULT

MINORITÉS Le rassemblement des Tsiganes protestants, qui réunit 35 000 personnes, depuis jeudi 24 août, à Chambley (Meurthe-et-Moselle), se tient dans un climat d'hosti-

lité environnante. Les maires des communes voisines menacent de boycotter le référendum de septembre, les commerçants se barricadent. ● QUATRE ESCADRONS de

gendarmerie ont été déployés pour prévenir tout incident et rassurer les riverains. ● SUR L'ANCIENNE BASE de l'OTAN, où s'est érigée une ville éphémère, les Tsiganes dénoncent l'in-

compréhension et l'éternel rejet qu'ils doivent subir. ● PORTRAIT de Bébéla, venue avec ses sœurs, ses tantes et ses petits cousins, qui raconte son « besoin d'air » et sa « peur de la soli-

tude ». ● EN ROUMANIE, où vivent 1 à 2 millions de Tsiganes, la nouvelle génération entend obtenir sa reconnaissance en affirmant son identité (lire aussi notre éditorial page 11).

Le rassemblement tsigane de Chambley s'ouvre dans l'hostilité environnante

Depuis jeudi 24 août, 35 000 gens du voyage participent, dans une petite commune de Lorraine, au rassemblement annuel des Tsiganes protestants. Confrontés à la fronde des élus locaux mais soutenus par la préfecture, ils dénoncent les « coups de bâton » et le « rejet au quotidien »

CHAMBLEY
(Meurthe-et-Moselle)
de notre envoyé spécial
Ce matin-là, le préfet de Meurthe-et-Moselle n'en peut

REPORTAGE

D'un côté, des petits villages tranquilles ; de l'autre, une ville bruyante et éphémère

plus. Jean-François Denis vient de recevoir une lettre anonyme de trois pages. Elle a pour titre : « Ali Denis et ses 40 000 voleurs ». Extraits de la missive : « Si vous tenez tant à inviter vos copains, faites-le donc chez vous et non chez nous. Ces gens ont certes des cartes d'identité, mais ils ne participent pas à la vie économique de notre région... Nous devons tout leur donner : eau, électricité, médicaments... et non seulement ils ne paient rien, mais ils viennent encore nous voler nos biens chez nous ! »

« Cette lettre a un arrière-goût d'événements que nous avons connus dans le passé, s'indigne le préfet, en désignant « ce torchon ». Nous sommes dans un pays que l'on présente comme celui des droits de l'homme. Et le préfet, représentant de l'Etat, ne peut pas admettre des situations de rejet. Ce qui est grave, c'est que la prise de position des élus encourage ce type de propos. » Une quarantaine de maires viennent en effet de menacer de boycotter le

référendum sur le quinquennat. La raison de leur colère : le rassemblement annuel des Tsiganes protestants (Le Monde du 19 août).

Dans le petit village de Chambley (Meurthe-et-Moselle), c'est l'ébullition. Depuis le 24 août, plus de 35 000 Tsiganes campent sur l'ancienne base aérienne voisine de l'OTAN. En une semaine, la population de ce canton rural de 4 000 habitants, à mi-chemin entre Metz et Nancy, a été multipliée par dix. Une ville-champignon a pris naissance sur la base, avec ses 5 000 caravanes, sa buvette et ses commerces. Pour la deuxième année consécutive, le mouvement Foi et lumière, une association évangélique pentecôtiste appartenant à la Fédération protestante de France, organise sa convention sur la base de Chambley. Le rassemblement devait culminer, dimanche 27 août, par le baptême par immersion de quatre-vingts adultes.

« DU BLEU DANS LES CHAMPS »

Les caravanes sont installées de chaque côté du tarmac, où circule un ballet incessant de voitures et de camping-cars. Des troncs d'arbres ont été disposés sur les pistes pour ralentir ce flot. Un panneau invite les véhicules au respect de la loi : « Quand vous respectez l'ordre, vous respectez Dieu. » Le centre de cette ville surgie de nulle part est un vaste chaiteau, rayé de jaune et de bleu, une « salle de prière » de 3 000



places. Les fidèles s'y rassemblent plusieurs fois par jour, pour chanter des cantiques et écouter des prédications.

Au village de Chambley, les commerces ne désespèrent pas. La boulangerie-alimentation, le marchand de journaux et de tabac, le café-restaurant servent à toute heure du jour. Mais les magasins ont été transformés en forteresses. Les comptoirs barrent l'accès aux boutiques : fini le libre-service. On craint « la fauche ». Le buraliste a commandé un stock de cigarettes blondes, pour faire face à la de-

mande. Mais il n'est guère enthousiaste : « Heureusement que cette situation n'est que provisoire. Nous ne pourrions pas faire face. »

Pourtant, les pouvoirs publics sont mobilisés ; il y a « du bleu dans les champs », comme on dit ici : quatre escadrons de gendarmerie stationnent aux abords du camp, sur la place de Chambley et devant les bâtiments industriels de la base aérienne. Chaque jour, un briefing réunit les forces de l'ordre, les pompiers, l'antenne sanitaire et les responsables du camp autour du sous-préfet.

Les maires sont invités à y participer. Mais ils s'y refusent. Au village de Waville, une des petites localités qui bordent la base aérienne, la maire et conseillère générale (divers droite), Maryse Marion, mène la fronde. « J'en ai vu d'autres, avertit-elle, avant de s'emporter : Pourquoi nous avoir avertis si tard ? Pourquoi toujours chez nous ? Nous les avons déjà reçus en 1987, en 1992, en 1995 et l'année dernière ! » Et d'énumérer la liste des violences commises en 1999 : « 25 voitures volées, 19 voitures incendiées, des dégâts matériels... » Tout au plus M^{me} Marion concède-t-elle que ces méfaits ont pu être perpétrés par des « voyous » des villes environnantes, « mais certainement attirés par ce rassemblement ». « Tout cela est difficile à supporter pour le monde rural. Nous ne sommes pas préparés à subir le quotidien des banlieues. Racisme ? Tous les habitants des villages sont des fils d'immigrés, des descendants des ouvriers qui ont travaillé dans la sidérurgie lorraine », réplique-t-elle.

Même exaspération chez le maire de Chambley, Jean Libotte : « Les gens ont la trouille. Ils n'osent plus parler par crainte des représailles. La population a été traumatisée par le dernier séjour des gens du voyage. » Pour lui, les « petits », les « opprimés », ce sont eux, les habitants du canton. « On ne nous a pas demandé notre avis. Nous sommes tenus pour quantité négligeable. Pourquoi n'a-t-on pas organisé ce rassemblement dans les Vosges, chez Christian Poncet, ou à Belfort, chez Jean-Pierre Chevènement ? »

Cette année donc, pas question pour les maires de se rendre sur la base. Un mur d'incompréhension s'est dressé entre deux mondes. D'un côté, des petits villages si tranquilles, avec des géraniums aux fenêtres. De l'autre, une ville bruyante et éphémère, du linge étendu sur les cordes, des gamins qui courent partout. Et de ce côté aussi, l'exaspération qui monte, ce sentiment, nourri, d'être éternellement rejeté. « Des coups de bâton, j'en ai reçu toute la vie, se souvient un homme de cinquante-cinq ans au visage buriné. On nous appelle "les pouilleux", "les romanos". Mais nous sommes comme les autres. Avec beaucoup de gens bien et aussi des gens de mauvaise vie, comme ailleurs. Nous sommes là justement pour leur prêcher l'Evangile, parce qu'ils en ont besoin. Il n'y a pas plus de violence ici que dans une autre ville de 40 000 habitants. »

« HOSTILITÉ AU QUOTIDIEN »

Le pasteur Joseph Charpentier confirme : « Nous sommes un peuple qui vit ce rejet et cette hostilité au quotidien. Nous avons subi la barbarie nazie, nous avons toujours été persécutés. » Ce petit homme replet, que les gens du voyage ne connaissent que sous le surnom de « Johnny », est l'organisateur de la convention. Le soir, il dirige la prière et les chants sous le chaiteau, tel un Monsieur Loyal, accompagné d'un orchestre tsigane. Il aime évoquer le « réveil » protestant, qui a touché les gens du voyage il y a cinquante ans, à la suite d'une guérison miraculeuse. Selon lui, sur 450 000 Tsiganes présents en France, 100 000 se reconnaissent dans son mouvement. Des Roms, des Gitans, des Manouches, des Voyageurs et des Yeniches. Autant d'ethnies, précise-t-il, qui ne s'entendaient pas et se sont réconciliées par leur foi en Dieu. Il reconnaît toutefois que 10 % des Tsiganes présents sur la base n'appartiennent pas à Vie et lumière. « Des gens incontrôlables », rétorquent les maires.

Le rassemblement de Chambley a pourtant reçu le soutien de la Fédération protestante de France, en la personne de son président, le pasteur Jean-Arnold de Clermont. Le représentant du préfet est venu assister à la prière du soir, lors de laquelle le pasteur a prêché « les valeurs de la République », sous les applaudissements des fidèles. Les maires, qui étaient absents, ne l'ont pas entendu.

Des Roms hongrois demandent l'asile en France

Une vingtaine d'hommes et de femmes roms hongrois, accompagnés de 20 enfants dont 6 bébés, sont arrivés le 24 juillet à Strasbourg et réclament l'asile politique à la France. Affirmant avoir été victimes de persécutions et de violences racistes dans leurs villages situés à l'ouest de Budapest, ils ont déposé plainte contre la Hongrie devant la Cour européenne des droits de l'homme. Provisoirement hébergés dans une auberge de jeunesse, ils redoutent de voir leur demande d'asile politique rejetée. « Nous craignons d'être les victimes des relations diplomatiques entre la France et la Hongrie, candidate à l'entrée dans l'Union européenne », a précisé jeudi 24 août leur porte-parole. Estimant leur vie et celle de leurs enfants en danger en cas de retour en Hongrie, les Roms ont indiqué qu'ils n'avaient pas l'intention de quitter la France si leurs demandes d'asile étaient rejetées.

« Si je ne veux pas habiter une maison, c'est par peur de la solitude »

CHAMBLEY
(Meurthe-et-Moselle)
de notre envoyé spécial

Elles papotent et prennent le frais à l'ombre de l'auvent qui prolonge la caravane. Elles sont cou-

PORTRAIT

Bébéla est venue avec ses sœurs, ses tantes et ses petits cousins. Une quinzaine de caravanes au total, car c'est le centre du foyer

sines éloignées, mais elles ne savent plus trop comment. Carmen est la cousine de Bébéla. Et Bébéla est la cousine de Marinette. « Ta grand-mère et mon grand-père étaient cousins germains, ou frère et sœur ? Je ne me souviens plus », soupire l'une d'elles. « Frère et sœur », répond l'autre.

Bébéla est venue à Chambley avec ses sœurs, ses tantes et ses petits cousins. « Et même mon vieux père de quatre-vingts ans. Il vit en caravane avec ma sœur de quarante ans qui s'occupe de lui. » Ce qui représente une quinzaine de véhicules au total. Car la caravane est le centre du foyer. C'est la première acquisition des jeunes mariés et le signe qu'ils quittent le domicile des parents. Plus tard, quand la famille s'élargit, on

achète une seconde caravane, plus petite, pour loger les enfants.

La famille proche de Bébéla s'est regroupée dans le même secteur, un quartier parmi d'autres dans la ville éphémère de Chambley. Chacun ensuite repartira chez soi. Alors, on en profite. On se rend visite. On s'invite à déjeuner. « Quand il y en a pour cinq, il y en a pour dix », confirme Bébéla. A l'heure du café, sous l'auvent, les convives font signe aux groupes qui passent. La table s'élargit, tandis que les femmes s'éloignent discrètement quand les hommes sont plus nombreux pour se réunir de leur côté. Le bouche à oreille fonctionne à merveille. « En une journée, nous savons qui est là et qui n'est pas venu, explique Bébéla. J'ai revu des amis de Bretagne que je n'avais pas vus depuis vingt ans. »

Bébéla a quatre enfants, dont deux sont mariés. « Ils ont épousé des gens du voyage. » Sa fille de vingt-deux ans n'a pas encore de mari mais espère bien que cette convention lui permettra d'en trouver un. « Après tout, c'est aussi fait pour ça ! » Elle, Bébéla, a épousé son beau-frère. « En fait, dit-elle en riant, les trois frères ont épousé les trois sœurs. » Sa famille est manouche, même si sa mère était « sédentaire ». Elle veut bien que sa fille épouse quelqu'un d'une autre ethnie, « à condition qu'il soit chrétien ».

Bébéla n'envisage pas de vivre ailleurs que

dans une caravane. « J'ai besoin d'air. Sinon je deviens dépressive tout net. » « Et puis les caravanes ont maintenant tout le confort, renchérit Marinette. Nous avons une douche et même la climatisation. A quoi bon une maison et un jardin ? Nous profitons des bois, des rivières... »

PAS PLUS DE HUIT JOURS AU MÊME ENDROIT

De mai à octobre, les caravanes de la famille sillonnent les routes de France. Cette année, Bébéla et les siens sont allés dans le Midi, à plusieurs. Ils vendaient des marchandises en porte-à-porte ou sur les marchés. Ils ont fait une « mission » pour évangéliser les gens du voyage. Sans jamais rester plus de huit jours au même endroit. L'hiver, la famille prend ses quartiers dans un mobile home qu'elle possède en Seine-Saint-Denis, sur un jardin ouvrier qui appartient à son beau-frère. C'est le temps des visites. Ses enfants viennent la voir. Elle garde ses petits-enfants. Des cousins passent. « Je crois que si je ne veux pas habiter une maison, c'est par peur de la solitude. »

Bébéla possède au moins un point d'attache, et elle y tient. C'est la tombe où repose sa mère, en région parisienne. Elle l'entretient régulièrement. C'est là qu'elle sera probablement enterrée.

X. T.

Xavier Ternisien

En Roumanie, la nouvelle génération rêve d'intégration

BUCAREST

de notre correspondant
« Encore un petit coup de bière, et puis je raconterai mon histoire », lance Ion, Tsigane du quartier Ferentari de Bucarest. Les deux pièces de cet immeuble datant de l'époque communiste ont tout d'un sauna en ces temps de canicule. D'autant que, sur les 70 mètres carrés de béton, Ion vit avec sa femme, ses quatre enfants et ses parents. « Je connais très bien Nanterre, j'ai passé quatre mois là-bas, raconte-t-il. Puis, j'ai fait un saut à Marseille et j'ai sillonné la France. C'est un beau pays ; enfin, les Français sont bien. Tu peux discuter avec eux, ils ne comprennent rien, mais enfin, ils t'écoutent. La police, ça va aussi. Ils ne m'ont pas frappé, les Français, mais ils m'ont renvoyé en Roumanie. Enfin... »

Ion aime les voyages. Sa future aventure sera la Grande-Bretagne, où il compte se rendre bientôt. « Des papiers ! C'est inutile. Mais quels papiers ? Moi, il me faut de l'argent et je me débrouillerai pour

aller jusqu'à Londres. » Ion est un nomade malgré lui, même si la majorité des Tsiganes de Roumanie est actuellement sédentaire.

Selon les statistiques officielles, il y aurait 400 000 Tsiganes en Roumanie, sur 23 millions d'habitants. Mais d'après les responsables communautaires, ils seraient entre 1 et 2 millions. Ce qui ferait d'eux la minorité la plus importante de Roumanie, et par ailleurs la plus discriminée. Le mot « tsigane » reste une insulte à Bucarest.

ART DE LA SURVIE

Experts dans l'art de la survie, les Tsiganes roumains ont d'abord un sérieux problème économique à résoudre. Il suffit de feuilleter les petites annonces concernant l'emploi dans les journaux pour trouver la mention : « Tsiganes exclus ». L'accès à certains restaurants, terrasses et discothèques est souvent réservé aux « non-basanés ». Certes, le passage du système communiste, tombé il y a dix ans, à l'économie de marché n'est

simple pour aucun Roumain. Mais, pour les Tsiganes, il a souvent des conséquences dramatiques, synonymes d'exclusion et de discrimination.

Pourtant, quelques signes d'espoir sont donnés par l'association roumaine des jeunes Tsiganes, Romani Criss. Représentant la nouvelle génération, elle entend défendre d'une autre manière les droits de la minorité tsigane. L'âge des membres de cette association ne dépasse pas vingt-sept ans. La majorité d'entre eux font un deuxième cycle d'études universitaires, apprennent des langues étrangères, participent aux séminaires et colloques européens et surfent sur Internet.

« Mes parents n'ont pas apprécié quand ils m'ont vu à la télé en train de défendre notre minorité, affirme Ciprian Necula, membre de Romani Criss. Ils auraient préféré que je cache mon origine, comme ils l'ont fait toute leur vie. » Ciprian, diplômé en assistance sociale et étudiant en sciences politiques, a ses plans : mettre en place un studio

de production radio pour faire connaître la culture tsigane aussi bien aux Roumains qu'aux Tsiganes eux-mêmes. Entre-temps, il édite, à l'aide d'une photocopieuse, un bimensuel, *Romana Lil*, forum de débats sur la question tsigane en Roumanie.

« RÉSERVOIR POUR NOTRE ÉLITE »

Sous la pression de la commission européenne, le ministère roumain de l'enseignement a décidé de réserver des places aux jeunes Tsiganes dans les lycées et les universités. « Avec 5 000 diplômés, déclare Costel Bercus, président de Romani Criss, nous aurons un réservoir pour notre propre élite. » Les Tsiganes roumains changent de stratégie. A commencer par leur nom. « Il faut arrêter de nous appeler des Tsiganes », déclare Ciprian Necula. C'est une dénomination qui nous a été attribuée tout au long des siècles. Nous, dans notre langue, on s'appelle des Roms. Et on exige que tous les autres en fassent autant. »

Mirel Bran

DÉPÊCHES

■ **SANTÉ** : les laboratoires Besins-Iscovesco ont accepté, à la demande de la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, vendredi 25 août, de revenir sur l'augmentation prévue du prix de vente du NorLevo. La pilule contraceptive (dite « pilule du lendemain »), qui était vendue en pharmacie au prix moyen de 58,40 F, devait passer à 66,20 F (Le Monde du 25 août). Le prix de vente aux plannings familiaux et aux hôpitaux, lui, n'avait pas été augmenté.

■ **DISPARITION** : une fillette de quatre ans, Bernadette Wintersheim, surnommée « Mickaëla », par ses parents et ses quinze frères et sœurs, a disparu, mercredi 23 août, à Pionnat (Creuse), près de Guéret. Deux de ses oncles ont retrouvé l'une de ses sandales et son bermuda, à 400 mètres de son domicile. Vendredi 25 août, cent trente gendarmes et sapeurs-pompiers ont été mobilisés pour retrouver l'enfant autour du lieu-dit Le Chier, où vit la famille. Les recherches devaient se poursuivre samedi.

■ **JUSTICE** : un supporter de vingt-trois ans du Racing club de Strasbourg a été mis en examen pour « injures raciales », vendredi 25 août, à la suite des menaces proférées contre un joueur noir à l'issue de la défaite du club de football de Strasbourg face à Monaco, le 12 août, au stade de la Meinau. Deux joueurs, dont l'attaquant Mamadou Bagayoko, qui a déposé plainte conjointement avec le club, avaient été pris à partie par un groupe de supporters.

■ **ÉVASION** : deux détenus se sont évadés de la maison d'arrêt de Nîmes, vendredi 25 août, avec la complicité de deux hommes habillés en peintres en bâtiment, qui leur ont fourni des échelles de corde. Ils purgeaient des peines de treize et seize ans de réclusion. Deux syndicats de surveillants, l'Union syndicale pénitentiaire et l'Union fédérale autonome pénitentiaire, ont sollicité un renforcement des effectifs. Selon l'USP, avec huit tentatives ou évasions en huit mois, Nîmes détient « un triste record ».

DISPARITION

■ **CARL BARKS**, dessinateur américain qui a donné vie à Donald Duck, est mort vendredi 25 août dans sa maison de Grants Pass (Oregon). Né le 27 mars 1901 dans l'Oregon, de parents fermiers, Carl Barks est embauché en 1935 aux Studios Walt Disney, où il dessine Donald pour des dessins animés. A partir de novembre 1942, il quitte les Studios Disney et il va se consacrer pendant près de vingt-cinq ans à donner vie au célèbre canard dans des magazines de bandes dessinées. C'est Carl Barks qui donne au célèbre canard une personnalité, un discours, des émotions et même un univers, inventant la ville de Duckburg et des personnages pour la peupler, parmi lesquels l'oncle Scrooge McDuck (Picsou), le cousin Gladstone Gander (Gontran Bonheur) ou encore l'inventeur Gyro Gearloose (Géo Trouvetout). « J'ai toujours pensé que j'étais quelqu'un qui n'avait pas de chance, comme Donald, qui est souvent la victime des circonstances. Mais il n'y a personne aux Etats-Unis qui ne puisse s'identifier avec lui. Il est tout le monde, il fait les mêmes erreurs que nous », déclarait Carl Barks, qui avait pris sa retraite en juin 1966, laissant à d'autres le soin de continuer à dessiner Donald.

NOMINATIONS

DIPLOMATIE
Bernard de Montferriand a été nommé ambassadeur en Inde, en remplacement de Claude Blanchemaison, par décret publié au *Journal officiel* du 26 août.
 [Né le 6 août 1945 à Cauderan (Gironde), Bernard de Faubournet de Montferriand est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1972-1974). Il a été notamment en poste à Berlin (1980-1982), à San Francisco (1985-1986) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay, avant d'être directeur du cabinet de Michel Aurillac, ministre de la coopération (1986-1988), puis ambassadeur à Singapour (1989-1993) et conseiller pour les affaires diplomatiques auprès d'Edouard Balladur, premier ministre (1993-1995). Depuis octobre 1995, Bernard de Montferriand était ambassadeur aux Pays-Bas.]
Henri Vidal, ambassadeur à Sainte-Lucie, a été nommé ambassadeur à La Grenade en résidence à Castries, en remplacement de Claude Losguardi, par décret publié au *Journal officiel* du 26 août.
 [Né le 26 avril 1938 à Poitiers (Vienne), Henri Vidal est licencié ès lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1966-1968). De juin 1968 à juin 1972, il est affecté au ministère des affaires sociales, avant d'être détaché au ministère des affaires étrangères. Il est ensuite en poste à Kinshasa (1974-1977), à Helsinki (1977-1981), à Djakarta (1981-1986) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay, avant d'être ambassadeur en Bolivie (1990-1994), puis en République dominicaine (1994-1998) et parallèlement aux Bahamas (1997-1998). De février 1998 à janvier 2000, il est chargé de mission à l'inspection générale du ministère des affaires étrangères. Depuis janvier, Henri Vidal est ambassadeur à Sainte-Lucie.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances
 – A l'issue d'une intense collaboration, **F. SEDES & P. OLIVIER** ont le plaisir d'informer de la parution de leur première publication commune :
Marthe.
 Vol. 1, n° 1, 12 août 2000, à Perpignan.
Anniversaires de naissance
 – 27 août 1910 - 27 août 2000.
 Joyeux anniversaire,
Api.
 Saint-Gervais. Chêne-Arnoult. Surgères. Weston. Bogota. Londres. Carnac. Lyon. Paris. Coëtquidan. Lima.
 – Propriano, le 27 août 2000.
 Joyeux anniversaire,
Christine.
 Charles.
 – Paris. New York. Budapest. Bessonville.
 27 août 2000,
 Bon anniversaire,
Papou.
 – 27 août 1980.
Pauline.
 On l'attend pendant vingt ans. On la regrette ensuite, donc profite de ta vingt et unième année !
 Amélie, Armelle, Karine, Marie-Laurence, Marie-Laure, Julie, Nathania, Thomas, Etienne, Ludvine, Eugénie, Blandine, Delphine et les autres...
 – 28 août 1970 - 28 août 2000.
 Trente ans,
Renaud !
 Nous te souhaitons succès, joies, sérénité et belles découvertes.
 René, Marie-Do, Jean-François, Estelle et toute la famille.
Baptêmes
 – Jean-Baptiste, Stéphane, Frédéric, Cécile, Richard, Nathalie, Cyril, Valérie et Sébastien, mais surtout
Pierre et Aude,
 ont le plaisir d'annoncer le baptême de
Camille,
 en ce dimanche 27 août 2000.
Mariages
 – A l'attention de Nos familles à New York et Téhéran, En Normandie et au Pakistan, Et de tous nos amis et collègues des Nations unies, au Sahara, au Timor Lorosa'e ou ailleurs,
Afia ALI
 et
Arnaud R. BLASCO
 ont la joie et le plaisir d'annoncer qu'ils ont finalement décidé de se marier le 1^{er} septembre 2000 à New York et le 16 septembre à Rouen.
Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 17 heures Permanence le samedi jusqu'à 16 heures

Anniversaires de mariage

Chers parents,
 Sans votre bonne idée d'il y a quatre fois dix ans (et la noble institution du mariage civil)...
 ...nous n'aurions jamais fait votre connaissance,
 ...pas plus que celle de Hugo et Bastien !
 Ce qui eût été, il faut bien le dire, plus que regrettable.
 Alors, mille mercis et joyeux anniversaire !
 Isabelle et Philippe.
Décès
Marie Françoise BLAIN
 a choisi de nous quitter, à Djakarta, le 21 août 2000.
 Tous ceux qui l'ont connue, appréciée, aimée voudront sans doute se rassembler dans quelque temps sous une forme à déterminer. D'ici là, ils peuvent se manifester auprès de
 Christine Mengin - Pierre Duquesne, 7 bis, rue Michel-Chasles, 75012 Paris.
 Ou
 Florence Burban, 62, rue Concordet, 75009 Paris.
 – Nicole Cappelle, son épouse,
 Laurie et Julia, ses filles,
 Gisèle Cappelle, sa maman,
 Suzanne Dranguet, sa grand-mère,
 Nicole Cappelle, Martine Varin et ses filles,
 ses sœurs et nièces,
 Madeleine Gosset, Jocelyne Ancelet et son fils,
 sa famille,
 Ses amis,
 ont la grande tristesse de faire part du décès de
François CAPPELLE,
 directeur
 à l'Agence française de développement,
 survenu le 23 août 2000.
 La cérémonie a eu lieu le 25 août.
 88, rue Etienne-Miège, 13013 Marseille.
 – M^{me} Yvette Delord-Raynal, son épouse,
 Albert et Monique Therme, sa sœur et son beau-frère,
 Elisa Therme, sa nièce,
 Denise Leboeuf et ses enfants,
 sa belle-sœur,
 M. et M^{me} Gilbert Raynal et leurs enfants,
 son beau-frère et sa belle-sœur,
 Et toute sa famille,
 ont la douleur de faire part du décès de
M. Michel DELORD,
 survenu le 25 août 2000, à Paris, dans sa soixante-troisième année.
 La levée de corps aura lieu le mardi 29 août, à 8 h 45, au funérarium des Batignolles, rue Pierre-Rebière, Paris-17^e, suivie de l'inhumation au cimetière protestant de Nîmes, avenue du Pasteur-Paul-Brunel, à 17 heures.
 3, rue des Dames, 75017 Paris.
 – Le président du Syndicat des théâtres privés,
 Le comité directeur,
 Et tous les directeurs de théâtres privés, ont la tristesse de faire part du décès de
M. Georges HERBERT,
 leur secrétaire général honoraire.
 Ils présentent à M^{me} France Delahalle-Herbert et à toute sa famille leurs sincères condoléances.

Anniversaires de décès

– Le 26 août 1983,
Iosif FELEA
 nous a quittés.
 Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu.
 – Il y a vingt ans, le 26 août 1980,
Jean-Louis FREDJ
 nous quittait.
 Eliane, Frédéric, Elisabeth, et tous ceux qui l'ont connu, se souviennent.
 – Le 27 août 1988,
 Dieu rappelait à lui
M^{me} Adrien GOUTEYRON,
 née **Rosie JULIEN.**
 Une messe sera célébrée pour elle en l'église de Rosières, Haute-Loire.
 Priez pour elle.
François LAVANT
 est parti le 22 août 1999, très vite, très tôt.
 Merci d'avoir une pensée pour lui et pour nous qui restons.
 – Cela fait trois ans que, le 23 août 1997,
Jean POPEREN
 nous a quittés.
 Dans le cœur de sa famille, de ses amis, il reste toujours présent. Il nous manque beaucoup.
Hommage
 – Le 25 août 2000, hommage à
Frédéric NIETZSCHE.
 Héraut de la liberté de l'esprit pour la plus grande gloire de l'homme.
 « De la liberté, le frère le plus libre. »
 « Einem Winde bin ich gleich, der alle Himmel hell und alle Meere brausen macht. » (FP 29 [1])
 Je suis semblable à un vent qui fait tous les ciels clairs et toutes les mers rugissantes.
 – Les membres du Groupe Lyonnais de psychanalyse, dont
Serge LEBOVICI
 était membre d'honneur,
 partagent la tristesse de la communauté psychanalytique.
 Serge Lebovici a largement contribué au développement de la psychanalyse lyonnaise, avec une présence toujours attentive, et qui ne s'est jamais démentie avec le temps. Ses conceptions psychanalytiques ont fait de lui un promoteur, en France, de la psychanalyse des enfants et du psychodrame psychanalytique. Il a participé au renouvellement de la pensée psychanalytique de l'enfant et de l'adulte, par son approche fondée sur la prise en compte de la personnalité globale du sujet et de la signification de ses symptômes. Il a ouvert le champ, en pleine expansion aujourd'hui, de la psychopathologie du nourrisson et de l'étude des liens précoces parents-enfants. Un grand nombre d'entre nous lui doivent beaucoup, tant dans le champ de la psychiatrie publique, où il a créé des soins novateurs à l'usage des plus démunis et des plus lourdement atteints, que dans le champ de la formation psychanalytique, où il nous a toujours dispensé un accueil à la fois exigeant et chaleureux.
 (Le Monde du 18 août.)

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE
Parution lundi daté mardi
TARIF ABONNÉS :
FORFAIT 5 LIGNES
 (26 caractères ou espaces par ligne)
 2 Parutions : **510 F TTC / 77,75 €**
 4 Parutions : **705 F TTC / 107,48 €**
103 F TTC / 15,70 € la ligne suppl.
 - Bouclage vendredi 12 h. -
01.42.17.39.80
Fax : 01.42.17.21.36

JOURNAL OFFICIEL
 Au *Journal officiel* du samedi 26 août sont publiés :
 ● **Intérieur** : huit arrêtés relatifs à l'organisation de l'administration centrale du ministère de l'intérieur.
 ● **Référendum** : deux décisions du Conseil constitutionnel rejetant deux recours contre les décrets des 12 et 18 juillet relatifs au référendum du 24 septembre.
 ● **AOC** : deux décrets relatifs aux appellations d'origine contrôlée « Picodon » et « Pélardon ».

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS LES CLÉS DE L'INFO
Au sommaire du numéro de septembre
Une mondialisation en quête de règles
 Jamais le monde ne se sera aussi bien porté et pourtant jamais il n'aura été aussi contesté. De nombreuses voix s'élèvent et des mouvements s'organisent pour contrer les effets négatifs de la mondialisation. Inégalités, environnement, sécurité alimentaire... : le citoyen planétaire réclame plus de règles
 Chez votre marchand de journaux **12F-1,83 €**
Plus : LES CLÉS DE L'INFO
4 pages pour décoder l'actualité

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS LES CLÉS DE L'INFO
Au sommaire du numéro de septembre
Une mondialisation en quête de règles
 Jamais le monde ne se sera aussi bien porté et pourtant jamais il n'aura été aussi contesté. De nombreuses voix s'élèvent et des mouvements s'organisent pour contrer les effets négatifs de la mondialisation. Inégalités, environnement, sécurité alimentaire... : le citoyen planétaire réclame plus de règles
 Chez votre marchand de journaux **12F-1,83 €**
Plus : LES CLÉS DE L'INFO
4 pages pour décoder l'actualité

CARNET DU MONDE
 Téléphones : **01-42-17-39-80** **01-42-17-38-42**
01-42-17-29-96
 Fax : **01-42-17-21-36** – e-mail: **carnet@mondepub.fr.**

Abonnez-vous en toute liberté
Abonnez-vous pour seulement 173F* par mois
En l'an 2000, devenez Citoyen du Monde
 ... Et entrez dans un espace privilégié d'information et de réflexion : actualité internationale, économique et politique, technologies, médias, sciences, art et culture... Chaque jour, passionnez-vous pour *Le Monde*
 * Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2000.

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble
 Votre abonnement est prolongé chaque mois tacitement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment en nous envoyant une simple lettre.

Vous ne payez rien d'avance
 Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires servis pendant un mois n'est prélevé qu'au début du mois suivant. Cette formule vous permet en outre d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro
 Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.L.P., vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde* s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

SPECIAL VACANCES :
 J'ai bien noté que je peux faire suspendre ou suivre mon abonnement pendant mes vacances.
 Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : **0 803 022 021** (0,99F TTC/min)

Bulletin d'abonnement
 Offre à retourner au *Monde* : Service Abonnements, 24 avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex - Tel : 01 42 17 32 90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

☐ **OUI**, je désire m'abonner au *Monde* pour seulement 173 F par mois (26,37 €) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier

M. Mme Mlle 001MQAN2

Prénom :
 Nom :
 Adresse :
 Code Postal : [] [] [] [] Ville :

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *Le Monde*.

Date et signature obligatoires :

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031 ORGANISME CRÉANCIER *Le Monde* 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :
 Prénom :
 N° : rue
 Code postal [] [] [] [] Ville :

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° : rue
 Code postal [] [] [] [] Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Établissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Le jour où j'ai été subjugué par une belle webcamée

C E jour-là, on ne signalait aucun trafic à la frontière russo-finlandaise de Vaalimaa ; un très léger engorgement au péage de Saint-Arnoult-en-Yvelines ; mais une totale fluidité au carrefour Amerigo-Vespucci - Gran Avenida, à Santiago du Chili. Je le sais, je le voyais. Grâce à la batterie de Webcams disposées pour moi en tous ces lieux stratégiques, et regroupées dans plusieurs annuaires, je maîtrisais parfaitement la situation.

La Webcam est cet outil fabuleux qui offre à tout un chacun la possibilité de se transformer en gardien de nuit de parking souterrain, ou en permanencier de la sécurité dans un centre commercial. Dix écrans devant moi, griserie du temps réel, sentiment d'être le maître du monde. Une Webcam est une caméra qui filme sans interruption, et que quiconque peut regarder sur le Web. Ces dernières années ont vu fleurir les Webcams partout. La première fonction évidente de la Webcam est judiciaire. La Webcam est une caméra de surveillance améliorée. Mais autant la caméra de surveillance souffre, si l'on ose dire, d'une mauvaise image (répressive, paranoïaque, réactionnaire en un mot) autant la Webcam est citoyenne et branchée. La Cogéma a placé des Webcams dans l'usine de retraitement nucléaire de la Hague, pour nous convaincre qu'il ne s'y produit pas chaque jour de catastrophes radioactives clandestines. Le département de Charente-Maritime a fait placer une Webcam au sommet du phare des Baleines, dans l'île de Ré : on peut y constater l'absence totale de galettes de fioul sur les plages, contrairement à ce qu'ont affirmé trop rapidement les médias. La Webcam est l'arme idéale de la victime de la rumeur. Elle permet à chacun de vérifier par lui-même, sans intermédiaires, que la rumeur est infondée. Mais le webcamé est aussi parfois un particulier, le plus souvent américain.

Il existe un modèle étalon de la webcamée américaine : elle s'appelle Jenni. Disons-le tout net : il est aujourd'hui trop tard pour partager pleinement la passion pionnière de Jenni. Jennifer Ringley, dite Jenni, vingt-quatre ans, mère inspiratrice de toutes les webcamées du monde, lutte quotidiennement contre l'ensevelissement sous sa propre légende. Quiconque se connecte aujourd'hui sur le site de Jenni a le sentiment d'être le client d'une PME en pleine expansion, ou bien d'avoir pris un ticket pour un tour de Beverly Hills, avec arrêt-minute devant la porte de la villa de Julia Roberts, sans espoir de voir la star, évidemment. On peut voir beaucoup de choses sur le site de Jenni, à l'exception de Jenni *live*. Deux circuits de visite sont possibles : membre, ou visiteur de passage. Le membre (15 dollars annuels, soit un peu plus de 100 francs, en guise de participation aux frais de fonctionnement du site) a le privilège de bénéficier d'une image, actualisée chaque minute, de l'une des sept caméras qui filment l'appartement de Jenni à Sacramento. Le visiteur doit se contenter d'une actualisation chaque quart d'heure.

A mon arrivée, j'avais droit à une vue de la cuisine de Jenni. Membres et visiteurs peuvent contempler ensemble des portraits de Jenni. Ils peuvent aussi feuilleter des centaines d'images d'archives prises par les caméras de Jenni, l'immense majorité nous montrant Jenni devant son ordinateur, mais quelques-unes, en provenance directe de la chambre à coucher et de la salle de bains, où le rideau de douche transparent ne nous laisse rien ignorer de l'anatomie la plus célèbre du Net. Ils ont aussi accès au journal intime que Jenni s'efforce de tenir à jour, avec assez d'assiduité pour nous fournir quelques clés de la mythologie Jenni.

Car Jenni est avant tout la chroniqueuse attentive, scrupuleuse, vigilante, de Jenni. Conceptrice free-lance de pages Web, elle tient son public régulièrement informé des propositions d'emploi qui lui parviennent, de la santé de son chat, du couronnement de ses talents de jardinière, et évidemment de sa vie amoureuse. Il en ressort que Jenni a toujours été attirée par les braves gens plutôt que par les petites frappes, et que trois de ses ex-petits

amis se trouvent aujourd'hui être de bons camarades de *chat*. A l'heure où nous mettons sous presse, Jenni peine à élargir l'échantillon. Pourtant, elle y travaille.

Ayant établi une échelle personnelle de la drague comptant dix degrés, Jenni a lancé courant juin une offensive de force 4 - « *je suis nouvelle dans le secteur, vous ne connaissez pas des endroits sympas pour aller danser ?* » - en direction d'un employé d'une entreprise de location de voitures de Sacramento, offensive qui s'est soldée par un fiasco typiquement américain : au jour où il fallut interrompre cette enquête, en dépit d'une série de coups de fil croisés ponctués de bafouilllements et de retraits stratégiques mutuels qui font de Jenni la petite sœur spirituelle d'Ally McBeal, la webcamée et son loueur de voitures n'avaient toujours pas trouvé de date commune pour un dîner. Sans doute le loueur, qui n'est pas directement identifiable dans le Journal de Jenni, ne sait-il pas qu'il a ainsi échappé de justesse à un destin mondial de boyfriend consort. Ce n'est pas un drame. Jenni voyagera. L'Italie dans quatre ans et le Maroc quatre ans plus tard sont avertis de sa visite.

SES loisirs ? E-mail, e-mail, e-mail. Au total, au-delà de l'obsession de la transparence, l'ensemble de l'entreprise voue un culte effréné à la banalité. La banalité d'un corps exhibé sous toutes les coutures, et qui n'est pas celui des top models (dans l'album-photos, des flèches attirent l'attention des spectateurs vers les imperfections anatomiques, comme s'il fallait sans cesse rappeler que Jenni « n'est pas » un top model). La banalité de l'existence d'une fille de vingt-quatre ans persécutée par les fourmis et qui s'occupe de son jardin. Le seul danger à même de pouvoir menacer le projet de Jenni est le vedettariat, qui l'éloignerait de la banalité, mais Jenni a trouvé la parade : toute tentati-



Comment notre explorateur, quelque part entre la Finlande et le Chili a regardé pendant deux mois dormir une belle Américaine, devenue célèbre en révélant la banalité de sa vie

ve de harcèlement de l'ennemi (appels des scénaristes de téléfilms, propositions d'éditeurs) est immédiatement portée à la connaissance du public par le biais du journal intime, et donc recyclée dans la chronique jennistique, enrichissant le personnage de « la fille banale harcelée par Hollywood, et qui n'en peut

mais ». Jenni a fait de nombreux adeptes. Entre autres, Lisa.

Pendant trois mois, avant de rencontrer Jenni, je peux aujourd'hui l'avouer, j'ai dormi avec Lisa. Plus exactement, Lisa dormait avec moi. Plus exactement encore, Lisa dormait, et je la regardais dormir. Car, à la différence de Jenni et de Julia Roberts, Lisa se laissait voir. La réciprocité n'était pas vraie : nos rapports étaient parfaitement inégaux. Lisa ne m'a jamais vu dormir.

Je ne sais pas si elle appréciait que nos rapports s'en tiennent là. Je soupçonne que oui. Sinon, Lisa m'aurait jeté hors de sa chambre. Pour ma part, j'étais impuissant à y changer quoi que ce soit. La faute en revient au décalage horaire. Lisa habitait, et donc dormait, dans l'Ohio, à l'ouest de New York (six heures de décalage avec la région parisienne). Quand je me réveillais, souvent, elle dormait déjà. Quand je rentrais le soir, elle avait déserté sa chambre — Lisa avait la déplorable habitude de passer l'essentiel de sa journée hors de sa chambre. Quand je me couchais à mon tour, elle n'était pas encore rentrée. On a vu bien des unions craquer pour moins que cela. Lisa vivait avec plusieurs autres étudiants dans une maison communautaire, et offrait un accès gratuit et immédiat à sa chambre à coucher, avec image animée, m'apportant chaque soir la preuve, que je ne manquais pas d'aller chercher entre un tour à la frontière finlandaise et une ronde à Santiago, qu'elle effectuait bien ses huit heures de sommeil réglementaires. Autant dire que Lisa, quoique directement inspirée par Jenni, avait technologiquement perfectionné son projet. Evidemment on dira que Lisa était exhibitionniste, et il m'est difficile de le nier. Mais il faut s'entendre sur les mots. Quand je raconte que je regardais Lisa dormir, cela veut dire exactement cela : elle dormait. Et si l'on imagine que Lisa tenait à nous rendre tous témoins d'une activité sexuelle hors

normes, autant regarder les Webcams de l'usine de retraitement de la Hague. La probabilité d'assister à un rapport sexuel de Lisa était aussi élevée que celle d'assister en direct à une fuite radioactive dans le Cotentin nord. Lisa était une nonne. C'est par la banalité de ses jours et de son quotidien qu'elle avait décidé, comme Jenni, d'accéder à la notoriété mondiale.

La première fois que j'arrivai dans l'appartement communautaire, Lisa dormait déjà. De temps en temps, toutes les dix minutes, survénait un événement considérable : elle se retournait dans son lit. Vers

Le monde des webcamées est clos, douillet, sympathique, cohérent, totalement refermé sur lui-même, hermétique au monde extérieur

13 heures (heure de Paris), elle tussait. Elle toussait souvent dans son sommeil et respirait parfois si fort que cela confinait au ronflement. Heureusement, elle dormait seule. Seule, avec quelques peluches et quelques dizaines, ou quelques milliers, de spectateurs. Elle avait offert au monde entier le privilège de l'entendre respirer, de pouvoir rester la nuit entière à son chevet sans dormir avec elle, de la voir dormir, amputée de tout ce qui n'est pas ce sommeil.

Un matin, en me levant, je ressentis un choc. A la place de Lisa, le site diffusait en boucle de la musique. Je crus à une panne, revins le lendemain. Mais non. Toutes les chambres étaient vides, vide le séjour. Lisa s'était manifestement débranchée, comme toute l'installation, sans laisser de mot sur l'oreiller, sans rien. Voilà comment Lisa sortit de ma vie. N'eût-elle pas décidé de me plaquer, je ne vois pas ce qui aurait pu interrompre notre prometteuse relation. De ce départ, je

conserve le souvenir d'une piqûre, d'une trahison, d'une brûlure, comme si s'était installé entre nous une sorte d'engagement, comme si ces deux mois avaient scellé un pacte unilatéral, insensé, fantasmé, mais réel. Une sorte, mais oui, osons le mot, de régularité quasi conjugale.

Que me reste-t-il de cette intimité avec les webcamées ? Beaucoup de questions, comme d'habitude, et quelques impressions. Ce culte à la banalité, de Jenni, de Lisa et des autres est célébré dans un temple en autarcie. Le monde des webcamées est clos, douillet, sympathique, cohérent, hermétique au monde extérieur. Quand, dans son journal intime, Jenni nous entretient des problèmes existentiels que lui pose le volume de ses seins, son généreux album de photos permet de vérifier sur pièces le bien-fondé de ses angoisses. Quand elle se pose des questions sur le design du site, son journal intime s'en fait l'écho. Pour le reste, le site de Jenni répond assidûment aux critiques adressées à Jenni. Lui reproche-t-on son exhibitionnisme ? « *Les gens pensent que je devrais me*

censurer. Moi, je pense que si je dois avoir honte de faire quelque chose, c'est de le faire. Pas de le faire devant une caméra », dit-elle. Ou encore : « *Je ne fais pas cela pour que les gens me voient, je le fais parce que je me fiche que les gens me voient.* » Enfin, « *je reçois des mails de grand-mères, qui me disent que je leur rappelle leur petite-fille.* » Toute allusion à l'univers extérieur est limitée aux entreprises comparables, tournant autour de l'exhibition de l'intimité, qu'il s'agisse de télévision — « *Big Brother* » — ou de cinéma — *The Truman Show*. Au fond, est-ce Jenni qui fait son site ? Est-ce son site qui fait Jenni ? Peu importe. « *C'est le projet le plus intéressant que j'aie jamais mené* », dit-elle simplement.

JE ne souhaite pas être regardée, mais ça ne me dérange pas de l'être », assure enfin Jenni, dans une des phrases les plus intéressantes, mais aussi les plus mensongères, entendues au cours de ce voyage. Mensongère, car elle évacue un peu vite semble-t-il tout désir de l'exhibitionniste de Sacramento. Evidemment, même si elle n'offre rien à voir, Jenni souhaite être regardée et, comme tout exhibitionniste, en jouit, d'une jouissance intelligente plutôt plaisante, elle-même disséquée en temps réel. Evidemment cette jouissance ne doit pas être trop évidente, pour que les voyeurs conservent le classique plaisir de l'effraction par le trou de la serrure. Mais cette devise de « *Miss Rien à voir* » est aussi passionnante, car elle renvoie chez les autres, chez nous tous, dans notre jardin, la balle du désir, posant justement la question de notre désir à nous, nous le montrant comme il est, comme Internet le façonne ou le rencontre : dilué, incertain, variable dans ses objets et son intensité, obstiné et futile, entre tendresse et mépris, loup et chien, tenté par la liberté autant que par la laisse, suffisamment paumé, en un mot, pour nous coller des heures durant devant ces reflets de notre propre banalité.

Rien à voir, d'accord, alors pourquoi diable regardons-nous ? Ce désir nouveau et trouble, qui nous porte vers Jenni, a largué ses amarres séculaires, il a dépassé les balises des eaux territoriales, il est parti cingler vers l'inconnu, quelque part entre l'engagement et l'éphémère, sans avoir encore atteint d'autre rive, si cette autre rive existe. Entre deux. Grandes découvertes. Nous sommes les Magellan, les Vasco de Gama de Jenni, et de Lisa, continents qui restent à cartographier. Des enseignements ? Aucun encore, aucune terre à l'horizon. En pleine traversée. Rappeler plus tard.

Daniel Schneidermann
Dessin : Glen Baxter pour « Le Monde »

PROCHAIN ARTICLE :
Le jour où j'ai dérivé dans l'enfer des parias

LE VOYAGE DE GLEN BAXTER



AU COURRIER DU « MONDE »

Un article nécrologique suscite souvent des réactions : des membres de la famille du défunt s'offusquent, ses amis comme ses détracteurs souhaitent apporter précisions et remarques. En novembre, dans une de ses chroniques (*Le Monde* daté 28-29 novembre 1999), Robert Solé avait déjà abordé le sujet à



suite du décès du cinéaste Maurice Dugowson. Aujourd'hui, l'article consacré au psychanalyste Serge Lebovici dans *Le Monde* du 18 août provoque à son tour de vives controverses. Également dans le courrier, une réflexion sur l'évolution possible de l'instruction judiciaire et un point de vue sur la fierté mal placée.

SERGE LEBOVICI, MON PÈRE

Je proteste vigoureusement contre l'article paru aux côtés de l'annonce du décès de mon père, Serge Lebovici (*Le Monde* du 18 août). Comment peut-on accepter de faire paraître un article aussi polémique au moment de l'inhumation d'un être humain, qui ce jour-là, mérite d'être entouré par les siens, par ses proches, dans le recueillement, la dignité et la douleur.

En effet, cet article n'éclaire absolument pas vos lecteurs sur la vie et l'œuvre de mon père (...).

L'Association psychanalytique internationale (API) est présentée, de même que mon père qui en a été le président de 1973 à 1977, comme objectivement complices des régimes fascistes brésiliens des années 70. On laisse entendre que mon père a été un lâche ! Or, s'il est vrai qu'il a été un temps trompé par des affirmations mensongères, lorsque l'on a découvert qu'un membre en formation de la Société psychanalytique de Rio était un tortionnaire de la dictature militaire, il a immédiatement pris les mesures d'exclusion qui s'imposaient lorsque la vérité a été établie (...).

Mon père était un homme courageux, il l'a montré pendant l'occupation, lorsqu'il était lui-même poursuivi par la police vichyste, après la déportation de son père à Auschwitz. Le présenter comme un complice objectif des régimes fascistes d'Amérique latine est d'une rare impudence et mérite pour le moins une réponse.

Quant à la relation qui est faite des démêlés de Serge Lebovici avec le PCF, en 1949, au moment de la signature de l'article de « La nouvelle critique » par des psychiatres et des psychanalystes, on se trouve, là encore, face à une totale absence de mise en perspective historique. On ne restitue pas la véritable histoire de ces médecins juifs, cachés et protégés par les communistes pendant la guerre, et qui, de ce fait, avaient contracté une dette et éprouvaient une reconnaissance profonde envers ceux qui avaient contribué à les sauver (...). En tout état de cause, toute personne humaine peut être entraînée par ses convictions et ses amitiés dans l'erreur, et rectifier ses positions par la suite.

Un autre point, sensible pour les seuls spécialistes, mais tout aussi tendancieux et inexact, est de présenter Serge Lebovici comme resté « attaché à la tradition d'une psychanalyse réservée aux seuls médecins, à la manière des sociétés nord-américaines de l'IPA ». C'est lui, bien au contraire, qui ouvrira la voie à des psychanalystes non-médecins récusés jusqu'alors par Sacha Nacht, auquel il succéda alors comme directeur de l'Institut

de psychanalyse en 1962. (Evelyn Kestenberg, non-médecin, accédera ainsi en 1963, au titulariat, c'est-à-dire à la fonction de didacticien) (...).

Un dernier aspect, plus essentiel encore, manque dans cet article : le travail réalisé par mon père dans le domaine de la psychiatrie du nourrisson et de la psychopathologie néonatale, domaine dans lequel il reste un pionnier. Ses très nombreux élèves sauront développer l'héritage scientifique qu'il leur lègue (...).

Marianne Rabain-Lebovici
Paris

PSYCHANALYSE ET DICTATURE

On ne comprend rien à cette partie de l'histoire de la psychanalyse dans laquelle est impliqué politiquement Serge Lebovici si on ne remonte pas à la fin de la dernière guerre, au moment où Ernest Jones - qui préside à cette époque l'Association psychanalytique internationale (API) - envoie à Rio, pour former des analystes, Werner Kemper de Berlin qui a accepté la collaboration avec le régime national-socialiste. M. Kemper sera l'analyste de Leão Cabernite qui aura ensuite en analyse, à la génération suivante, Amílcar Lobo qui acceptera, avec la complicité des dirigeants de la société psychanalytique de Rio (des documents déposés à la société internationale d'histoire de la psychiatrie et de la psychanalyse en témoignent), de participer à une équipe de torture sous la dictature militaire. Le passé de Werner Kemper est maintenu sous silence pendant toutes ces années. Or, nous savons que la transmission inconsciente d'un tel passé sous silence se manifeste toujours en acte à la troisième génération, comme le montrent de nombreux exemples dans l'histoire en général.

Informé de cette affaire en 1973, alors qu'il est président de l'API, Serge Lebovici entérine la thèse de M. Cabernite (qui préside à cette époque la société de Rio) selon laquelle Amílcar Lobo est l'objet d'une « calomnie ». Le terme de « calomnie » se trouve dans une lettre officielle de Serge Lebovici, datée du 17 décembre 1973, écrite en tant que président de l'API.

Serge Lebovici s'est-il laissé tromper ? On sait tout de même avec certitude qu'Amílcar Lobo est resté officiellement un élève de la société de Rio pratiquant l'analyse jusqu'en 1980 et Leão Cabernite n'a jamais été exclu ni de sa société, dans laquelle il conservait un pouvoir important, ni de l'API. En 1996, le conseil exécutif de l'API (Serge Lebovici en est alors vice-président honoraire)

n'a pu qu'entériner un vote de la société de Rio s'opposant à l'exclusion de Leão Cabernite. Ce dernier a démissionné en 1997 (...).

Le débat d'aujourd'hui s'inscrit dans une longue histoire politique au sein du mouvement psychanalytique dont il vaudrait mieux reconnaître les faits parfaitement établis que de continuer à les nier. La psychanalyse n'en sortirait que grandie.

René Major
Paris

LE DROIT FRANÇAIS SOUS INFLUENCE

Les magistrats de la Commission nationale d'indemnisation, en refusant d'accorder réparation à Rida Daalouche (*Le Monde* du 23 août) ont, d'une certaine manière, réinterprété l'article 626 du code de procédure pénale : ils ont estimé que la non-révélation de la pièce nouvelle qui aurait permis l'acquiescement de M. Daalouche, lui était imputable, en tout ou partie (...). Or cette pièce, en l'occurrence un registre d'hôpital, Rida Daalouche ne la connaissait pas, et du fait de sa détention, n'était pas en mesure de la chercher (...).

Cette décision signifie que les magistrats qui l'ont rendue souhaitent ou supposent que notre système judiciaire doit évoluer vers un système accusatoire de type anglo-saxon, où le prévenu organise lui-même l'enquête à décharge à travers son ou ses conseils.

Ce n'est pourtant pas ce que prévoit le droit français, puisque le magistrat instructeur instruit à charge et à décharge (...).

On voit donc la portée de cette décision, qui selon moi, ne vise pas seulement Rida Daalouche, mais le système inquisitoire français lui-même, à la fois dans ses avantages (en théorie, les moyens d'investigation sont les mêmes pour tout le monde, contrairement à ce qui se passe aux Etats-Unis), et dans ses inconvénients.

Autrement dit, le prévenu, s'il veut être jugé correctement, est supposé, ne pas être vulnérable, être en parfaite santé, doté d'une bonne mémoire, et si possible, ne pas être incarcéré (...).

Jean-Loup Chirol
Paris

FIER OU HEUREUX ?

Je partage, dans l'ensemble, les idées exprimées par Gabriel-Xavier Culioli et suis d'accord pour penser avec lui qu'« il n'y a pas d'alternative au plan Jospin » (*Le Monde* du 16 août). Malheureusement, son point de vue est gâché par les deux dernières phrases de son article, dans lesquelles il affirme que « *La Corse, c'est nous jusqu'à la moindre de nos cellules. Et de cela nous sommes fiers* ».

L'histoire de la France et celle de la Corse

Suite de la première page

Mais faire de Pozzo di Borgo un républicain, et des serviteurs de Londres et du tsar des défenseurs de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, est difficile !

Certes, ni la République terroriste ni l'Empire napoléonien n'étaient des modèles démocratiques. Il reste que, à tort ou à raison, ils représentaient dans l'Europe de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle, des idées nouvelles, inspirées de la philosophie des Lumières. 89 avait inventé les Droits de l'homme et du citoyen. Mais certains Corses ont choisi le *Salve Regina* plutôt que la *Marseillaise*, le tsar - et ses serfs - plutôt que Napoléon et le Code civil. C'est ainsi. Après tout, au XX^e siècle, des nationalistes alsaciens, bretons, se sont engagés aux côtés des nazis. Et des nationalistes corses n'ont pas été insensibles au fascisme mussolinien.

Il faut rappeler ces réalités historiques. Elles permettent de comprendre ce qui paraît mystérieux à Jean-Marie Colombani : « l'identification de la République à l'Etat-Nation ». Pour lui, ce « n'est là qu'une forme historique parmi

d'autres ». Vue de Sirius, en effet. Mais la diversité et la profondeur des réactions à l'accord Jospin-Rossi-Talamoni montrent que cette « identification », c'est notre histoire : Valmy, Fleurus, les soldats de l'an II, la Grande Armée, etc. On peut le regretter. On peut rêver à ce qu'aurait été une histoire dans laquelle Louis XVI aurait décidé de ne pas jouer la politique du pire, et où les monarchies européennes, et l'Angleterre au premier chef, auraient accepté soit la monarchie constitutionnelle, soit la République, soit l'Empire napoléonien. Il y a eu le choix à chaque étape. Mais de Londres à Vienne, de Berlin à Saint-Petersbourg, on voulait voir vaincue cette France qui avait osé trancher la tête à son roi. Et le simulacre de restauration monarchique tenté par Napoléon, à son profit, n'a satisfait personne. Il fallait pour que la France soit réadmise dans le concert des nations qu'un Bourbon y règne à nouveau.

Ce fut fait en 1815. Pour la plus grande satisfaction de Pozzo di Borgo, conseiller du tsar. Et pour le désespoir des Corses, qui, contrairement à lui, avaient choisi la République puis l'Empire, c'est-à-dire la France et non l'Angleterre ou la Russie. Même si c'était selon eux au nom des intérêts de la Corse. Cette matrice cruelle de la Révolution et de la guerre - dont l'Empire napoléonien n'est qu'une conséquence - a fait notre histoire de France. Qu'il ne faut pas mythifier. Et qui le fait ? Qui nie que la Corse fut le théâtre, au XVIII^e siècle, d'un

mouvement révolutionnaire et national qui tint tête à Gênes puis à la monarchie française, se dota d'une Constitution que Rousseau trouva exemplaire ? Quant à Voltaire, il salua le courage des insulaires : « *Les Corses étaient saisis d'un trop violent enthousiasme pour la liberté* ». Et Napoléon Bonaparte

En n'exigeant pas que les nationalistes condamnent la violence, Lionel Jospin a commis une erreur historique

écrivit avec force et sincérité : « *Je naquis quand la patrie périssait - 1769 -, trente mille Français vomis sur nos côtes, noyant le Trône de la liberté dans des flots de sang, tel fut le spectacle odieux qui vint le premier frapper mes regards. Les cris du mourant, le gémissement de l'opprimé, les larmes du désespoir envahirent mon berceau, dès ma naissance* ».

L'histoire de la France et celle de la Corse sont ainsi intimement liées. Napoléon Bonaparte, d'abord patriote corse, fut arrêté comme robespierriste en 1794 et jeta sur le sol de la France ces

Comment peut-on être fier de son ascendance, alors qu'on n'en est pas responsable ? Nul être vivant, nul homme n'a le privilège de choisir ses parents. On peut être fier de ce qu'on a accompli au bénéfice de telle ou telle cause, mais il est inconvenant et combien dangereux d'être fier d'appartenir à telle lignée, telle ethnie, telle province ou tel pays. C'est précisément dans le sentiment de cette fierté mal placée qu'on trouve l'origine de presque tous les conflits et de tous les racismes qui ravagent l'humanité. Soyons hommes avant tout, et si cela nous fait plaisir, soyons contents ou heureux d'être né Corse, Bourguignon, Breton, Bosniaque ou Slovène. Mais qu'on arrête de s'enorgueillir d'appartenir à quelque groupe que ce soit.

Philippe Sengel,
Entrepierres
(Alpes-de-Haute-Provence)

GAULLISME ET QUINQUENNAT

Au moment où s'annonce la campagne référendaire sur le quinquennat, il n'est pas possible de continuer à laisser dire que celui-ci est une « idée gaulliste » !

Contrairement, en effet, à ce que prétendent certains hérauts du RPR, le général de Gaulle était contre le quinquennat. Il faut lire notamment son entretien avec Alain Peyrefitte le 30 avril 1963 (et que celui-ci rapporte dans *C'était de Gaulle*, tome II, p. 143). Le général craignait, en effet, qu'en faisant coïncider l'élection législative et l'élection présidentielle, le président ne devienne le prisonnier des partis politiques, car

« *les deux consultations, dans la foulée, résulteraient de combinaisons électorales* ». On ne saurait être plus clair ! Le quinquennat n'est donc pas une idée « gaulliste », c'est une idée « pompidolienne » (Pompidou y voyant le moyen de « *rafraîchir* » la légitimité présidentielle) (...).

On peut donc discuter à longueur de colonnes des avantages et des inconvénients réels ou supposés du quinquennat, mais, de grâce, n'estampillons pas « gaulliste » une idée qui n'aurait jamais eu l'agrément du général de Gaulle (...).

Gérard Wijkhuisen
Chaville (Hauts-de-Seine)

LE PRIX D'UN HOMME

Entre les 300 millions d'euros réclamés pas les héritiers des 98 passagers Allemands du Concorde et les 400 000 francs promis aux ayants droit des 118 malheureux marins du Koursk, combien vaut un homme aujourd'hui ?

Joëlle Perelberg
Gattières (Alpes-Maritimes)

« masses de granit » qui y sont encore ! Regarder avec lucidité cette histoire devenue commune, c'est la condition pour faire évoluer la République. Mais le XX^e siècle nous apprend - c'est sa seule leçon incontestable - que les avant-gardes qui croient détenir la vérité, et incarner le sens de l'histoire, qui prétendent parler au nom d'un peuple, d'une classe sociale, etc. sont des groupes aveugles, enfermés dans une idéologie qui les conduit à toujours préférer la violence à la démocratie. En n'exigeant pas que les nationalistes condamnent cette violence, Lionel Jospin a commis une erreur historique.

Et c'est cela d'abord, puis les abandons que cette capitulation devant une minorité entraîne sur le plan de l'organisation territoriale et institutionnelle de la France, qui remet en cause les principes fondamentaux de la République et de la démocratie. Donc ceux de la nation.

Max Gallo

RECTIFICATIF

JEAN-FÉLIX BERNARD
Conseiller régional (Verts) d'Ile-de-France, Jean-Félix Bernard, cité dans *Le Monde* du 22 août à propos des Journées d'été des Verts, est président du Conseil national de l'air, et non vice-président, comme nous l'avons écrit par erreur.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Leçon tzigane

QUARANTE mille Tsiganes de France - Roms, Sintis et autres - étaient réunis samedi 26 août près de Chambley, une commune de 4 000 habitants de Meurthe-et-Moselle. Et, comme dans un scénario qui remonte à la nuit des temps, depuis que les gens du voyage ont pris la route, précisément, les mêmes histoires étaient contées. A l'ombre des caravanes, résignés mais tout de colère rentrée, on se plaignait d'être, encore et toujours, victimes de réflexes de rejet, de gestes d'exclusion, bref du racisme ordinaire des « gadjés » à l'encontre des Roms. Dans les mairies alentour, chez les commerçants de Chambley, on pouvait entendre la vieille complainte des sédentaires : l'an passé, ce même rassemblement, qui réunit la communauté protestante des Tsiganes, a donné lieu à nombre de vols et d'actes de vandalisme. On ne cédera pas, ici, aux facilités d'un romantisme politiquement correct : il y a des voleurs chez les Roms, des voyous, des loubards et même des bandes organisées fichées au grand banditisme. Mais pas plus qu'ailleurs, pas plus que dans toute population, de banlieue ou d'ailleurs, maintenue à la marge, exclue, recalée du modèle dominant.

C'est là qu'il faut rappeler que les Tsiganes d'Europe sont les victimes d'une injustice historique criante. On a trop vite oublié que, comme les juifs, ils furent la cible collective des nazis, qui tentèrent de les exterminer. Il n'y eut aucune répara-

tion matérielle pour ce crime. L'ONU vient seulement, il y a une semaine, de tirer la sonnette d'alarme. Sa commission des droits de l'homme a publié un document de travail sur la situation accablante faite aux Tsiganes d'Europe. C'est à l'est et en Europe centrale que leur sort est le plus dramatique. Leurs droits fondamentaux sont quotidiennement violés, niés. Aggressions racistes, ségrégation urbaine et scolaire, discriminations à l'emploi, brutalités policières constantes, justice partielle : des populations entières sont cantonnées dans des bidonvilles, des ghettos sordides, victimes d'agressions, parfois mortelles, qui restent la plupart du temps impunies.

Récemment, l'Etat a beaucoup fait pour faciliter la vie des quelque 500 000 Tsiganes de France, même si les frictions restent fréquentes avec les municipalités. L'ensemble de l'Europe compterait quelque dix millions de Tsiganes. Avec l'adhésion prochaine de pays comme la Roumanie, la Hongrie, la République tchèque, peut-être aussi la Bulgarie et la Croatie, la grande majorité d'entre eux vivront dans l'Union européenne. Ce n'est pas anecdotique. Ce n'est pas non plus qu'affaire d'assistance économique et sociale à une minorité martyrisée. C'est l'occasion d'intégrer un peu certaines des valeurs de ce peuple paria, peuple du vent, peuple de la diaspora par choix existentiel, peuple de migrants volontaires ; professeurs de détachement, du temps qui passe et de la relativité de bien des choses.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynet
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef : Alain Frachon (Éditoriaux et analyses) ; Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ; Eric Fottorino (Équipes) ; Éric Le Boucher (International) ; Patrick Jareau (France) ; Anne Chemin (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Jossiane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenaires audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Un nouvel Etat, le Pouchtounistan

LORSQUE pour protéger l'accès nord-ouest de leur empire des Indes les Britanniques s'efforcèrent de verrouiller la passe de Khyber, ils s'aperçurent qu'il était vain de prétendre assujettir à une administration permanente la région montagneuse qui borde la rive droite de l'Indus. Ils préférèrent dès lors en faire une zone neutre, et pour bien montrer qu'il s'agissait d'un no man's land on l'appela la province du Nord-Ouest, la province sans nom. Ces territoires sont aujourd'hui sortis de l'anonymat. Six millions de Pouchtounes qui les habitent et qui entendent préserver leur indépendance contre les visées du Pakistan se sont unis pour créer l'Etat du Pouchtounistan, avec Tirah comme capitale.

Si cette naissance est passée inaperçue parmi les préoccupations de la guerre froide, la guerre latente

que se livrent tribus pouchtounes et soldats pakistanais risque de se communiquer de proche en proche à toute la région.

C'est toute la sécurité de l'Asie centrale qui est en jeu dans ce conflit, où seuls jusqu'à présent le Pakistan et l'Afghanistan se trouvent ouvertement engagés, mais qui, comme *Le Monde* l'a déjà signalé, touche également aux intérêts des grandes puissances.

De part et d'autre de la zone frontrière, en Afghanistan comme au Pakistan, les passions montent. Les négociations entre les deux pays sont rompues, et Karachi pose pour leur reprise deux conditions : les traités anglo-afghans seront maintenus en vigueur, et le Pakistan se substituera à la Grande-Bretagne comme signataire face à l'Afghanistan.

Edouard Sablier
(27-28 août 1950.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn) ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-33. *Le Monde* sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

FINANCE Le parquet de Paris a ouvert, vendredi 25 août, une enquête préliminaire sur le plan de relance du Matif. Confiée à la brigade financière, elle devra déterminer si

le marché à terme de la Bourse de Paris a été le théâtre d'opérations délictueuses. ● **CETTE ENQUÊTE** fait suite à la découverte d'une note rédigée par la Commission des opéra-

tions de Bourse (COB) lors d'une perquisition au siège de l'institution. ● **LE SAUVETAGE** du Matif, mis en place par huit banques en décembre 1999, avait permis de réveiller un

marché moribond, dont le volume d'échanges a été multiplié par dix en un an. ● **LA CELLULE** mise sur pied pour augmenter le volume des transactions pourrait avoir réalisé des

manipulations de cours. ● **AUCUN DÉLIT** n'a, pour le moment, été mis en évidence. L'irruption de la justice risque de porter un coup fatal au Matif et jette la suspicion sur la COB.

Le plan de relance du Matif éveille la curiosité de la justice

Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Paris, vendredi 25 août, sur le sauvetage du marché à terme de la Bourse. La brigade financière cherche à savoir si cette initiative, lancée par huit banques, a pu donner lieu à des transactions répréhensibles

L'AMBIANCE est tendue ce matin du 23 juin. Pour la première fois de l'histoire de la Commission des opérations de Bourse (COB), des inspecteurs, mandatés par le parquet de Paris, perquisitionnent dans les locaux de l'institution. Leur mission : trouver des preuves du délit d'initié présumé concernant deux salariés employés par le gendarme de la Bourse (*Le Monde daté 4-5 juin*). Mais c'est une trouvaille inattendue sur laquelle les policiers vont tomber. Dans le bureau du responsable de l'inspection des marchés, une des personnes soupçonnées, ils retrouvent une note curieuse. C'est un texte qui fait état des différentes questions posées par la création d'une cellule destinée à relancer le Matif, le marché à terme de la place parisienne, qui a connu en 1999 de sé-

rieuses difficultés (*lire ci-dessous*).

Les inspecteurs s'approprient à emporter ce document, mais Gérard Rameix, le directeur général de la COB, qui assiste à la perquisition, s'y oppose violemment : « cette note n'a strictement aucun rapport avec l'objet de la perquisition », s'énerve-t-il. Une discussion animée s'engage alors, mais les policiers repartent bel et bien avec le dossier sous le bras. Presque deux mois après, la note suscite toujours la curiosité de la justice. Le parquet de Paris a ouvert, vendredi 25 août, une enquête préliminaire sur le plan de relance du Matif. Confiée aux policiers parisiens de la Brigade financière, elle devra déterminer si le Matif a bien été le théâtre d'opérations délictueuses. « Pour le moment, rien ne le prouve. De nombreuses investigations seront

nécessaires pour établir si des infractions ont bien été commises », explique une source proche de l'enquête. Ce n'est qu'à l'issue de cette enquête préliminaire, qui devrait durer plusieurs mois, que le parquet décidera s'il y a lieu de confier une information judiciaire à un juge d'instruction.

CONTRATS D'ANIMATION

Dans la « note d'exploration », un document à usage interne comme la COB en rédige souvent, le responsable de l'inspection fait état de possibles transactions fictives qui pourraient réaliser artificiellement les huit banques de la cellule de sauvetage, baptisée MIB (Matif intervention bancaire), et mise en place pour tenter de relancer le Matif dont les volumes d'activités se sont effondrés en 1999.

Ce texte pose pourtant plus de questions qu'il ne donne de réponses. « Aucune conclusion ne relève des manipulations de cours qui pourraient faire l'objet de poursuites pénales, assure-t-on à la COB. C'est pourquoi le rapport de l'inspection est resté sans suite. » Pour elle, l'objet du plan de sauvetage du Matif est clair : augmenter le volume des transactions sur ce marché. Cela s'apparente aux contrats d'animation, qui existent depuis de nombreuses années, et dont l'objet est d'assurer un minimum d'échanges sur des titres cotés sur des marchés spécifiques comme le nouveau marché. « A notre connaissance personne ne s'est plaint d'avoir été lésé », assure la COB.

Reste que cette affaire tombe mal. Pour la COB tout d'abord. L'institution a été ébranlée par la

mise en cause de deux de ses salariés et elle est en position de faiblesse alors que des discussions vont être engagées avec l'ensemble de la place sur son avenir. En juillet, Laurent Fabius, le ministre de l'économie et des finances, a laissé clairement entendre qu'il verrait bien la COB fusionner avec le Conseil des marchés financiers (CMF), l'autre autorité boursière française.

TOUT JUSTE CONVALESCENT

Tant que l'enquête décidée par le parquet n'aura pas abouti, le gendarme de la Bourse devra travailler avec le soupçon qu'il a peut-être enterré une affaire. Une situation délicate alors qu'il vient de terminer son enquête sur un délit d'initié lors de la fusion Carrefour-Pro-modès et qu'il a transmis au

parquet d'autres dossiers de ce type.

Mais c'est sans doute pour le Matif, tout juste convalescent, que l'affaire est plus grave. La place financière parisienne semblait avoir repris la main avec un volume de transactions en hausse sur le Matif et la création d'Euronext, qui regroupe les Bourses de Paris, Bruxelles et Amsterdam. Pendant ce temps, Francfort et Londres, les deux rivales européennes de Paris rencontrent de nombreuses difficultés à fusionner. Avec l'enquête menée par le parquet, « la réputation de la place est remise en cause. Elle met en péril l'action du plan de relance du Matif », se lamente un membre important de la communauté boursière française.

Joël Morio

Dans l'antre du MIB

« TOUTE L'ÉQUIPE du bureau de la Deutsche Börse/Eurex de Paris vous souhaite beaucoup de succès dans vos entreprises pour 2000 ». Épinglée sur un mur de la salle de

REPORTAGE

La mission des cinq hommes de la nouvelle cellule : remettre à flot l'Euro Notionnel

marché du MIB (Matif Intervention bancaire), cette carte de vœux prête à sourire lorsque l'on sait que le marché à terme germano-suisse Eurex est le premier concurrent du Matif. Ces encouragements, Constantin Langhade, le responsable de la nouvelle cellule d'animation du Matif, les a reçus alors qu'il travaillait à la Fimat, filiale de la Société générale. Depuis novembre 1999, il s'est installé avec une petite équipe à Levallois-Perret. A ses côtés, cinq opérateurs de marché, détachés par la Société générale, le CCF, BNP Paribas et le Crédit Agricole Indosuez. « Il y a un petit côté start-up ici », estime M. Langhade. « Matif Start-up », c'était d'ailleurs l'une des possibilités de noms pour cette entité. L'objectif de ces hommes : remettre à flot le contrat vedette du Matif, l'Euro Notionnel.

Dans la salle, où trône une affiche du film *Men In Black*, un clin d'œil aux initiales du nom de l'entité, une trentaine d'écrans sont installés, dont sept écrans de négociations mis à disposition par différents courtiers. C'est par ce biais que les opérateurs du MIB passent leurs ordres. « Le système de négociation électronique NSC de ParisBourse affiche l'identifiant de la contrepartie. Nous utilisons les

écrans de négociation de plusieurs courtiers car ils nous permettent de ne pas apparaître en direct en tant que MIB. Nos interventions sur le Matif sont inscrites sous les identifiants des différents courtiers », explique M. Langhade.

De 8 heures à 19 heures, les opérateurs du MIB sont constamment en train de soutenir l'activité. Il faut éviter que, dans le marché, l'écart entre les intérêts des acheteurs et ceux des vendeurs ne soit trop important, afin que le marché soit le plus vivant possible. L'objectif du MIB est qu'un investisseur désirant acheter ou vendre des contrats puisse le faire à tout moment, quel que soit le montant de la transaction.

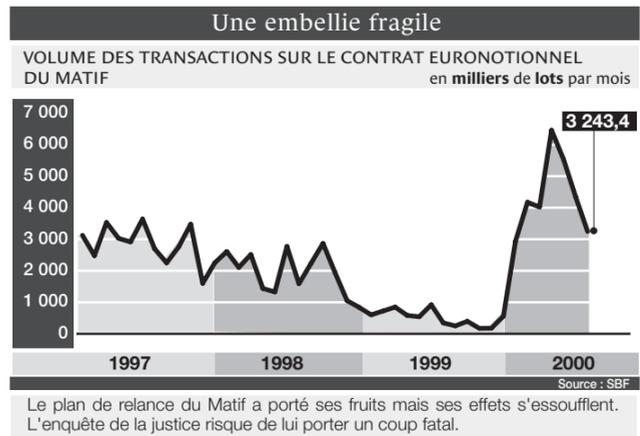
SONNERIE D'ALERTE

Tant que le marché est ouvert, l'ambiance reste tendue. Les opérateurs de cette mini-salle de marché de 60 mètres carrés surveillent leurs écrans et passent leurs ordres dans la plus grande concentration, sans sembler dérangés par le vacarme. Dès qu'un de leurs ordres en attente a été exécuté, une sonnerie d'alerte retentit. Et comme chaque écran de négociation est programmé pour avoir une sonnerie différente, « c'est parfois une véritable symphonie », ironise M. Langhade.

Le plan de bataille a démarré en janvier. Depuis, le volume d'activité s'est considérablement étoffé, atteignant même des sommets inégalés dans toute l'histoire de ce marché. Dans le petit bureau annexe, les bouchons de champagne sur lesquels est inscrit le nombre de transactions (jusqu'à 500 000 contrats traités en une séance en avril) attestent des pics d'activité franchis cette année.

C. Pme.

Le nouveau départ du marché à terme parisien



L'Association française des banques (AFB) à l'occasion d'une conférence organisée par la Bourse de Paris, sur le thème « Paris 2000 : quelle ambition sur les taux ? ».

Ce redressement exceptionnel du marché à terme parisien n'est pas fortuit. Depuis décembre 1999, l'ancien fleuron de la place financière française est sous perfusion. Une opération de sauvetage a été lancée par huit établissements financiers français (BNP Paribas, Société générale, Caisse des dépôts, Crédit agricole Indosuez, Crédit lyonnais, CCF, Union européenne de CIC, Natexis Banques Populaires) qui ont pris l'initiative de constituer une cellule spécifique, baptisée MIB (Matif intervention bancaire) (*lire ci-contre*). Cette entité a pour but de raviver le volume d'activité du Matif, et en premier lieu le contrat à terme Euro notionnel.

En pratique, les opérateurs situés dans la salle de marchés du MIB sont chargés d'animer l'activité en proposant constamment

des prix à l'achat et à la vente sur le marché. « Le sens du marché nous importe peu », explique Constantin Langhade, responsable de la nouvelle cellule. Mais une fois leurs ordres exécutés, ils ne conservent pas leurs achats pour ne pas prendre de risque en s'exposant aux mouvements sur les taux d'intérêt. Ils réalisent alors une opération de couverture, en priorité sur le Matif, sinon parfois sur le Bund. Sachant que le ratio de couverture, de 1 contrat Bund pour 5 contrats Matif, utilisés en 1999, est de 1 pour 10 actuellement. Pour l'instant, ils puisent leurs informations pour coter l'Euro notionnel du Matif sur le contrat Bund, tout en sachant que les caractéristiques des deux contrats ne sont pas identiques.

CONTRATS ABANDONNÉS

Mais les opérateurs de la cellule du MIB ne sont plus les seuls, comme par le passé, à animer le marché. Après les banques engagées dans l'opération, les gestion-

naires - qui furent parmi les derniers à quitter le marché à terme français - recommencent à y passer des ordres. Mais ce retour est timide. « Nous avons pris de mauvaises habitudes, rapporte Eric Bourguignon, responsable de la gestion chez CCR Gestion. Lorsque le volume du Matif s'est réduit comme peau de chagrin, nous sommes passés sur le marché à terme français. Si nous sommes convaincus que la liquidité du marché s'est installée de façon durable, nous reviendrons sur le contrat Euro notionnel. Car réaliser une opération de couverture d'un emprunt d'Etat français par un contrat à terme qui évolue en fonction des taux d'intérêt à long terme en Allemagne nous fait prendre actuellement un risque supplémentaire. »

De même, Laurent Hirsch, gestionnaire obligataire international chez CCF Capital Management, continue à utiliser le marché germano-suisse, qu'il trouve plus souple en termes d'offre « car il existe plusieurs contrats de différentes échéances, deux ans, cinq ans, dix ans », explique-t-il.

L'opération de sauvetage a permis au Matif de rouvrir à la négociation, le 19 avril, le marché de l'option sur le contrat à terme Euro notionnel. ParisBourse, qui décide d'activer les produits en fonction de la demande des investisseurs, ne compte cependant pas ressusciter tous les contrats qui ont été abandonnés, comme par exemple le contrat à terme sur les obligations d'Etat à trente ans. Les efforts doivent être maintenus. Le MIB poursuivra son action jusqu'à ce que l'ensemble des investisseurs prenne le relais.

Cécile Prudhomme

CONCOURS ESG

► **Concours parallèles d'entrée :**
en 1^{re} année pour les diplômés Bac+2 (DEUG, DUT, BTS) et en 2^{de} année pour les diplômés de Licence et Maîtrise

► **4 épreuves :**
• Test TAGE MAGÉ de la FNEGE
• QCM en Anglais
• Entretien individuel
• Entretien en Anglais

► **Concours d'entrée :**
14, 15 et 16 Septembre 2000

► **Date limite d'inscription :**
1er Septembre

DIPLOME ESG (Bac+5)
VOISE PAR L'ETAT

Indice notoriété des Grandes Ecoles parisiennes auprès des entreprises
1^{re} : HEC - 2^{de} : ESSEC - 3^{de} : ESCP

4^{de} : ESG
(Classement Nouvel Economiste - Janv. 2000)

ESG
25 rue Saint-Ambrise
75011 PARIS
Tél. : 01 53 36 44 19
Fax : 01 43 55 73 74
Web : www.esg.fr

Les ambitions contrariées de France Télécom et Vivendi à l'île Maurice

TOUT SEMBLAIT sans problème. A l'issue d'un appel d'offres international, France Télécom avait présenté l'offre la plus forte pour prendre 40 % de Mauritius Telecom, l'opérateur de télécommunications de l'île Maurice. Or le gouvernement mauricien avait annoncé que son choix irait au plus offrant. Pourtant, le 31 juillet, quelques jours avant l'échéance de la procédure, et avant la dissolution de l'Assemblée par le président, le gouvernement mauricien a prévenu France Télécom que son offre était rejetée.

Depuis, silence. Le gouvernement ne donne aucune nouvelle. La banque canadienne CIBC World Markets, qui a supervisé toute la procédure, a disparu. Et France Télécom s'interroge sur son aventure. « Nous ne comprenons pas. C'est le gouvernement qui a fixé le cahier des charges, les critères de sélection, les règles de fonctionnement. Il nous demande de renégo-

cier toutes les modalités. On a le sentiment qu'on veut nous pousser à renoncer à cette privatisation », dit Roland Geldwerth, chargé de ce dossier à France Télécom.

Bien que de petite taille, Mauritius Telecom est un opérateur intéressant. Son réseau est bien étoffé par rapport à ceux des pays voisins : 23 lignes pour 100 habitants, alors que la moyenne en Afrique est de 1,4 ligne pour 100 habitants. Il a aussi commencé à développer un réseau entièrement numérique, la téléphonie mobile, les services Internet, des liaisons par satellite et il participe à l'installation du câble sous-marin à fibre optique reliant la Malaisie au Portugal. Aussi, lorsque le gouvernement mauricien songe à céder une partie de son capital, il a l'impression de mettre son plus bel actif en vente.

Il doit vite déchanter. Contrairement à ses espérances, aucune société américaine ne se présente

comme repreneur. Les groupes intéressés sont des sociétés implantées dans la région : le sud-africain MTN, qui se développe près de ses côtes, le lusitanien Portugal Telecom qui participe au réseau câblé sous-marin, France Télécom, qui exploite le téléphone à la Réunion, et Vivendi Telecommunications, qui a aussi lancé un réseau de téléphonie mobile à la Réunion.

LES DEUX FRANÇAIS FAVORIS

Un cahier des charges précis est établi par CIBC World Markets pour tous les candidats. Très vite, deux groupes paraissent favoris, selon la presse mauricienne : les deux français, France Télécom et Vivendi. Sous les tropiques, la lutte entre les deux groupes est toujours aussi âpre. France Télécom fait valoir sa réputation de grand groupe de télécommunications, et Vivendi - qui veut prouver la réalité de sa stratégie internationale dans la téléphonie

mobile - les avantages d'appartenir à un grand groupe qui connaît bien l'île. Vivendi négocie au même moment, en partenariat avec Suez, la concession de distribution de l'eau dans l'île, par l'intermédiaire de l'ancien juge Marsaud, nommé représentant commercial du groupe à l'île Maurice.

Lors des offres définitives, les jeux semblent faits. France Télécom pousse très loin les enchères, et propose 261 millions de dollars, tandis que Vivendi en a offert 251 millions, et Portugal Telecom 220 millions. Le sud-africain, lui, s'est retiré. « A partir de ce moment, tout s'est grippé. Le management, qui connaissait pourtant toute la procédure, et l'avait avalisée, a commencé à s'inquiéter. Il a invoqué une menace sur son indépendance et multiplié les démarches contre la vente », raconte M^{re} Hotman de Villiers, notaire représentant de France Télécom à l'île Maurice. Le

processus a été bloqué jusqu'à ce que le gouvernement mauricien demande de tout renégocier.

La candidature de France Télécom gêne-t-elle, comme le soupçonne le groupe français ? Le gouvernement mauricien a-t-il préféré renoncer pour calmer le management de son entreprise ? Intéressé au premier chef par cette remise en cause, le vice-président de Vivendi Telecommunications, Rabin-dra Rengaradjalou, qui a suivi tout le dossier, n'a pas souhaité nous répondre, malgré plusieurs tentatives. « Nous ne commentons pas les appels d'offres en cours », s'est contenté de répondre un porte-parole de Cegetel, filiale de télécommunications de Vivendi, qui ignore tout du dossier.

France Télécom, de son côté, se dit déterminé à défendre son droit jusqu'au bout, tout en ne semblant plus trop y croire.

Martine Orange

Malgré une probable hausse des taux, la reprise de l'euro est fragile

La Réserve fédérale américaine a laissé ses taux directeurs inchangés cette semaine. En revanche, la Banque centrale européenne devrait relever les siens, jeudi 31 août, de 25, voire de 50 points

L'euro s'est de nouveau installé au-dessus de 0,90 dollar, après une semaine agitée, où il a évolué non loin de ses plus bas niveaux historiques. La devise européenne a bénéficié des déclarations, vendredi, d'Ernest Welteke,

le président de la banque centrale allemande, qui a jugé « nécessaire, pour permettre la poursuite de l'expansion économique, d'éviter les tensions inflationnistes et de contrer les risques haussiers sur les prix le

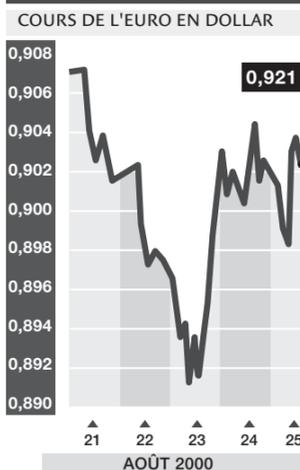
plus tôt possible ». Ces propos ne laissent guère de doutes sur l'attitude de la Banque centrale européenne (BCE), lors de sa prochaine réunion, le 31 août. Les investisseurs s'attendent à un relèvement des taux

directeurs de la BCE de 25, voire de 50 points, de base. Mais la reprise de la monnaie unique reste fragile tant que la croissance économique en Europe n'est pas sensiblement égale à celle des Etats-Unis.

APRÈS une semaine mouvementée, la devise européenne a retrouvé le niveau des 90 cents vendredi 25 août. Mais la reprise de l'euro reste fragile. La monnaie unique a bénéficié des déclarations d'Ernest Welteke, le président de la banque centrale allemande. Celui-ci a déclaré qu'il était « nécessaire, pour permettre la poursuite de l'expansion économique, d'éviter les tensions inflationnistes et de contrer les risques haussiers sur les prix le plus tôt possible ». Les « risques cycliques » pesant sur la stabilité des prix se sont « renforcés », a-t-il estimé, prévenant que l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE) était de ramener l'inflation en rythme annuel et à moyen terme sous la barre des 2 %. Ces propos ne laissent plus beaucoup de doutes sur l'attitude qu'adoptera la BCE, lors du prochain conseil des gouverneurs, jeudi 31 août. Déjà, mardi, la banque avait alloué des liquidités dans le cadre d'une opération de refinancement à taux variables avec un taux moyen à 4,5 %, contre 4,37 % une semaine plus tôt.

Le débat ne porte plus que sur l'ampleur du geste des autorités monétaires. La plupart des observateurs s'attendent à un relèvement, jeudi, de 25 points de base, ce qui porterait le principal taux de la BCE à 4,50 %. D'autres imaginent un geste encore plus fort, avec une hausse de 50 points de base. Mais ce brusque tour de vis

Une reprise fragile



Source : Bloomberg
La devise européenne a tout juste retrouvé le niveau des 90 cents en fin de semaine

pourrait causer des dommages à la croissance. Les onze gouverneurs des banques centrales de la zone euro sont dans la situation de pompiers qui doivent déverser des tonnes d'eau pour éteindre un feu tout en veillant à ne provoquer aucune inondation.

Avec une inflation en glissement annuel de 2,4 %, au-dessus du plafond fixé par la BCE, l'incendie prend de l'ampleur dans la zone

euro. De plus, la faiblesse de la monnaie unique attise les tensions inflationnistes, car elle renchérit le prix des importations. Certes, les prix à la consommation en Allemagne ont diminué de 0,2 % en août comparé à juillet, et sont restés sous le seuil des 2 % (à 1,8 %) en rythme annuel, selon des chiffres officiels provisoires publiés vendredi. Mais les prix à l'importation ont bondi en août de 10,9 % sur un an !

En utilisant l'arme du resserrement de sa politique monétaire, la Banque centrale devrait diminuer l'intensité du sinistre. Mais une brusque remontée des taux d'intérêt risque de noyer le moteur de la reprise économique, qui tourne encore au ralenti dans certains pays.

« TOUT SAUF SATISFAIT »

Mardi 22 août, il a suffi que l'institut de conjoncture allemand Ifo publie un indice montrant que le climat des affaires s'était à nouveau dégradé, en juillet, dans la première économie européenne, pour que l'euro tombe non loin de son plus bas niveau du 4 mai (0,8844 dollar). Cet indice a laissé craindre aux cambistes que la BCE passe son tour, lors de sa prochaine réunion, et laisse ses taux directeurs inchangés pour ne pas être accusée de casser la croissance. La réaction du marché était sans doute excessive. Mais elle té-

moigne de la défiance dont il fait preuve vis-à-vis de la monnaie unique européenne, qui a perdu un quart de sa valeur depuis son lancement.

Le maintien de la valeur de l'euro ne fait pas officiellement partie

préciation qui contribue à renchérir les prix des produits importés et à peser par ricochet sur le niveau général des prix dans le reste de l'économie. La BCE continuera à « observer avec attention » l'évolution du cours de la monnaie

Des pièces en euros à l'effigie de la reine du Danemark

Les Danois ont pris connaissance, mardi 22 août, de huit pièces de monnaie en euros, frappées à l'effigie de la reine Margrethe, qui seront mises en circulation au cas où ils voteraient pour la monnaie unique au référendum du 28 septembre. La ministre danoise de l'économie, Marianne Jelved, a présenté avec la banque centrale ces huit pièces de 2 euros, 1 euro, 50 cents, 20 cents, 10 cents, 5 cents, 2 cents et 1 cent, dont 1 milliard seront mises en production dans les mois à venir et en circulation en 2004, à condition que les électeurs décident de rejoindre la zone euro. « Nous avons fabriqué ces échantillons, car nous avons reçu des demandes massives de la part des citoyens qui voulaient savoir à quoi allait ressembler l'euro en monnaie, a indiqué M^{me} Jelved. Ce n'est pas de la propagande, mais de l'information objective », a-t-elle souligné à l'adresse des adversaires de l'euro, qui lui reprochent cette publicité pour la monnaie unique payée par les contribuables.

de ses attributions, mais la BCE commence à prendre conscience, dans la douleur, que le marché a besoin de l'entendre s'exprimer clairement sur le niveau de la monnaie unique. Jusqu'à récemment, ses membres se sont bornés à répéter mécaniquement que « l'euro avait un potentiel d'appréciation ».

M. Welteke s'est dit « tout sauf satisfait » du niveau actuel de l'euro, affaibli face au dollar. Une dé-

unique, afin de surveiller les « dangers » qui pourraient en découler pour la stabilité des prix, a-t-il prévenu.

Le resserrement de la politique monétaire de la BCE ne sera sans doute pas suffisant pour redonner de la vigueur à l'euro. La Réserve fédérale américaine a laissé ses taux directeurs inchangés mardi, ce qui donne un certain répit à la monnaie unique, dont le taux de rémunération va se rapprocher de celui du dollar. Mais l'horizon n'est pas totalement éclairci et les pressions inflationnistes « dans un avenir prévisible » ne sont toujours pas à exclure, a jugé la Fed dans son communiqué. Elle demeure préoccupée par « le risque d'un fossé persistant entre l'augmentation de la demande et l'offre potentielle, à un moment où l'utilisation de la main-d'œuvre disponible est à un niveau inhabituellement élevé ».

De plus, le niveau de l'euro est lié au rythme de croissance sur le Vieux Continent. Celui-ci, avec un taux de 3 % prévu pour 2000, est encore très inférieur à celui observé outre-Atlantique. Le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a augmenté de 5,3 % en rythme annuel au deuxième trimestre 2000, selon la deuxième estimation préliminaire publiée vendredi par le département du commerce. C'est cependant un peu moins que ce que prévoyaient les économistes. La croissance semble ralentir aux Etats-Unis : la hausse du PIB au deuxième trimestre provient d'une accumulation de stocks et d'une baisse des dépenses des entreprises. Mais il ne faut pas se réjouir trop vite. Vendredi, Alan Greenspan, le président de la Fed, a déclaré qu'il n'envisage pas de ralentissement économique notable aux Etats-Unis.

Christophe Vetter

Joël Morio

Dominique Gallois

Marché international des capitaux : les emprunteurs se font désirer

LES INVESTISSEURS sont visiblement prêts à répondre favorablement à une offre abondante d'obligations en euros. Il leur faudra patienter encore un peu. Beaucoup d'emprunteurs de grand renom se font désirer, certains attendant notamment la semaine du 11 septembre avant de se lancer. C'est le moment qu'a choisi Freddie Mac, un des meilleurs émetteurs des Etats-Unis qui veut s'imposer comme une des références majeures du compartiment de l'euro. Il devrait alors inaugurer un ambitieux programme consistant à procéder tous les trimestres à une transaction de 5 milliards d'euros. Son souci est de trouver une nouvelle source de financement en plus de celle de son propre dollar. Dans son pays, il obtient des conditions très avantageuses qu'il espère arracher également de notre côté de l'Atlantique. Il affiche ses intentions avec tant de candeur que certains le trouvent bien présomptueux. Il s'est en tout cas entouré de banques capables de mener à bien son affaire. Trois chefs de file, deux européens (Deutsche Bank et UBS) et un américain (Schroder Salomon Smith Barney), seront à la tête d'un consortium composé de sept établissements financiers de cinq nationalités différentes, un français, un allemand, un néerlandais, un britannique et trois américains, tous très réputés.

Sans préjuger de l'accueil qui lui sera réservé, il convient de souligner que Freddie Mac a déjà remporté un indéfectible succès publicitaire. Sa prochaine transaction est au cœur de bien des débats en Europe. En sa faveur joue l'attrait que représente pour de nombreux investisseurs

institutionnels qui limitent leurs achats à des titres en euros, la nouveauté d'une signature qui, jusqu'à présent, n'était pas représentée dans leur portefeuille. Le facteur taille est également de première importance car c'est un gage de liquidité sur le marché secondaire. En outre, l'émetteur américain bénéficie de la façon très ouverte avec laquelle il annonce ses intentions. Les investisseurs aiment savoir à quoi s'en tenir longtemps à l'avance.

TÉLÉCOMS : RETOUR AU CALME

Par ailleurs, le projet de Freddie Mac a le mérite d'attirer l'attention vers le compartiment des emprunts en euros qui, depuis quelques mois, fait pâle figure à côté de celui du dollar, tout en soulignant les atouts des émetteurs européens de premier plan. Dans les milieux financiers, on se remet par exemple à espérer que la Banque européenne d'investissement recommencera à se distinguer en contractant prochainement un très grand emprunt dans notre monnaie, ce qu'elle n'a plus fait depuis un long moment. D'une manière générale, l'émulation augmente. Nos meilleurs emprunteurs cherchent encore plus qu'auparavant à faire valoir leur qualité et à perfectionner les aspects techniques de leurs transactions, souhaitant notamment améliorer la liquidité des obligations sur le marché secondaire, aiguillonnés par la prétention de l'emprunteur américain. Celui-ci se pose presque sur le même plan que certains de nos Etats.

L'autre grand sujet d'actualité est celui des projets obligataires des principaux opérateurs

de télécommunications et qui se précise à mesure que se prononcent les maisons spécialisées dans l'évaluation du crédit. Standard & Poor's, un des arbitres les plus redoutés dans ce domaine, avait, par des déclarations hâtives, jeté le trouble le 18 août. Il avait laissé entendre que les notes décernées aux emprunts à long terme de plusieurs groupes dont British Telecom (alors AA+) pourraient éventuellement tomber dans la zone des BBB. Chacun tablait sur une baisse, en raison même de l'énormité des besoins de financement des opérateurs, qui ont à faire face aux coûts des licences de téléphonie en Europe. Mais bien peu avaient imaginé une chute jusqu'au niveau, médiocre, de BBB. British Telecom a préféré retarder son arrivée dans l'attente d'une clarification. Standard & Poor's s'est finalement rangé à l'avis général, se décidant le 25 août pour un seul A, ce qui devrait permettre à l'émission obligataire de voir bientôt le jour. Son montant pourrait aller jusqu'à 10 milliards de dollars. Les autres candidats se pressent. Le néerlandais KPN vient de confirmer son intention de se présenter en septembre. L'espagnol Telefonica et France Télécom pourraient le précéder, en septembre également.

Deux emprunteurs français se sont adressés au marché international des capitaux ces derniers jours. Alcatel a levé 600 millions d'euros à taux variable pour une durée de trois ans. Dexia Municipal Agency a émis pour 200 millions de francs suisses d'obligations foncières.

Timide progression sur les Bourses mondiales

VENDREDI 25 AOÛT, pour le premier jour de la dernière liquidation mensuelle de la Bourse de Paris, le marché s'est offert une séance de forte hausse (+2,06 %), à contre-courant d'une semaine bien terne. Sur l'ensemble de la semaine, ce sursaut a permis à l'indice CAC 40 d'augmenter de 0,01 %, à 6 595,11 points.

Le système du Règlement mensuel octroyait un crédit gratuit pendant un mois sur l'achat des titres du premier marché. Il disparaîtra le 25 septembre à l'issue de la dernière liquidation mensuelle. Son remplaçant, le Service de règlement différé, le SRD, sera un ordre de Bourse spécifique, reprenant le mécanisme du RM, mais dont la facturation sera supérieure à celle d'un ordre passé au comptant. Ce nouvel ordre sera réservé à environ 140 valeurs des premier, second et nouveau marchés.

La disparition du Règlement mensuel est devenue nécessaire

dans le cadre de l'unification des régimes de cotation des Bourses européennes pour la création d'Euronext, regroupant les places de Paris, Amsterdam et Bruxelles.

CONTRE-PERFORMANCE

Au cours de la semaine écoulée, les investisseurs français ont fait grise mine. Le recul de l'indice de confiance des patrons allemands dans l'économie de leur pays, le maintien des taux américains et la chute de l'euro ont entraîné quatre séances consécutives de baisse à la Bourse de Paris. La mauvaise tenue de France Télécom, toujours boudé par les boursiers, inquiète des investissements colossaux consentis par le groupe pour développer un réseau européen de téléphonie mobile de troisième génération, a également pesé sur le marché. Et le comportement boursier de sa filiale d'accès à Internet Wanadoo n'a pas permis de redonner du tonus à la maison mère.

L'action Wanadoo, introduite en Bourse à 19 euros le 19 juillet, est passée, jeudi 24 août, sous son cours d'introduction en cotant 18,15 euros. Cette contre-performance ne favorise pas la stratégie du groupe consistant à coter ses deux activités de croissance, à savoir l'accès à Internet et la téléphonie mobile. Sa filiale Orange, regroupant toutes les activités de téléphonie mobile en Europe, devrait être introduite en Bourse d'ici à la fin de l'année 2000 ou au début 2001. La mise sur le marché de 10 à 15 % de cet ensemble dont la valeur est estimée entre 100 et 150 milliards d'euros devrait permettre de financer une partie du coût d'acquisition des licences et du déploiement des réseaux UMTS de téléphonie mobile de troisième génération.

Malgré l'envolée des cours du baril de pétrole et la publication d'une hausse de 62 % du chiffre d'affaires semestriel, l'action TotalFinaElf a reculé de 2,6 %, à 172,4 euros sur la

semaine. Les investisseurs ont pris leurs bénéfices après ces bonnes nouvelles.

En Allemagne, publication, mardi 22 août, d'une baisse de l'indice de confiance des patrons allemands alors que les conjoncturistes attendaient plutôt une hausse. Ce pessimisme vient à l'encontre des prévisions de croissance de l'économie allemande de 3 % cette année. Pourtant il n'a pas affecté les investisseurs, qui ont fait progresser l'indice DAX 30 de 1 % à 7 307,17 points, grâce au rebond du titre de l'opérateur téléphonique Deutsche Telekom. L'indice FT 100 de la Bourse de Londres a faiblement progressé, de 0,30 % sur la semaine, pour atteindre 6 563,70 points.

Aux Etats-Unis, l'indice Dow Jones a progressé de 1,35 % à 11 192,63 points. Les valeurs de distribution ont été pénalisées par le « profit warning » effectué par l'une d'entre elles, Albertson's. L'indice Nasdaq s'est fortement apprécié en

gagnant 2,4 %, à 4 024,68 points sur l'ensemble de la semaine, grâce à un fort rebond des valeurs technologiques en raison de la persistance de la croissance sans risques inflationnistes.

A Tokyo, la confiance des milieux économiques financiers semble se

consolider. Pour la deuxième semaine consécutive, l'indice Nikkei a enregistré la plus forte hausse hebdomadaire des Bourses occidentales, en affichant un gain de 3,87 %, à 16 911,33 points.

Enguérand Renault

SOCIÉTÉ DES LECTEURS DU « MONDE »

Conforter l'indépendance du Monde, avec la Société des lecteurs

Lecteur, lectrice du Monde, vous êtes attaché à son indépendance. Vous pouvez y concourir en rejoignant la Société des lecteurs (SDL) dont c'est l'unique raison d'être. Elle contrôle 10,46 % du capital du journal.

Les titres de la SDL sont inscrits sur le marché libre OTC, code SICOVAM 3477. Ceux et celles qui possèdent un portefeuille peuvent passer un ordre d'achat à leur banque. Les autres peuvent acheter une ou des actions en demandant le dossier au secrétariat de la SDL. Les actions ainsi acquises seront inscrites en « compte nominatif pur », formule qui n'entraîne pas de droit de garde pour l'actionnaire.

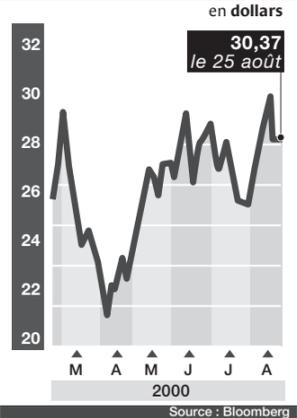
Cours de l'action le 25 août 2000 : 504,43 F, 76,90 €.

* Société des lecteurs du Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél. : 01-42-17-25-01. Courriel : sdl@lemonde.fr

MATIÈRES PREMIÈRES

Nouvelle fébrilité

COURS DU BARIL DE BRENT



Source : Bloomberg

LE MARCHÉ du pétrole reste toujours très fébrile, et les analystes estiment que cette situation devrait durer au moins jusqu'au 10 septembre, date prévue de la rencontre des onze pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Les prix se maintiennent au-dessus des 30 dollars tant pour le Brent, qualité de référence de la mer du Nord, que pour le light sweet crude négocié à New-York, dont les prix atteignaient vendredi 25 août respectivement 30, 37 dollars et de 32,03 dollars.

Mercredi, les cours du brut ont nettement progressé après l'annonce d'une forte baisse des stocks aux Etats-Unis. Selon l'Institut américain du pétrole (API), au 18 août, les réserves sont tombées à 279,7 millions de barils, contre 287,47 millions une semaine auparavant. Les stocks sont en retrait de 11,1 % par rapport au niveau de l'année précédente et sont au plus bas depuis vingt-quatre ans.

Les interventions politiques se sont multipliées cette semaine mais sont restées sans effet. Lundi, la commissaire européenne à l'énergie, Loyola de Palacio, a exprimé les inquiétudes de l'Union européenne lors d'un entretien téléphonique avec Ali Rodriguez, président de l'OPEP et ministre vénézuélien de l'énergie. Cette initiative a été prise en concertation avec les Etats-Unis et le secrétaire américain à l'énergie, Bill Richardson.

Mercredi, Bill Clinton a aussi plaidé pour des cours plus modérés : « Des prix élevés entraîneront un retour de la récession ailleurs, ce qui ferait baisser dramatiquement la demande pour une longue période », a prévenu le président américain. « Il n'est pas possible pour l'OPEP d'intervenir chaque jour et à chaque fois que les prix montent », prévenait, de son côté, le secrétaire général de l'OPEP Rilwanu Lukman, dans un entretien publié mercredi par le quotidien Asharq al-Awsat, basé à Londres. L'organisation « interviendra lorsqu'elle y verra un intérêt commun » à ses onze pays membres. « Les ministres vont évaluer le marché et, si nécessaire, ils corrigeront en produisant plus de brut », déclarait le lendemain Shokri Ghanem, un autre responsable de l'organisation pour tenter de rassurer les marchés.

SPORTS Cent quatre-vingts coureurs prennent le départ, ce samedi 26 août, à Malaga, du 55^e Tour d'Espagne. Un parcours de 21 étapes, long de 2 896,5 km, les attend. Il

s'agit de la Vuelta la plus courte depuis 1977. Trois contre-la-montre individuels et six arrivées en montagne sont également au programme. ● LES ORGANISATEURS

vont procéder à des contrôles antidopage renforcés. Comme sur le Tour de France, les corticoïdes seront détectés, ainsi que l'EPO, après congélation des urines. ● LES RÉ-

CENTES RÉVÉLATIONS sur l'usage de produits illicites avec prescription médicale lors du Tour de France et du Giro ont semé le trouble dans le peloton. ● L'ÉQUIPE Jean-Delatour,

créée il y a un an, mais pas retenue pour le Tour de France, participe à sa première grande épreuve par étapes. Elle sera la seule formation française de la Vuelta.

La Vuelta réduit sa distance et muscle ses contrôles antidopage

La 55^e édition du Tour d'Espagne, partie samedi de Malaga, va se disputer sur un parcours relativement court, mais plus nerveux, supposé ménager les organismes. Comme lors du dernier Tour de France, les corticoïdes et l'EPO seront détectés dans les urines des coureurs

MALAGA

de notre envoyé spécial

Jeux olympiques obligent, la Vuelta cyclista d'España 2000 a dû bousculer ses habitudes. La 55^e édition devait s'élancer samedi 26 août sur le coup de 17 heures par un prologue de 13,3 kilomètres disputé dans les rues de Malaga (Andalousie), avec une semaine d'avance sur son calendrier initial. C'est donc sur une Costa del Sol encore envahie de touristes et sous une chaleur torride que cent quatre-vingts coureurs ont entamé ce troisième et dernier grand Tour de la saison, ultime épreuve sur route avant le rendez-vous de Sydney, fixé au 27 septembre.

En l'absence de l'intouchable Lance Armstrong (US Postal) - l'Américain vainqueur des deux derniers tours de France préfère préparer les Jeux à l'abri des regards indiscrets -, l'Allemand Jan Ullrich (Telekom), vainqueur de l'édition précédente et deuxième sur le podium des Champs-Élysées le 23 juillet à Paris, fait figure de principal favori. D'autant que la forme du Suisse Alex Zülle (Banesto), vainqueur en 1996 et 1997, et celle de l'Espagnol Abraham Olano (Once), vainqueur en 1998, auteurs l'un et l'autre d'un Tour de France très décevant, reste une totale interrogation. Encore sous le coup d'une terrible fatigue, Laurent Jalabert (Once), qui avait remporté l'épreuve en 1995, a préféré s'abstenir. Du côté des Français, majoritairement

absents, Richard Virenque (Polti) pourrait jouer le trouble-fête à l'approche de la montagne dans la seconde partie de la course. L'arrivée le 17 septembre à Madrid parachèvera ce périple ibérique long de 2 896,5 kilomètres - le plus court depuis 1977 -, et découpé en vingt et une étapes.

Des distances oscillant entre 130 et 160 kilomètres (138 km en moyenne) - la plus longue étape se courra lundi 28 août entre Montoro et Valdepenas, sur 198 kilomètres -, un parcours général nerveux et la programmation de trois contre-la-montre individuels et deux journées de repos sont les nouveautés de cette édition soucieuse de ménager les organismes des participants. Sages précautions, un mois seulement après l'arrivée d'un Tour de France placé sous le signe des ordonnances médicales prescrites à un peloton souffrant visiblement d'une santé défaillante. Peut-être faut-il voir dans cette intention des organisateurs espagnols la volonté de s'engager fermement sur le chemin de la lutte contre le dopage qui colle toujours aux boyaux du peloton.

« CE CHIFFRE EST FAUX »

Ainsi, après l'annonce spectaculaire, le 8 août, de la détection de produits illicites dans 45 % des urines contrôlés durant la Grande Boucle, le 19 août un magazine spécialisé italien publiait les révélations diffusées sur le site Internet d'un



L'Allemand Jan Ullrich, dont la dernière victoire remonte au 17 août, lors de la Coppa Agostoni, figure parmi les favoris du 55^e Tour d'Espagne.

journaliste romain concernant le Giro. Selon ce journaliste, « quatre-vingts coureurs ayant disputé le Tour d'Italie, du 15 mai au 6 juin, ont eu recours aux corticoïdes » (Le Monde du 22 août). Interrogé par

Le Monde, Enrico Carpani, porte-parole de l'Union cycliste internationale (UCI), n'a contesté que le chiffre sans démentir la validité de l'information. « Ce chiffre est faux », a-t-il simplement déclaré, tout en

refusant de préciser le nombre exact.

Suffisamment alarmant pour l'instance suprême du cyclisme mondial qui, le 27 juin, a cru bon de réunir les médecins des équipes

concernées dans la banlieue de Milan. Une réunion demeurée secrète pendant près de deux mois. L'UCI et son porte-parole s'en défendent : « Nous n'avons jamais cherché à dissimuler la tenue de cette réunion, nous avons simplement souhaité que son contenu demeure confidentiel », affirme-t-il aujourd'hui. A ce moment-là - trois jours avant le départ du Tour de France -, une information claire sur ce problème aurait peut-être alerté les organisateurs, les dirigeants et l'entourage médical des équipes. Et le nombre de prescriptions de corticostéroïdes et autres salbutamol n'aurait alors peut-être pas provoqué l'émotion du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage français deux semaines après l'arrivée.

MANQUE DE FIABILITÉ

Toujours selon ces sources italiennes, une proportion non négligeable de coureurs ayant consommé ces substances à l'occasion du Giro n'aurait présenté aucune justification thérapeutique préalable, pourtant obligatoire. Et si aucune démarche disciplinaire n'a pour l'heure été menée à leur encontre, c'est, selon le porte-parole de l'UCI, en raison du manque de fiabilité des procédés de contrôle en usage au laboratoire de Rome. « Notre problème vient de ce que tous les laboratoires antidopage accrédités ne disposent pas de la même méthode de détection des corticoïdes, confie Enrico Carpani. Celle du laboratoire français de Châtenay-Malabry est valable à 100 %, mais celle de Rome l'est beaucoup moins. Aussi, dans le cas du Giro, on s'exposait au risque de déclarer des faux positifs et, en cas de poursuites judiciaires, nous perdions le procès. »

A l'heure où démarre la Vuelta, que faut-il penser des compétences du laboratoire antidopage espagnol ? La réponse sera connue dans quelques semaines. Comme au Giro et au Tour de France, les corticoïdes seront systématiquement recherchés lors des contrôles effectués durant les trois semaines de course. A quel niveau s'élève le nombre de prescriptions permettant la prise de ces substances ? L'UCI ne communique pas de telles informations, prétextant du secret médical. Enfin, comme lors du Tour de France, les urines seront congelées afin de déceler a posteriori la présence éventuelle d'érythropoïétine (EPO) exogène. Les résultats ne seront connus que lorsque la méthode de détection sera validée par un collège d'experts indépendants mandatés par l'UCI.

Y. B.

Yves Bordenave

L'équipe Jean-Delatour se lance à l'assaut de son premier grand Tour

MALAGA (sud de l'Espagne)

de notre envoyé spécial

Une barre de béton haute d'une douzaine d'étages qui se dresse en bord de mer ; deux ou trois cents chambres enfilade et, en contrebas, une route qui serpente le long du littoral écrasé sous la chaleur. C'est là, à Benamaldena, une station balnéaire comme il en fleurit par dizaines sur la Costa del Sol, à une vingtaine de kilomètres de Malaga (Andalousie), que la formation Jean-Delatour s'est installée en vue du départ de la Vuelta. Michel Gros, son directeur sportif, est arrivé le premier, dès jeudi après-midi, impatient de se frotter à une grande épreuve internationale par étapes.

Déçu de ne pas avoir été retenue pour le Tour de France, la jeune équipe française créée voilà tout juste un an a rongé son frein durant tous les mois de juin et la première partie de juillet. « C'est vrai, reconnaît Michel Gros, nous fondions beaucoup d'espoirs sur notre venue dans le Tour. Le sponsor (un entrepreneur de la région lyonnaise spécialisé dans le commerce des montres en grandes surfaces) s'était en-

gagé dans la caravane publicitaire et avait investi de l'argent. Au plan sportif, c'était l'occasion de nous aguerrir. Notre absence forcée a provoqué un peu d'amertume. Mais maintenant c'est terminé. »

Dès la première semaine de juin, seulement quelques jours après l'annonce faite par la direction de la Grande Boucle d'écarter la candidature de sa formation, Michel Gros s'est tourné vers les organisateurs de la Vuelta. « Au départ, leur réponse n'était pourtant pas très encourageante, se souvient-il. Mais finalement, le 10 juillet, ils m'ont appelé afin que je confirme. Dès lors, pour moi, la question a été de remotiver les gars. » Finies les vacances. Du 10 au 15 juillet, l'équipe s'est retrouvée en stage du côté de Belleville, dans le Beaujolais, afin de préparer sa rentrée aoûtienne. Une rentrée plutôt réussie puisque, dimanche 20 août, Patrice Halgand triomphait au Tour du Limousin, signant ainsi sa sixième victoire personnelle de la saison, la douzième de l'équipe et la première d'une course à étapes.

Jusqu'au 17 septembre, date de l'arrivée de ce 55^e Tour d'Espagne, à Madrid,

l'équipe Jean-Delatour sera la seule formation française en lice sur les routes ibériques, puisque Festina, également au départ, n'aligne qu'un seul coureur français, Florent Brard. Cet isolement n'effraie pas Michel Gros. « Nous sommes ici sans pression. On vient là pour apprendre. Un succès d'étape de Patrice Halgand ou de Laurent Brochard satisfierait nos ambitions », dit-il.

« UN CYCLISME PROPRE »

Constituée dans la période la plus noire de l'histoire du cyclisme, cette formation s'est structurée autour de son patron, Michel Gros, et de son leader, Laurent Brochard, tous deux anciens de Festina. Composée pour partie de jeunes coureurs, elle compte également dans ses rangs Christophe Bassons, ancien de la Française des jeux et de Festina, devenu célèbre pour avoir maintes fois exprimé son refus net du dopage. Celui-ci semble avoir fait des émules autour de lui, puisque, selon Michel Gros, aucun des 15 coureurs sous contrat n'a jusqu'à ce jour présenté le moindre certificat médical justifiant la prise de substances à base de corticoïdes ou de salbuta-

Les drag queens, invitées surprise de la cérémonie de clôture

L'ÉVÉNEMENT est d'importance. Historique, même. A vingt-trois jours de l'ouverture des Jeux, mercredi 23 août 2000, l'Australie a cessé de parler de sport.

Les noms de Cathy Freeman et Ian Thorpe ont disparu des conversations, comme chassés par une rafale plus forte que le vent du large. A leur place, un sujet a fait la « une » des quotidiens, l'ouverture des journaux télévisés du soir et le bonheur des chroniqueurs : les drag queens seront les invitées surprise de la cérémonie de clôture des Jeux de l'an 2000.

L'information a été révélée aux Australiens par une indiscretion du Sydney Morning Herald. Le journal assure que les organisateurs des Jeux auraient prévu un spectacle de travestis, en per-ruques et talons hauts, au dernier soir des Jeux. Une quarantaine de drag queens défilèrent, perchées sur un char long comme un autobus, sur la piste du Stade olym-

pique. Elles chanteront et danseront. Et, détail dévoilé par un informateur digne de confiance, Ric Birch, le directeur des cérémonies des Jeux, elles seront habillées des tenues originales portées dans le film Priscilla, reine du désert.

A Sydney, le public a d'abord cru à un canular. Il en a ri, un moment, puis a rapidement fait la grimace quand plusieurs sources proches du comité d'organisation des Jeux ont confirmé la rumeur. Et Michael Knight, le ministre olympique, l'a virtuellement authentifiée en refusant de démentir l'information du quotidien australien. Déterminé à calmer l'opinion, il a expliqué qu'il n'était pas une question de célébrer une quelconque forme de travestissement, mais simplement de rendre hommage au cinéma australien.

Le défilé des drag queens ferait partie d'un spectacle plus large, consacré aux réussites les plus flamboyantes du cinéma australien, Mad Max, Crocodile Dundee et, bien sûr, Priscilla... La précision semblait utile,

mais elle n'a calmé personne. Les organisations religieuses ont crié au scandale, l'archevêque de l'Eglise anglicane de Sydney a exprimé sa « honte » devant une telle initiative.

UN SILENCE DE CATHÉDRALE

Journalistes et radios ont été submergés d'appels et de courriers de lecteurs manifestant leur colère et réclamant le remboursement immédiat de leurs places au Stade olympique. « Je ne suis pas homosexuel, je n'ai aucun ami homosexuel et je n'ai pas envie que le monde entier pense que tous les Australiens portent des perruques et s'habillent en grandes folles », s'est emporté un auditeur d'une émission de radio du matin. Pressé de prendre position sur cette brûlante question, le président du comité olympique australien, John Coates, s'est accordé un court délai de réflexion. Avant de faire preuve d'un sens de l'humour qu'on ne lui connaissait pas, pour suggérer qu'il s'agissait d'un « excellent moyen de vendre des places », la cérémonie de clô-

ture n'ayant toujours pas fait le plein de spectateurs.

La presse australienne, elle, a dépêché un bataillon de reporters sur Oxford Street et dans les rues de Paddington, le quartier de prédilection de la communauté homosexuelle de Sydney. Mais, surprise, ils se sont heurtés à un mur.

Les plus illustres drag queens de la ville, des célébrités locales aux noms aussi improbables que Mitzi Macintosh, Portia Turbo, Trudi Valentine ou Chelsea Bun, ont répondu aux questions par un silence de cathédrale.

Avant d'expliquer que les responsables des Jeux les renverraient sur-le-champ s'ils apprenaient qu'elles avaient rompu la clause de confidentialité imposée à toutes les personnes impliquées, de près comme de loin, dans l'organisation des cérémonies. « Et je ne veux pas, a murmuré l'une d'elles, risquer de manquer cette occasion unique de danser devant la terre entière. »

Alain Mercier

Tirage s favorables pour les Français dans les coupes d'Europe de football

LE TIRAGE au sort de la Ligue des champions, vendredi 25 août à Monaco, n'a pas été défavorable aux trois clubs français engagés dans cette compétition, dont la première phase débutera mardi 12 septembre pour se terminer mercredi 8 novembre. Le champion de France en titre, l'AS Monaco, se retrouve dans le groupe D aux côtés de l'équipe autrichienne de Sturm Graz des Glasgow Rangers et du club turc de Galatasaray, qui, ironie des circonstances, était en Principauté vendredi soir afin de rencontrer le Real Madrid en finale de la Supercoupe d'Europe. Grâce à deux buts de sa nouvelle recrue brésilienne Mario Jardel, Galatasaray, vainqueur de la Coupe de l'UEFA, a pris le dessus (2-1) sur le vainqueur de la dernière Ligue des champions.

Le Paris SG, a été placé dans le groupe F, avec le Bayern Munich, l'équipe norvégienne de Rosenborg Trondheim et le club suédois de Helsingborg, qui a éliminé l'Inter Milan lors du tour préliminaire. Terminer à l'une des deux pre-

mières places qualificatives devrait être également à la portée de l'Olympique lyonnais, qui, dans le groupe C, rencontrera l'Olympiakos Le Pirée, l'équipe néerlandaise de Heerenveen et le FC Valence. Les autres groupes sont composés ainsi : groupe A : Real Madrid, Spartak Moscou, Bayer Leverkusen, Sporting Lisbonne ; groupe B : Lazio Rome, Arsenal, Sparta Prague, Chaktior Donesk (Ukraine) ; groupe E : Juventus Turin, Deportivo La Corogne, Panathinaïkos, Hambourg ; groupe G : Manchester United, PSV Eindhoven, Dynamo Kiev, Anderlecht ; groupe H : Barcelone, Milan AC, Leeds, Besiktas Istanbul.

Le premier tour de la Coupe de l'UEFA a également été tiré au sort vendredi. Les footballeurs de D2 de Gueugnon, vainqueurs de la Coupe de la Ligue, seront opposés aux Grecs d'Iraklis. Nantes rencontrera le club ukrainien de Krivbas Krivoï-Rog et Bordeaux l'équipe belge de Lierse. Les matches, aller et retour, auront lieu les 14 et 28 septembre.

Encore de la pluie et des orages

DIMANCHE. La perturbation pluvio-orageuse située des Pyrénées à la Normandie se décale vers l'est. Des orages parfois forts éclateront sur le Nord-Est et Rhône-Alpes. A l'arrière, un temps de traîne s'installe, plus frais avec des averses.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Les nuages et les éclaircies alternent avec des averses. Des coups de tonnerre peuvent se faire entendre près des côtes. Le vent d'ouest est modéré. Les températures sont comprises entre 19 et 24 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le ciel est partagé entre nuages, éclaircies et averses. Le vent d'ouest est modéré. Les températures sont plus fraîches, entre 21 et 23 degrés.

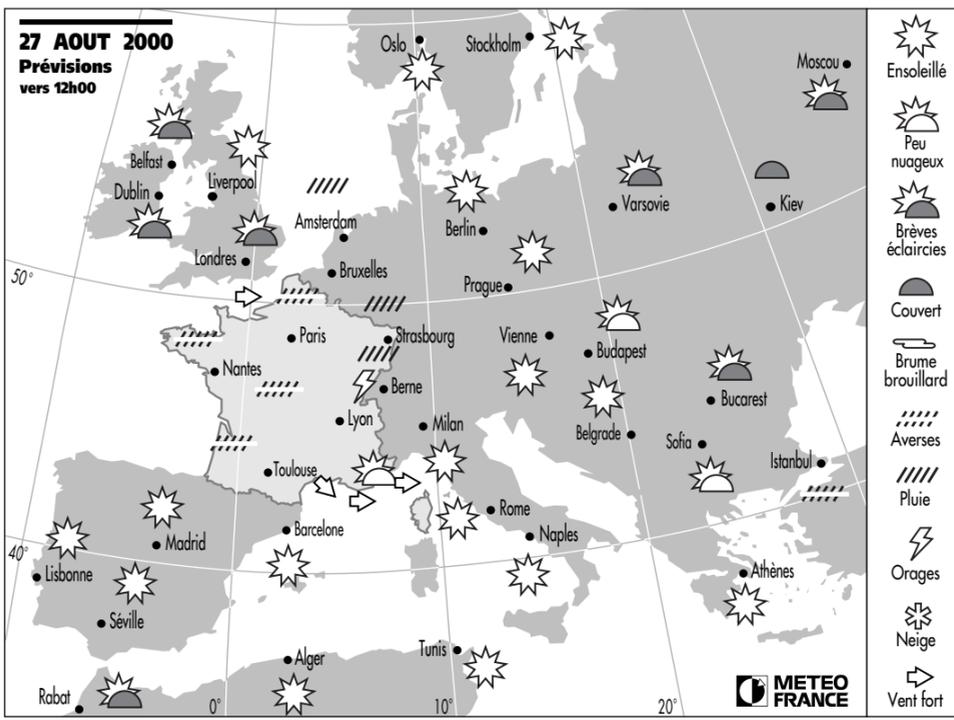
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Le ciel est couvert avec des pluies orageuses. Les orages peuvent être parfois forts. A par-

tir de la mi-journée, quelques éclaircies reviennent. Le thermomètre chute et indique de 19 à 21 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Nuages et éclaircies alternent avec des averses. Les Pyrénées restent plus accrochées par les nuages. Les températures sont comprises entre 20 et 25 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - La région Rhône-Alpes est touchée par des pluies et des orages parfois forts. Ailleurs, les nuages sont nombreux et donnent des averses. Le thermomètre indique 19 à 23 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil brille malgré des passages nuageux. Quelques ondées se produisent sur la Côte d'Azur. La tramontane atteint 80 km/h et le vent d'ouest se renforce à 90 km/h sur la côte. Températures, de 23 à 27 degrés sur le Languedoc-Roussillon et de 27 à 32 degrés ailleurs.



http://www.ebookers.fr

Soif de vacances? Les prix sont frais sur ebookers.fr

ebookers.fr
Vous êtes déjà là-bas

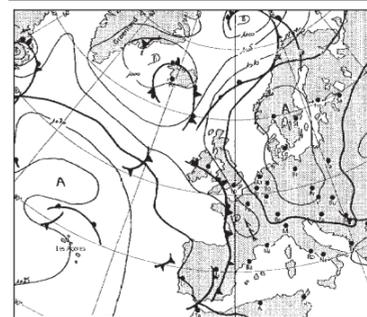
ADL met clé-ebookers
© 2000 ebookers.com s.r.l. Licence L197000047

PRÉVISIONS POUR LE 27 AOÛT 2000

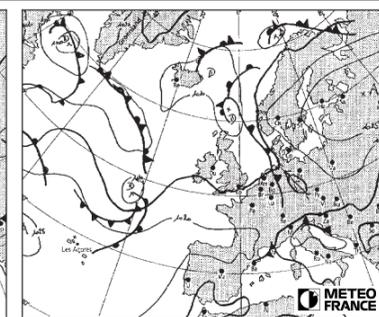
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	14/18 P	14/22 P
AJACCIO	21/28 N	14/22 P	14/22 P
BIARRITZ	17/22 P	NICE	22/26 N
BORDEAUX	17/24 P	PARIS	14/22 P
BOURGES	15/22 P	PAU	13/20 P
BREST	13/19 P	PERPIGNAN	20/24 N
CAEN	15/19 P	RENNES	14/21 P
CHERBOURG	14/20 P	ST-ETIENNE	13/22 P
CLERMONT-F.	15/20 P	STRASBOURG	14/19 P
DIJON	14/19 P	TOULOUSE	17/22 P
GRENOBLE	12/20 P	TOURS	14/22 P
LILLE	15/21 P	FRANCE outre-mer	
LIMOGES	15/20 P	CAYENNE	23/32 S
LYON	15/22 P	FORT-DE-FR.	25/30 S
MARSEILLE	22/26 N	NOUMEA	18/23 S

20/27 S	KIEV	12/24 C	VENISE	19/28 S	LE CAIRE	23/33 S
25/32 S	LISBONNE	18/27 S	VIENNE	10/25 S	NAIROBI	15/25 C
19/23 S	LIVERPOOL	12/17 S	AMÉRIQUES	23/32 C	PRETORIA	12/26 S
EUROPE	LONDRES	13/20 N	BRASILIA	5/12 C	RABAT	17/26 N
AMSTERDAM	14/18 P	LUXEMBOURG	BUENOS AIR.	27/33 P	TUNIS	25/40 S
ATHENES	23/31 S	MADRID	CARACAS	21/24 C	ASIE-OCEANIE	
BARCELONE	19/26 S	MILAN	CHICAGO	14/19 C	BANGKOK	26/33 C
BELFAST	11/16 N	MOSCOW	LIMA	14/19 C	BEYROUTH	25/30 N
BELGRADE	13/26 S	MUNICH	LOS ANGELES	16/23 S	BOMBAY	25/27 P
BERLIN	12/26 S	NAPLES	MEXICO	12/23 S	DIJAKARTA	26/31 S
BERNE	9/18 P	OSLO	MONTREAL	17/23 S	DUBAI	32/43 S
BRUXELLES	13/19 S	PALMA DE M.	NEW YORK	20/27 S	HANOI	26/34 C
BUCAREST	10/23 N	PRAGUE	SAN FRANCISCO	12/18 C	HONGKONG	26/28 P
BUDAPEST	11/25 S	ROME	SANTIAGO/CHI	-2/10 S	JERUSALEM	23/30 S
COPENHAGUE	13/21 S	SEVILLE	TORONTO	17/24 S	NEW DEHLI	25/33 S
DUBLIN	10/16 N	SOFIA	WASHINGTON	18/31 C	PEKIN	23/28 S
FRANCFORT	13/18 P	ST-PETERSB.	14/19 S	AFRIQUE	SEUL	22/27 C
GENEVE	13/17 P	STOCKHOLM	10/20 S	ALGER	SINGAPOUR	27/30 S
HELSINKI	11/19 S	TENERIFE	17/24 S	DAKAR	SYDNEY	10/19 S
ISTANBUL	16/23 P	VARSOVIE	9/20 N	KINSHASA	TOKYO	26/33 S



Situation le 26 août à 0 heure TU



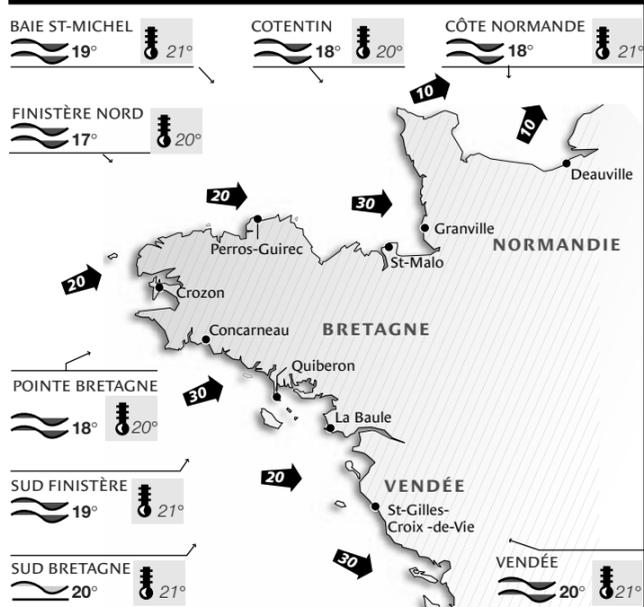
Prévisions pour le 28 août à 0 heure TU

Sur les plages

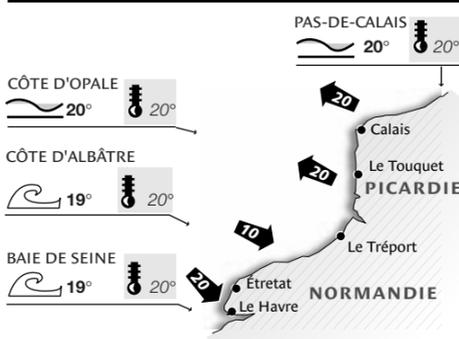
Le 26 août 2000 vers 14 heures

Le temps se gâte sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique : les passages nuageux fréquents donnent des averses, qui se raréfient l'après-midi sur les côtes bretonnes. En Méditerranée, le soleil persiste de la Côte d'Azur à la Corse, le ciel est plus mitigé en Languedoc et Provence.

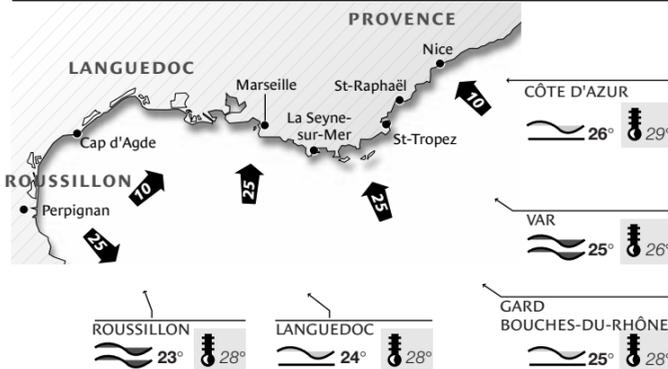
Ouest



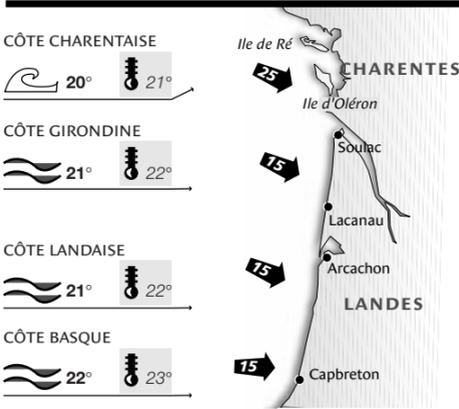
Nord



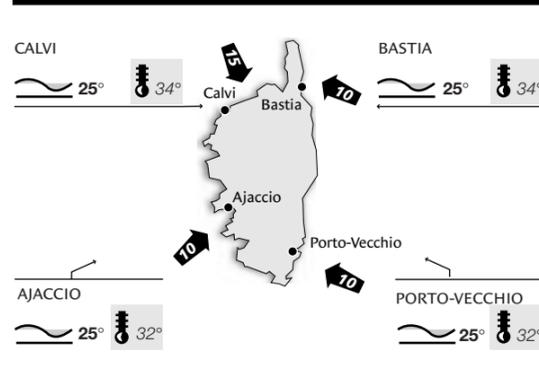
Sud



Sud-Ouest



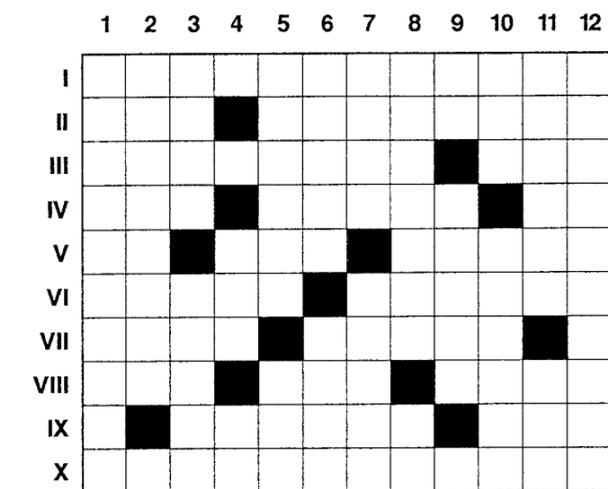
Corse



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 00 - 205

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Réaction de base. - II. Poisson rouge. Ouverture mexicaine vers le large. - III. Crée des zones d'échanges très libres. Pour fêter la victoire. - IV. Prépare au travail. Du Venezuela à la Terre de Feu. Fait la liaison. - V. Le scandium. Aux Pays-Bas. Fera part de sa mauvaise humeur. - VI. Ceux qui te sont proches. Marque la fin du ramadan chez les Turcs. - VII. Se laisse aller. Mettre en place avec difficulté. - VIII. Se permet. Tout le savoir-faire.

Ramasse et répare les dégâts de la route. - IX. Vent marin. Personnel renversé. - X. Passée et repassée en tous sens.

VERTICALEMENT

I. Ça va mal quand elle nous gagne. - 2. Bien moins pénibles. - 3. Qui risque de tarder un peu. Laisse échapper les gaz. - 4. On en sort pour aller aux cabinets. Toujours coté. - 5. Mesures électriques. Mesure agraire. - 6. N'a pas quitté l'Eglise russe mais se retrouve au PC. Pour

suspendre. - 7. Est devenu chef de bande. Assembler à grands points. - 8. Comme des victoires restées à Athènes. Points. - 9. Personnel. Restes de combustion. - 10. Au Nigeria. Batailles la campagne. - 11. Mettra en couleur. Un tournant de la vie. - 12. Veilleur de nuit.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 00 - 204

HORIZONTALEMENT

I. Ultracourtes. - II. Nouilles. Omo. - III. Ite. Leu. Vamp. - IV. Veuve. Friser. - V. Erreurs. Etna. - VI. Rist. GR. En. - VII. SE. INC. Og. Ri. - VIII. Prorogeras. - IX. Toi. Iago. Ait. - X.ensorceuse.

VERTICALEMENT

1. Université. - 2. Loterie. On. - 3. Tueurs. Pis. - 4. Ri. Vêtir. - 5. Alleu. Noir. - 6. Clé. Ric-rac. - 7. Cœufs. Oge. - 8. Us. Gogol. - 9. Vierge. - 10. Toast. RAU. - 11. Emmènerais. - 12. Soprano.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunschbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

ÉCHECS

N° 1911

COUPE DE LA MER DU NORD (Esbjerg Den, 2000)
Blancs : A. Gritschuk.
Noirs : M. Gourevich.
Défense française.
Variante d'avance.

1. é4	é6	17. Dd2	Ta8
2. d4	d5	18. Cél (e)	Tf-b8
3. é5	c5	19. Cç2	g6
4. c3	Cç6	20. Cç3	Fé6
5. Cf3	Fd7 (a)	21. f4	h5 (f)
6. Fé2	Cg-é7	22. Dd1 (g)	Rg7
7. Ca3	cxd4 (b)	23. Fxh5 (h)	gxh5
8. cxd4	Cf5	24. Dxh5	Th8
9. Cç2	Db6	25. Cxf5+	Fxf5
10. 0-0	a5 (c)	26. Dxf5 (j)	Cxd4
11. Rh1 (d)	Cb4	27. Dd3 (i)	Txh2+!! (k)
12. Cç3	Tç8	28. Rxh2 (l)	Th8+
13. Cxf5	éxf5	29. Rg3 (m)	Fh4+
14. Fd2	Fé7	30. Rg4 (n)	Dh6
15. a3	Cç6	31. abandon (o)	
16. Fç3	0-0		

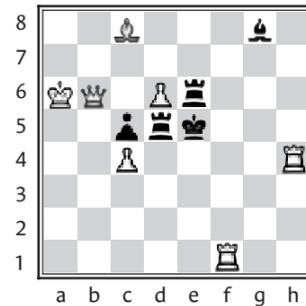
NOTES

a) Ou 5... Db6 ; 6. a3.
b) 7... Cç6 est aussi à envisager : 8. h4, Fé7 ; 9. g3, cxd4 ; 10. cxd4, 0-0 ; 11. h5, Ch8 ; 12. Cç2, f6 ; 13. éxf6, Fxf6 ; 14. b3, Cf7 ; 15. Fb2, Da5+ ; 16. Dd2, Dxd2+ ; 17. Cxd2, Cç6 ; 18. Fg4, Tf-ç8 ; 19. 0-0, Tç7 ; 20. Tf-él, Ta-ç8 ; 21. Rg2, Rf7 ; 22. Ta-d1, a5 ; 23. Cf3, Cç7 ; 24. Cç3, Cç4 ; 25. Tç1, b5 ; 26. Fh3, b4 ; 27. Txç7, Txç7 ; 28. a3, a4 ; 29. bxa3, b3!, et les Noirs gagnèrent dix coups plus tard (de La Villa-Korchnoi, 1970).
c) A noter que Gourevich évite la suite 10... Ca5 ; 11. g4!, Cç7 ; 12. Cf-él, Fb5 ; 13. Cd3 ; h5! ; 14. gxh5, Cf5, qui donne pourtant aux Noirs du contre-jeu (Sveshnikov-Dolmatov, URSS, 1988).
d) Douteux et lent. Peut-être faut-il se lancer dans la bataille par 11. g4, Cf-é7 ; 12. Cf-él, h5 ; 13. gxh5, Cf5 ; 14. Fé3, f6 comme dans la partie Sveshnikov-Razuvaïev (Moscou, 1985).
e) Envisageant de se rendre en é3 comme le C-D.
f) Interdit la rupture g2-g4.
g) L'attirance est immédiate.
h) 23. Ff3 était moins risqué.
i) Trois pions pour la pièce sont suffisants.
j) 27. Dg4+ renversait la situation : Rf8 ; 28. f5! Dh6 ; 29. h3, Cç6 ; 30. f6, Fd8 ou Fç5 ; 31. é6.
k) Une explosion non prévue des Blancs.
l) Si 28. Rg1, Cf3 mat.
m) Forcé.
n) Si 30. Rh3, Ff2+ ; 31. Rg4, Th4 mat.
o) 31... Dh5 mat est imparable. Si 31. f5, Dg5+ ; 32. Rh3, Fg3 mat.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1910 P. KNIEST (1946).

(Blancs : Rh3, Db6, Th4, Ff5, Cç2 et g6, Pé3. Noirs : Rd5, Dç3, Fb4, Cç5. Mat en deux coups.)
1. Dç7! menace 2. Cç7 mat.
1... C joué ; 2. Cç4 mat.
1... Cç3 ; 2. é4 mat.
1... Cç6 ; 2. Fé4 mat.
1... Dd4 ; 2. Txd4 mat.
1... Dé5/f6/g7 ; 2. Cxb4 mat.
1... Dxe3+ ; 2. Cxe3 mat.

PROBLÈME N° 1911 A. ELLERMAN (1948)



Blancs (7) : Ra6, Db6, Tf1 et h4, Fç8, Pç4 et d6.
Noirs (5) : Ré5, Td5 et é6, Fg8, Pç5.
Mat en deux coups.

Claude Lemoine

CHANSON Plus de trente ans après sa mort, le 3 octobre 1967 à New York, plusieurs chanteurs anglo-saxons n'en finissent pas de redécouvrir Woody Guthrie. Connus es-

sentielle pour ses chroniques des fermiers ruinés pendant la Grande Dépression des années 30, Guthrie est l'auteur d'au moins trois mille chansons, peu à peu rassem-

blées par sa fille. ● **DEUX SORTIES** récentes célèbrent sa mémoire. *'Til We Outnumber'em* est le témoignage d'un concert donné en 1996 réunissant, parmi d'autres, Ani Di

Franco et Bruce Springsteen. Le projet *Mermaid Avenue*, mise en musique d'inédits de Guthrie par le chanteur anglais Billy Bragg et le groupe américain Wilco, s'est aug-

menté d'un deuxième volume. ● **DANS UN ENTRETEN** au *Monde*, Billy Bragg évoque la filiation de Woody Guthrie avec les ménestrels du XVII^e siècle et... les punks.

La parole ressuscitée de Woody Guthrie

Le chanteur anglais Billy Bragg et le groupe américain Wilco publient le deuxième volume de « Mermaid Avenue », mises en musique d'inédits de l'auteur de « This Land Is Your Land ». Cet hommage est l'occasion de découvrir le versant poétique de l'œuvre du « protest singer »

UN TYPE à l'air sympathique coiffé d'une casquette, vêtu d'une chemise à carreau et armé d'une guitare frappée d'une inscription foudroyante : « Cette machine tue les fascistes. » Avec le temps, le nom de Woody Guthrie ne renvoyait plus qu'à une icône du folk américain d'avant-guerre. Or on regarde les icônes, mais on ne les entend pas. La voix de Woody Guthrie s'éteignait progressivement jusqu'à l'ouverture des archives familiales, en 1996, qui allait donner naissance à une passionnée et passionnante expérience de résurrection, l'album *Mermaid Avenue*, mise en musique de textes inédits par le chanteur anglais Billy Bragg et le groupe américain Wilco. La publication récente du deuxième volet de *Mermaid Avenue*, celle de *'Til We Outnumber'em*, un concert donné en 1996, l'achèvement enfin de la réédition d'enregistrements historiques, *The Asch Recordings*, ramènent à nouveau le disparu dans l'actualité.

Woody Guthrie revient de loin. Pour la plupart des Américains, son héritage s'est limité à une chanson, que tous les enfants ont entonné un jour ou l'autre en classe : *This Land Is Your Land*, hymne patriotique composé en 1940 en réaction au nationalisme religieux de *God Bless America*, d'Irving Berlin. Ceux que le folk ne passionne guère savent parfois que Bob Dylan se rendit en 1961 dans un hôpital new-yorkais, au chevet de son idole alors terrassée par la maladie de Huntington, qui devait l'emporter en 1967.

Ecouter et lire

● **Albums.** Woody Guthrie, *The Asch Recordings*, vol. 1-4, Smithsonian/Folkways ; Billy Bragg & Wilco, *Mermaid Avenue* vol. I et II, 2 CD distincts Elektra/Warner ; *'Til We Outnumber'em...*, 1 CD Righteous Babe Records.

● **Livres.** Woody Guthrie, *En route pour la gloire*, 10/18 ; Joe Klein, *Woody Guthrie, A Life* (1980), Ballantine/Random House, New York.

● **Exposition.** « *This Land Is Your Land : The Life and Legacy of Woody Guthrie* », organisée par The Woody Guthrie Archives et The Smithsonian Institution, présentée jusqu'au 24 septembre au National Museum of American History de Washington.

Avec le bluesman Robert Johnson et le chanteur de country Hank Williams, Woody Guthrie forme le triangle d'or de la musique populaire américaine, précurseur du rock'n'roll. Des trois, Guthrie est le seul dont la postérité a subi le déclin du genre auquel on l'identifie. Le folk américain, dans son versant *protest song*, s'est asséché au point de devenir une langue presque morte. Dans les années 60, ses intégristes mirent en cause Dylan. En vendant son âme au diable – le rock – en 1965, le chanteur abandonne les thèmes protestataires pour se consacrer à une narration égotiste et surréaliste. Etrange paradoxe : Dylan, qui a grandement contribué à populariser Woody Guthrie, est aussi accusé d'avoir été son fossoyeur et celui de ses héritiers (Pete Seeger, Tom Paxton, Phil Ochs).

THÈMES INATTENDUS

Si les orthodoxes du folk ont oublié les raisons principales de son recul (le déclin de l'ultra-gauche américaine après la guerre du Vietnam), ils ont surtout commis une terrible erreur d'interprétation : Woody Guthrie ne saurait être réduit à un *protest singer*. Les archives ont permis de présenter toutes les facettes d'un homme qui fut poète, écrivain, journaliste, dessinateur, conteur pour enfants, syndicaliste, activiste politique, mais encore féministe ou écologiste... Elles ont surtout révélé un stakhanoviste de la chanson avec la découverte de 2 500 inédits. « *Personne ne connaissait vraiment Woody Guthrie avant que ces textes ne soient révélés*, explique sa fille Nora, cinquante ans. *Si vous connaissez 300 chansons de Woody Guthrie, cela ne représente que 10 % de sa production. S'il se rendait à un meeting syndical en train, il pouvait en écrire trois pendant le voyage. Depuis l'existence des archives, ses amis nous en envoient encore. Il faudra sans doute encore vingt-cinq ans pour tout rassembler.* »

Pour réveiller cette mine d'or, Nora Guthrie a imaginé une solution originale. « *Ma fille de vingt et un ans n'écouterait pas des enregistrements de 1940*, reconnaît-elle. *A cause de l'instrumentation, qui rebute les jeunes générations, les idées se perdent.* » Elle a donc décidé de faire appel à Billy Bragg, le choix d'un non-Américain affirmant l'universalité de Guthrie. Bragg a fait équipe avec Wilco, dont la large



Woody Guthrie photographié par Robin Carson en 1943.

palette musicale (country, rock, pop) permettait d'éviter les canons du folk. Les textes retenus devaient être surprenants. Le premier volume de *Mermaid Avenue*, la rue où habitait Guthrie à Coney Island, révélait, par exemple, qu'il était fou amoureux d'Ingrid Bergman. Le second traite de soucoupes volantes, du métro new-yorkais, du joueur

de base-ball Joe Di Maggio, mais aussi de l'amour, de la perte et de la mort qui s'annonce (le testament poignant de *Remember The Mountain Bed*).

Billy Bragg et Wilco ont fait très exactement le contraire de ces montages macabres où des morts sont sommés de chanter avec des vivants (John Lennon avec Paul

McCartney, Natalie Cole avec son père ou Bob Marley avec Lauryn Hill). Albums magnifiques, *Mermaid Avenue* ressuscitent un grand vivant qui ne demandait que ça. Cet avertissement de Guthrie, annoté sur une partition, vaut en effet caution : « *Toute personne prise en flagrant délit de la chanter sans ma permission et de la diffuser devient*

dra sûrement de mes bons amis, parce que c'est la raison principale pour laquelle je l'ai écrite. »

En comparaison, l'album *'Til We Outnumber'em* paraît plus conventionnel. Après deux années d'âpres négociations, Righteous Babe, le label indépendant de la chanteuse Ani Di Franco, a pu exploiter les bandes de ce concert enregistré en 1996 au Rock'n'Roll Hall of Fame de Cleveland par l'équipe technique de Bruce Springsteen, apothéose d'une semaine d'hommage à travers des conférences, des projections et une exposition de photos. L'affiche réunissait compagnons historiques (Ramblin' Jack Elliott, Pete Seeger), famille (son fils Arlo), disciples revendiqués (Springsteen, Billy Bragg) et jeune génération (Ani Di Franco, Indigo Girls). Ici, le folk règne, tous les interprètes s'accompagnant à la guitare. Ani Di Franco, hantée, offre une version bouleversante de *Do Re Me*, de même que Springsteen avec *Plane Wreck at Los Gatos (Déportée)*, une chanson d'une terrifiante actualité puisqu'elle relate le crash, en 1948, d'un avion transportant des clandestins mexicains.

SPRINGSTEEN EN HÉRITIÈRE

Les archives Woody Guthrie continuent de multiplier les projets. Un nouvel album de mise en musique de prose et poèmes de Woody Guthrie est en préparation, auquel participeront Ani Di Franco et Lou Reed. Nora Guthrie devrait aussi publier d'autres écrits attendus avec gourmandise, « *qu'on qualifierait d'érotiques en Europe et de pornographiques aux États-Unis* ».

Au moment où le rock, aux États-Unis, semble avoir abdiqué toute parole contestataire au profit du rap, Woody Guthrie a-t-il encore des héritiers ? Les démolés de Bruce Springsteen avec les syndicats de policiers new-yorkais (*Le Monde* du 15 juin) – l'auteur de *Born in The USA* s'étant rendu coupable d'avoir évoqué, avec *American Skin (41 Shots)*, le destin d'Amadou Diallo, Guinéen abattu de 41 balles par des policiers – permettent de répondre par l'affirmative. Pour Springsteen, Ani Di Franco ou Billy Bragg, Woody Guthrie reste une référence : un humaniste qui non seulement refusa de baisser les bras, mais osa même brandir le poing.

B. Lt

Un compagnon de route aux semelles de vent

EN 1972, près de vingt ans après la fin du maccarthysme, la population d'Okemah (Oklahoma) était encore divisée quant à l'instauration d'une journée de commémoration de son plus célèbre natif, Woody Guthrie, à cause de ses sympathies communistes. Aujourd'hui, il semble qu'il y ait prescription. A Okemah, Woody Guthrie a été gratifié d'une statue en bronze massif, et le Woody Guthrie Free Folk Festival l'honore depuis trois étés. La poste américaine vient même d'éditer un timbre à son effigie.

« *Je ne suis pas forcément communiste. Mais j'ai été dans le rouge toute ma vie* », avait expliqué avec humour Guthrie. Inscrit sur la liste noire, il n'échappa aux auditions de la Commission des activités antiaméricaines qu'en raison de son hospitalisation. Chroniqueur dans les années 30 pour le *Daily Worker*, le quotidien du Parti communiste américain, il ne put obtenir de carte du parti parce qu'il refusa de renier son christianisme. Condamné à n'être qu'un compagnon de route, il le fut au sens propre du terme, plus souvent en vadrouille qu'en réunion de cellule. Son autobiographie d'errant, *En route pour la gloire* (1943), eut ainsi un lecteur attentif en la personne de Jack Kerouac.

Né en 1912, Woodrow Wilson

Guthrie reçut en prénom le nom du président qui venait d'être élu. A mille lieux de Washington, il devint le saint patron des sans-voix et des sans-grades, ruinés à partir de 1935 par la Dépression, fermiers du Texas, de l'Oklahoma et de l'Arkansas qui tentèrent leur chance en Californie. Dorothea Lange immortalisa cet exode par la photographie, Guthrie à travers des centaines de chansons, les ballades des *dust bowls*, ces tornades de poussière que rencontraient les migrants.

« L'ESPRIT DE L'AMÉRIQUE »

Rambling man (vagabond) sautant dans des trains en marche et traversant le pays en stop, il n'échappe pas à l'attention de John Steinbeck, auquel il avait d'ailleurs emprunté le héros des *Raisins de la colère*, Tom Joad : « *Woody est unique. Des milliers de gens ne le connaissent que sous ce prénom. Il n'est qu'une voix et une guitare. Il chante les chansons du peuple, et je crois bien qu'il est en fait ce peuple. Avec sa voix crue et nasale, sa guitare qui pend comme un cric sur un clou rouillé, Woody n'a rien de sucré, comme il n'est rien de sucré dans ses chansons. Mais ceux qui l'écoutent savent qu'il y a bien plus important. Il y a la volonté des gens de résister et de combattre l'oppression. Je crois qu'on peut dé-*

finir cela comme étant l'esprit de l'Amérique. »

Chroniqueur social, Guthrie se double bientôt d'un agitateur politique. Installé à Los Angeles en 1937, il travaille pour une émission de radio mais passe surtout son temps à chanter dans les grèves et les meetings. En 1940, on le retrouve à New York, membre des Almanac Singers, formation spécialisée dans les chants syndicaux. La lutte antifasciste devient alors prioritaire. En s'engageant dans la marine marchande, il échappera cependant aux combats.

Au début des années 50, on diagnostique chez lui la maladie de Huntington, une dégénérescence héréditaire du système nerveux. Hospitalisé pendant la dernière décennie de sa vie dans différents établissements new-yorkais, paralysé et muet, il n'assista pas à son ascension vers la gloire. Son nom circule alors sur toutes les lèvres dans les cafés de Greenwich Village parce qu'un jeune homme, Robert Zimmerman, qui deviendra Bob Dylan, a appris par cœur deux cents de ses chansons et lui fait une publicité extraordinaire. Il meurt le 3 octobre 1967, laissant cette phrase en guise d'épithète : « *Je suis venu avec la poussière, et je repars avec le vent.* »

B. Lt

Billy Bragg, chanteur

« Le premier punk-rocker et le dernier ménestrel »

« **Comment un Anglais issu de la scène punk peut-il devenir fan de Woody Guthrie ?** »

– Woody Guthrie a exercé une énorme influence sur The Clash, le groupe qui m'a le plus inspiré. Mais il y a une autre connexion personnelle, plus profonde. En 1941, Woody a écrit un article pour un magazine new-yorkais sur la musique qu'il avait apprise enfant de sa mère et de sa grand-mère. Il mentionne une chanson, écrite dans mon pays en 1610. Woody Guthrie est relié à la tradition des ménestrels européens, ces musiciens itinérants qui allaient de ville en ville. Il est donc à la fois le premier punk-rocker et le dernier ménestrel.

– **Nora Guthrie vous a demandé de choisir parmi 2 500 textes de Woody Guthrie. Quels étaient vos critères de sélection ?**

– Nora voulait que je m'empare de sujets insolites. Donc pas de *Dust Bowls Ballads* et surtout pas *This Land Is Your Land*. Je n'étais pas un spécialiste de Woody Guthrie ce travail. Je n'ai lu sa biographie qu'à la fin des enregistrements parce que je ne voulais pas m'embarrasser de la légende, seulement entendre sa voix. Il ne s'agissait pas d'ajouter quoi que ce soit à cette légende, mais de

projeter Woody dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Nous nous sommes penchés sur la période new-yorkaise, la moins connue. Quand il arrive dans la ville, en 1940, il enregistre immédiatement les titres qu'il avait chantés en Oklahoma ou au Texas [avec le musicologue et archiviste Alan Lomax]. Ceux qu'il a écrits à New York n'ont pas été enregistrés, par manque de temps, à cause de son activisme dans le Parti communiste et les campagnes antifascistes.

– **Sur Mermaid Avenue, vous semblez vous réserver les textes les plus politiques et les plus humoristiques, Jeff Tweedy, le chanteur de Wilco, privilégiant les chansons intimistes et sentimentales.**

– Le choix de ces chansons reflète tout simplement nos personnalités respectives. J'ai vécu dans une ère de forte politisation avec le thatchérisme, que j'ai combattu. Ce n'est pas le cas des musiciens de Wilco, qui ont grandi à partir des années 70 dans une société post-idéologique.

– **Y aura-t-il d'autres volumes de Mermaid Avenue ?**

– Bien sûr. Mais je voudrais que le troisième volume soit enregistré par Wilco et quelqu'un d'autre

que moi. Steve Earle [chanteur américain de country-rock alternatif] ferait parfaitement l'affaire. Chaque artiste devrait faire deux albums et passer le flambeau. Tous les aspects de Woody Guthrie seraient ainsi mis à jour. A raison d'un album par an, cela prendra deux cents ans pour épuiser les archives !

– **Que vous a appris cette expérience, sur Woody Guthrie et sur vous-même ?**

– Que Woody est sans doute plus proche de Walt Whitman et de Mark Twain que de Dylan ou de Steinbeck. Il est un musicien dont l'influence est considérable, de Dylan à Beck, mais aussi un grand poète du XX^e siècle. Il m'a appris à ne plus penser une chanson en termes politiques mais en termes d'honnêteté. C'est là sa différence principale avec Dylan : il n'y a aucun cynisme dans les chansons de Woody. Contrairement à ce que beaucoup croient, Dylan n'a jamais rien écrit sur le Vietnam. Peut-on changer le monde avec des chansons ? Dylan avait tranché : c'est non. Pour ma part, je n'en sais toujours rien. »

Propos recueillis par Bruno Lesprit

Maison d'accueil, maison d'acier, maison de verre

Avec ingéniosité, les frères Tabet, Georges Maurios et Stefania Stera signent trois réalisations architecturales économes dans l'est de Paris

L'EST DE PARIS reste le territoire de l'innovation pertinente. Et méritoire : c'est ici que sont inaugurées – allez savoir pourquoi l'ouest s'en désintéresse – les constructions à micro-budget. Budget pour les pauvres, et c'est alors les frères Jade et Sami Tabet qu'on voit à l'œuvre avec intelligence et générosité : pour trois francs six sous, ils avaient déjà réussi à transformer un hangar, 61, rue Pajol (18^e arrondissement), en lieu d'accueil réellement accueillant pour toxicomanes. Au 64, rue des Maraîchers (20^e), ils ont donné au Centre d'action sociale protestant de quoi montrer que l'économie (3,4 millions de francs pour 615 m²) et l'austérité n'excluent pas, pour les plus déshérités, une juste disposition de l'espace. Naturellement, c'est de l'architecture pour vivre, pas pour visiter, et si, dans le cas de ces deux réalisations, la façade laisse percevoir le travail sur l'espace, la matière, la lumière, tel n'est pas le cas des trois autres maisons exemplaires que nous évoquons maintenant.

Les quatorze logements imaginés entre le 23, rue de Terre-Neuve et le 92, rue Alexandre-Dumas (20^e), derrière une façade qui ne payait pas de mine (on ne distingue leur travail que par une surélévation), ont fait preuve d'une telle dextérité qu'ils ont obtenu le Grand Prix 2000 de l'amélioration de l'habitat, placé sous l'égide du secrétariat d'Etat au logement, joliment baptisé Prisme d'or. En matière d'architecture, on peut en effet faire illusion sans faire le bonheur. Avec 2,7 millions de francs pour 270 m², Jade et Sami Tabet font le bonheur sans jeter de poudre aux yeux.

Changeons d'optique et imaginons un couple, avec enfants, qui a pu s'acheter passage du Monténégro (toujours dans le 19^e) un terrain de 7 mètres sur 12, coïncé comme pas permis, et qui, financièrement, ne le sont pas moins, coïncés. Apport et emprunt additionnés, ils réunissent

en tout et pour tout 1 million de francs qui doit servir, taxes et honoraires compris, à construire une vraie maison qu'ils veulent grande et claire. Ils ont butiné de grands en jeunes architectes, pas vraiment intéressés, à moins que le client n'accepte de vivre comme l'entendra leur constructeur. Georges Maurios, finalement trouvé dans le vrac des revues, fera l'inverse : trouver toutes les astuces possibles pour écrire l'architecture imaginée par ce couple persévérant. Il y aura des poutres apparentes mais elles seront métalliques. Les façades auront les vertus de matériaux nobles : lisses, veloutées, nettes, résistantes mais ce seront des panneaux « sandwichs » empruntés aux bâtiments industriels. C'est aussi une maison pour gens sensibles : les menuiseries des fenêtres et des portes seront faites du bois dont on fait l'impression de confort, le sentiment de tradition.

PROUESSE ESTHÉTIQUE

A chercher ainsi l'économie, sans s'interdire de laisser tel ou tel détail entre les mains de l'avenir, Maurios peut déployer de superbes volumes, une échappée de trois niveaux par exemple, et offrir de la surface sans trop compter : 186 m² plus terrasse, plus jardin, plus garage.

La prouesse pourrait n'être que technique, elle est aussi esthétique : l'architecte a su jouer la vérité des structures et des matières sans créer de heurts ni de ruptures. C'est, en effet, le risque de ce genre de démarches, où l'économie mal dosée aboutit à des hiatus appauvrissants pour l'ensemble. Or on flirte (mais pas plus, c'est juré) avec une impression de luxe. Maurios, il est vrai, a su s'entendre avec ses clients pour qu'ils ne négotent pas (toujours dans le même prix) sur les équipements essentiels que sont la cuisine, le chauffage, la quincaillerie des volets... Aussi le plus merveilleux, et qui tient à l'intelligence de tels clients autant qu'à celle de l'architecte, est l'impression

si salubre pour une maison, qu'on pourra encore améliorer demain, bricoler, repenser et rêver. Tous les architectes et tous les clients n'ont pas cette modestie.

Stefania Stera est italienne avec des racines sardes. Elle a une « maison » en Jupiter (16^e) de 1 500 m², au milieu d'un jardin où l'habileté architecturale joue au chat et à la souris avec les exigences du luxe, et une « maison » en Saturne (20^e) pour regarder les pluies d'étoiles de la mi-août. Ici, entre les rues de la Dhuis et Capitaine-Marchal, se trouvaient cumulées la situation de la maison Tabet – un terrain étroit long, dénivelé, étroit, comportant une partie construite –, et celle, sociale, de la maison Maurios. La parcelle, rue de la Dhuis mesure moins de 5 mètres de large sur une petite douzaine de long, un jardin de poche ayant été ménagé entre la nouvelle construction et la petite maison d'origine. Deux grands murs mitoyens semblaient condamner l'ensemble à rester à l'état de bac à fougères photophobes.

L'architecte, pour 1,4 million de francs (210 000 €) a construit un strict observatoire de 150 m² utiles dans le langage le plus classique du mouvement moderne, dévoué à la transparence. Elle se sert donc du bâtiment comme d'une fenêtre donnant elle-même jour au jardin. Sur tout, elle accumule les astuces pour trouver et l'espace et l'impression d'espace à l'intérieur de l'édifice. Ce n'est guère perceptible de la rue, où la façade est largement dévorée par une porte de garage. A l'intérieur, l'« effet Chareau » des pavés de verre joue à plein. Stera a su économiser un passage vide le long d'un des murs mitoyens, qui supprime certes des mètres carrés à l'intérieur du bâtiment pour lui en redonner beaucoup plus en surface utile et claire.

Comme chez Maurios, il y a chez Stera de l'imparfait ou du perfectible. Il y a même quelques maladresses de détail que le mécano simple du premier rend im-



possible ou peu visible. Le purisme moderne laisse moins aisément passer l'épaisseur marquée d'une menuiserie, une marche tout juste rattrapée, trois centimètres de décalage entre deux rangées de pavés de verre censées se répondre. Mais c'est là faire de la critique au microscope sur un bijou d'architecture simplement tourné vers le ciel.

Frédéric Edelmann

En haut, Stefania Stera, adjonction d'un bâtiment moderne sur jardin, rue de la Dhuis, Paris-20^e.

En bas à gauche, Jade et Sami Tabet, rénovation d'une maison de quatorze logements, 92, rue Alexandre-Dumas, Paris-20^e.

En bas à droite, Georges Maurios, construction d'une maison avec cour et garage, 14, passage du Monténégro, Paris-19^e.

Erik Satie, « le seul musicien qui avait des yeux »

Dans le Calvados, sa région d'origine, deux expositions rendent hommage au compositeur

VARIATIONS SATIE, abbaye aux Dames, place Reine-Mathilde, Caen (14). Tous les jours, de 14 heures à 18 heures. Entrée libre. Tél. : 02-31-06-98-98. Jusqu'au 10 septembre.

SATIE EN SCÈNE, Musée Eugène-Boudin, rue de L'Homme-de-Bois, Honfleur (14). De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé le mardi. 30 F (4,6 €). Tél. : 02-31-89-54-00. Jusqu'au 18 septembre.

HONFLEUR et CAEN de notre envoyée spéciale

Le Calvados rend hommage à l'un des enfants du pays, le compositeur honfleurais Erik Satie. A Caen, la rétrospective « Variations Satie » permet de mieux connaître l'univers dans lequel le musicien évoluait. A Honfleur, le Musée Eugène-Boudin s'attache à présenter plus particulièrement « Satie sur scène ». Près de trois cents dessins, manuscrits, affiches, photos, revues, gravures et lettres ont été retirés du Fonds Erik-Satie par l'institut Mémoires de l'édition contemporaine pour être présentés dans les deux lieux.

A l'abbaye aux Dames, à Caen,



ADAGP PARIS 2000

Esquisse de Malkine pour la « Demeure du soir d'Erik Satie ».

deux salles, reliées par un chemin de cloître, nous plongent dans l'environnement du compositeur. Berçé par les Musiques d'ameublement, le visiteur peut admirer différents portraits et caricatures de Satie, dont un dessin de René Magritte, un projet pour un buste – dessiné par le musicien lui-même – portant la célèbre inscription « Je suis venu au monde très jeune dans un temps très vieux » et des photographies de Man Ray, qui disait de Satie qu'il était « le seul musicien qui avait des yeux ». Par ses œuvres insolites, Erik Satie a influencé de nombreux musiciens, mais également des écrivains, des poètes et des peintres.

Sous les voûtes magnifiquement restaurées de l'abbaye, le public découvre des extraits de la correspondance du musicien avec Jean Cocteau, Maurice Ravel, Max Jacob, Brancusi ou encore une lettre à Valentine Hugo dans laquelle il confie sa détresse en écrivant « la vie d'artiste – si j'ose dire – est une vie de « con » ». La correspondance a joué un rôle majeur dans la vie du compositeur. L'humour transparent des écrits de Satie, qui avait l'habitude d'ajouter des didascalies pleines d'esprit à ses partitions. Un exemple ? Dans Sports et divertissements, composé de vingt et une pièces courtes qui mettent

en scène avec fantaisie des épisodes de la vie quotidienne comme le bain de mer, le pique-nique, le flirt, le tennis, le carnaval ou encore le feu d'artifice, Satie a glissé des indications pour aider le pianiste à acquérir l'état d'esprit propice à la meilleure interprétation... en lui interdisant de les lire à haute voix pendant l'exécution musicale.

Les titres de certaines compositions (Morceaux en forme de poire, Aïrs à faire fuir, Danses de travers, Préludes flasques (pour un chien), Choses vues à droite et à gauche) montrent que l'auteur des Gymnopédies colle à son temps, celui du cubisme et de l'éclatement des disciplines artistiques. Célèbre pour ses aphorismes percutants – « le piano, comme l'argent, n'est agréable qu'à celui qui le touche » –, Satie jouait avec les mots comme avec les notes.

UN BALLET HUÉ À SA CRÉATION

Dérangeant, inclassable, Erik Satie a marqué les esprits avec son ballet Parade, une composition anticonformiste qui introduit les sons d'une machine à écrire, d'un revolver, d'une sirène et d'autres objets insolites. Fruit d'une collaboration étroite avec Jean Cocteau et Pablo Picasso, Parade avait déclenché une avalanche d'injures du public en 1917. Un quart de l'exposition « Satie sur scène » à Honfleur est consacré à ce ballet. Des dessins de Picasso pour le décor et les atours des personnages sont exposés avec des manuscrits de Satie et des notes de Cocteau. Les costumes du Prestidigitateur chinois, du Cheval et de la Petite Fille américaine tels qu'ils avaient été reconstitués en 1979 par l'Opéra de Paris, ainsi qu'une vidéo d'une représentation de Parade permettent de se replacer dans le

contexte de l'époque et de mieux comprendre l'avant-gardisme de Satie. Au pied du Musée Eugène-Boudin, un escalier conduit aux maisons natales du musicien, réaménagées en un parcours ludique qui met en scène l'univers fantaisiste de celui qui demandait : « Que préférez-vous ? La musique ou la charcuterie ? »

Anne Le Mouëllic

Le Musée du Louvre simplifie sa tarification

À COMPTER DU 1^{er} SEPTEMBRE, un billet unique sera vendu pour accéder au Louvre. Conséquence de ce changement, le billet d'entrée, qui donnera désormais accès à toutes les expositions temporaires du Louvre, passe à 46 F (7 €) pour une entrée avant 15 heures et à 30 F (4,6 €) après 15 heures ainsi que le dimanche – actuellement les prix étaient de 45 F et de 26 F. Le billet jumelé expositions permanentes/expositions temporaires (60 F pour une entrée avant 15 heures et 40 F après) est donc supprimé. Les personnes intéressées uniquement par les expositions temporaires dans le hall Napoléon pourront acheter un billet spécifique à 25 F (3,8 €). La visite du Musée du Louvre reste gratuite le premier dimanche de chaque mois, ainsi que pour les moins de dix-huit ans et les demandeurs d'emploi.

L'information a un prix



Daniel Junqua
La presse, le citoyen
et l'argent

LE MONDE folio
actuel
I N É D I T

Fabrice Hybert : Les loisirs

Avec ARMAN BEN BAQUIÉ BERRY BETTEN-COURT BOISROND CÉSAR COMBAS CUSOÏ DINE DOKOÛPI DUBUÛF DUFOUR ERRO HALTER HARING JACQUET KLOSSOWSKI KOONS LABANTE LARTIGUE LÉGER ARH-TENSTEIN MAÛN BAY MATTON MONORY PAIK PERLIN PICABIA PIGNON RAFFRAY RAYSE RIVERS SEGAL SIZANO SPOERRI TINGLIÉLY

Galerie Beaubourg, Vence
Château Notre-Dame des Fleurs
Tél. 04 93 24 52 00
http://www.galeriebeaubourg.com

Eymoutiers accueille avec beaucoup de justesse le Miró des décennies 60 et 70

Une exposition colorée qui campe le peintre et sculpteur espagnol en sage de ce siècle

La Fondation Paul-Rebeyrolle d'Eymoutiers (Haute-Vienne) accueille jusqu'au 15 octobre une exposition consacrée au peintre et sculpteur

espagnol Joan Miró (1893-1983). Les pièces exposées, notamment celles des années 60 et 70, témoignent d'un Miró qui savait aussi bien créer

en quelques secondes que mélanger plusieurs techniques pour offrir des œuvres plus travaillées mais toujours parfaitement justes.

MIRÓ, Espace Paul-Rebeyrolle, route Nedde, Eymoutiers (87). Tous les jours, de 10 heures à 19 heures. 25 F (3,81 €) et 15 F (2,29 €). Tél. : 05-55-69-58-88. Jusqu'au 15 octobre.

EYMOUTIERS (Haute-Vienne)

de notre envoyé spécial
On se dit d'abord : « Encore. Encore Miró. Faut-il donc qu'il y ait une exposition Miró chaque été en France ? Il n'y aurait pas moyen d'inventer autre chose ? » Premier mouvement grincheux. Premier mouvement que l'on regrette bientôt, pour une raison toute simple : c'est que l'exposition d'Eymoutiers donne énormément de plaisir.

Comme toutes celles consacrées à Miró ? A vrai dire, oui. Miró est de ces artistes dont il suffit d'un petit nombre d'œuvres pour que ça marche. Picasso est de cette espèce-là, il en est même le héros principal. Ernst en fait sans doute partie, lui aussi – pour s'en tenir au XX^e siècle. Autrement dit : il n'y a que bien peu de mauvais Picasso, de Miró faiblards, d'Ernst ratés. Donc, en rassemblant quelques dizaines de leurs travaux, le risque d'échouer est extrêmement réduit. Il est beaucoup plus vraisemblable qu'une ou deux œuvres exceptionnelles et éblouissantes seront comprises dans le lot.

Probabilités et logiques qui se vérifient à Eymoutiers. Il faut dire que les circonstances sont particulièrement favorables. Le bâtiment construit pour la Fondation Paul-Rebeyrolle a l'exquise courtoisie de s'effacer devant les tableaux et les sculptures. Les proportions sont justes, de sorte que,

sans que l'on sache expliquer pourquoi, les petites peintures s'y trouvent autant à leur aise que les plus vastes. Les unes ne semblent pas abandonnées et les autres pas opprimées.

C'est assez rare, la capacité d'adaptation poussée à ce point. (Pour l'exemple de l'inverse, voyez le troisième et le quatrième étages du Centre Pompidou.) Si rare qu'il faut s'appliquer pour s'en apercevoir. Sinon, tout semble aller de soi. Un grand assemblage anthropomorphe sur son socle... il est à sa place, à la hauteur, à la distance nécessaires, afin que le regard décompose et recompose la sculpture, tantôt identifiant les pauvres objets qui la constituent, tantôt les oubliant. Une œuvre sur papier au mur... elle y tient sans peine, avec d'autres, auxquelles elle ne ressemble pas vraiment, si ce n'est que toutes sont de Miró et que cela suffit. Leurs connivences, parce qu'il y en a, sont du côté de la surprise, de l'improvisation et, surtout, de la maîtrise du temps. Miró savait – encore un point sur lequel il est difficile de donner des explications – quand « ça » y était. Quand il aurait été inutile, puis dangereux, de continuer. Et aussi, quand il fallait continuer, quand « ça » n'y était pas.

Question de rythme et d'inter-ruption : parfois s'arrêter vite, dès que le geste cesse une fraction de seconde, parfois poursuivre et surcharger. Il y a à Eymoutiers des constructions et des dessins dont on se dit que l'exécution n'a duré que quelques secondes – une envie, une idée, peu de gestes, en- core moins d'hésitations. Il y a aussi des travaux qui ont pris beaucoup plus de temps. Cela se

voit particulièrement sur le papier et la toile. Parfois, Miró a travaillé, retravaillé, ajouté, recouvert, jeté un jus d'aquarelle, repris à la gouache, à l'encre, forcé le trait au crayon, injecté de la couleur à haut degré d'intensité. Cette obstination, chez la plupart des artistes, produit des œuvres brouillées et lourdes. Elles sentent la fatigue et l'entêtement. Pas chez Miró, qui réussit à les sauver.

Le lieu, l'Espace Paul-Rebeyrolle, a l'exquise courtoisie de s'effacer devant les tableaux et les sculptures

Des broussailles de lignes, des nuées d'éclaboussures, une figure s'extirpe – pas vraiment une figure, plutôt des éléments qui, rapprochés par l'œil, sont de nature à indiquer quelle figure pourrait apparaître, figure humaine le plus souvent quoique d'une humanité plus Bosch que Raphaël, gros nez, yeux écarquillés, seins tombant comme des sacs à demi vides, membres à contours de légumes, chevulures en os ou en bois brûlé. Cette apparition, incomplète, inattendue, justifie *a posteriori* la prolifération des traits et des taches, de même qu'elle justifie, sur le mode ironique, l'accouplement d'un robinet et d'un galet, d'une chaise et d'une fourche. « Il voulait en venir là », se dit-on. Il ne

le voulait sans doute pas. Il en venait là parce que, si l'on peut dire, il ne pouvait faire autrement. Parce que sa pensée et sa main filaient dans cette direction.

Vers la fin de sa vie, dans les années 60 et 70, Miró affectionnait particulièrement cette manière de travailler, par entassements et dé-gagements, ensevelissements et destructions successives. Les œuvres ainsi obtenues n'ont pas la grâce elliptique de ses années 20, elles se rapprochent davantage des Miró de la décennie suivante, plus durs, plus crus. Cette proximité suffit à invalider les explications psychologisantes du genre « il sentait la mort venir, alors, forcément, l'œuvre ultime est tragique ». Elle ne l'est pas, pas plus que les derniers Picasso. Il n'y entre ni effroi, ni regret. C'est tout autre chose : une sagesse définitive qui s'exerce sur le sujet préféré des moralistes, la vie des hommes en société.

Chez Picasso, cette sagesse s'ex-prime sous forme de bals masqués, d'allégories, de portraits travestis et de fables : mousquetaires, putains, femmes du monde, enfants dépravés. Chez Miró, elle procède par allusions et caricatures : des gnomes, des monstres, des mufles, des organes détachés de leurs corps d'origine. Et, chez l'un et l'autre, elle s'enrhubanne de couleurs vives. Elle est vieille, dé-sabusée, ironique – et aussi élégante, soucieuse de plaire. Le peintre, à ce degré de son art, à ce moment de sa vie, sait qu'il n'y a rien de plus important que de sauver les apparences, parce que rien d'autre ne pourra être sauvé.

Philippe Dagen

INSTANTANÉ

UNE NUIT AU SUNSET AVEC STÉPHANE PERSIANI

Rue des Lombards, la 42^e rue du jazz à Paris, plus active que celle de New York aujourd'hui. Temps de saison, les derniers touristes sont en virée autour des Halles. Le Duc des Lombards (de plain-pied, au numéro 42) reçoit le pianiste Thierry Eliez ; le saxophoniste Sylvain Beuf est au Baiser salé (en hauteur, au 58) ; sous-sol du Sunset, au 60, le restaurant en pleins travaux, ce vendredi, c'est Stéphane Persiani. Ils sont tous là jusqu'à samedi.

Les Persiani, trois générations de musiciens. Le père, André, pianiste, a transmis ses savoirs au fils, Stéphane. Quarante et un ans, un bout de vie aux Etats-Unis, un bout en France. Il a appris avec tous ceux qui vivent le jazz au plus près. Cela s'entend. Parfois il est leader, comme ce soir. Avec le pianiste (Fred D'Oelsnitz, toucher précis) et le batteur (Stéphane Foucher, science des cymbales) il se serre sur la scène. Jean-Michel Couchet (saxophones, souffle juste) et Michael Felberbaum (guitare, fluide) se glissent dans les creux. En club, l'ego reste au placard. Lors des grands rendez-vous, le public aux pieds de tout le monde déborde sur l'estrade. Ce soir on y est presque. Quatre Japonais, au premier rang, comme à New York. Les filles sont en nombre avec une intuition plus fine des choses du swing que leurs compagnons.

Premier set vers 21 h 30. D'abord une ballade. Tout de suite le groupe est dans la musique. Cela montre une vraie envie. Chacun amène sa composition et on va même du côté de quelques amis (bel hommage à Eric Barret). Il y a de l'allure dans les gestes, les solistes prennent naturellement les relais, la guitare et le piano évitent les chevauchements harmoniques. Jazz d'après bop, années 50 et 60, dans la fidélité à Coltrane et Mingus, sans en faire trop. Des effets rythmiques assez hardis relancent les mélodies. Le jazz du XXI^e siècle se concocte ainsi, dans la nuit des clubs. Deuxième set, vers 23 heures. Toutes les qualités et l'esprit du groupe sont là, en mieux.

Sylvain Siclier

SORTIR

BLAYE (Gironde)

Les Chantiers de Blaye
Pour sa onzième édition le Festival de Blaye ouvrira de nouveau ses portes au théâtre, au cœur de la citadelle de Vauban, au bord de l'estuaire de la Gironde. Quatre créations sont au programme : *Le Retour de Bougouniéré*, par l'Atelier de Bamako (du 26 au 29 août) ; *Le Monde etc.*, un chantier-théâtre de l'Opéra Vertiges, sur une musique de Jean-Pierre Drouet et un texte de Patrick Kermann (les 26, 27, 28 et 29) ; *Ma Solange, comment l'écrire mon désastre*, Alex Roux, de Noëlle Renaude, par la Compagnie l'Eclipse (les 29, 30 et 31 août et le 1^{er} septembre) ; *Dans l'intimité des cabines de bain*, de Rémi Checchetto, par le Théâtre des Tafurs (les 29, 30 et 31).

Cette manifestation accueille

GUIDE

REPRISES CINÉMA

L'Etouffé des héros
de Philip Kaufman (Etats-Unis, 1983, 3 h 10).
Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris 5^e. Tél. : 01-43-29-44-40 ; Publicis Champs-Élysées, 129, avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e. Tél. : 01-40-30-30-31.
Un Tramway nommé Désir
d'Elián Kazan (Etats-Unis, 1952, 2 h 10).
Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, Paris 5^e. Tél. : 01-43-29-79-89.
Infidèlement votre
de Preston Sturges (Etats-Unis, 1948, 1 h 45).
Reflet Médicus, 3, rue Champollion, Paris 5^e. Tél. : 01-43-54-42-34.
Le Roi des roses
de Werner Schroeter (Allemagne, 1984, 1 h 30).
Racine Odéon, 6, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 6^e. Tél. : 01-43-26-19-68.

FESTIVALS CINÉMA

Cinéma en plein air : les grands espaces
Dune (David Lynch, 1983-84) : le 27, 22 heures.
Parc de la Villette, Prairie du triangle, Paris 19^e. Tél. : 08-03-30-63-06.
Cinémathèque française
Les Créatures de Kolos (Hugo Grimaldi, 1965) : le 27, 19 heures. **Le Désosseur de cadavres** (William Castle, 1959) : le 27, 21 heures.
Cinémathèque française, Palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16^e. Tél. : 01-56-26-01-01.
Marie pour mémoire (Philippe Garrel, 1972) : le 27, 19 heures. **India Song** (Marguerite Duras, 1975) : le 27, 21 h 30.
Cinémathèque française, salle des Grands Boulevards, 42, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris 10. Tél. : 01-56-26-01-01.
L'Etrange Festival
Le 27 août : **Le Soldat yakuza** (Yasuzo Masumura, 1965) : 17 h 30. **Le Voyage de la peur** (Ida Lupino, 1953) : 19 h 30. **Caligula** (Tinto Brass et Bob Guccione, 1979) : le 27, 21 heures.
Le 28 août : **La Course contre enfer** (Jack Starrett, 1975) : 17 h 30. **Le Couvent de la bête sacrée** (Norifumi Suzuki, 1974) : 19 h 30. Retour de flamme : soirée Dr Jekyll & Mr Hyde : 21 h 15.
Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris 1^{er}. M^e Les Halles. Tél. : 01-44-76-62-00. Jusqu'au 5 septembre. De 20 à 40 F la séance ; carte cinq films : 120 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 Fmn).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).
Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures le dimanche.
Ensemble Matheus
Vivaldi : *Concertos op. 10 pour flûte traversière et cordes n° 1, 2 et 3*. Bach : *Concertos pour clavecin et cordes*. Jean-Christophe Spinosi (direction).
Parc floral de Paris, Bois de Vincennes, Paris 12^e. M^e Château-de-Vincennes. 16 h 30, le 27. Tél. : 01-43-43-92-95. 10 F.
Musique du cœur au Marais
Jacques Vandeville (hautbois), Michel Thioilat (guitare) : œuvres de Corelli, Haendel, Rameau et Dowland (le 27, 17 heures). Y. Sugiyama, M. Sugiyama (flûte), T. Okuro (piano) : œuvres de Bach, Telemann et Mozart (le 28, 20 h 30).
Cathédrale Sainte-Croix-des-Arméniens, 6, rue Charlot, Paris 3^e. M^e Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 06-10-16-24-02. 70 F.
Quatuor Sine nomine
Haydn : *Quatuor à cordes « Les Quintes »*. Ligeti : *Quatuor à cordes n° 1*. Beethoven : *Quatuor à cordes op. 131*.
Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. RER Bourg-la-Reine. 17 h 30, le 27. Tél. : 01-46-60-07-79. Location Fnac. De 100 F à 140 F.

également des pièces déjà rodées, tel *Hamlet sur la route*, d'après Shakespeare, mise en scène de Paul Golub, par le Théâtre du Volcan bleu (les 26, 27 et 28) ; *Du vent... des fantômes*, de Eve Bonfanti et Yves Hunstad, mise en scène de Patrick Masset (le 31 août, les 1^{er} et 2 septembre) ; *Filons vers les îles Marquises*, une opérette satirique, sur un livret d'Eugène Durif, une musique d'Antoine Rosset, mise en scène de Catherine Beau et de l'auteur (les 1^{er} et 2) ; *Ambrouille*, un spectacle du Petit Théâtre de pain (les 30 et 31 août et le 1^{er} septembre).
Des lectures, des stages et des ateliers complètent cette programmation.
Citadelle de Vauban, Blaye (33). Du 26 août au 2 septembre. Tél. : 05-57-42-93-39. 80 F à 150 F. Pass huit spectacles 480 F. Gratuit pour les moins de treize ans. E-mail : chantiers.blaye@wanadoo.fr

Lina Castellanza (soprano)

Herbert du Plessis (piano). Œuvres de Vivaldi, Rossini, Verdi et Bellini.
Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5^e. M^e Saint-Michel. 20 heures, le 28. Tél. : 01-42-26-00-00. De 80 F à 150 F.
Un Barrage contre le Pacifique
de Marguerite Duras, mise en scène de Gabriel Garran, avec Marie-Christine Barraut, Valérie Decobert, Bruno Subrini...
Théâtre Antoine, 14, boulevard de Strasbourg, Paris 10^e. M^e Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi au vendredi, à 20 h 45 ; le samedi, à 17 heures et 20 h 45 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-42-08-77-71. De 80 F à 260 F. Jusqu'au 15 octobre.
Bals-concerts
Sawa (world Raï Electro), Lili Boniche (chanson franco-judéo-arabe d'Algérie).
Parc de la Villette, Paris 19^e. M^e Porte-de-la-Villette. 17 h 30, le 27. Tél. : 01-40-03-75-75. Entrée libre.

RÉGIONS

Festival de musique sacrée
The Gabrieli Consort and Players : Bach (*La Passion selon saint Matthieu*). Susan Hemington Jones (soprano), Robin Blaze (alto), Mark Padmore (ténor), Stephan Loges (basse), Paul McCreech (direction).
Abbatiale, 43 La Chaise-Dieu. 21 heures, le 27. Tél. : 04-71-00-01-16. De 60 F à 480 F.
Festival Berlioz
Orchestre national de Lyon : Berlioz (*Roméo et Juliette*). Hélène Perraguin (mezzo), Yann Beuron (ténor), Nicolas Testé (basse), chanteur de l'Orchestre de Paris, David Robertson (direction).
Les Halles, 38 La Côte-Saint-André. 21 heures, le 27. Tél. : 04-74-20-20-79. De 170 F à 210 F.

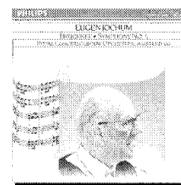
DERNIERS JOURS

3 septembre :
Les Donations Volland
Musée d'Orsay, 1, rue de la Légion-d'Honneur, Paris 7^e. Tél. : 01-45-49-11-11. De 9 à 18 heures. Fermé lundi. 40 F.
Sebastiao Salgado
Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4^e. Tél. : 01-44-78-75-00. De 11 à 20 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. 30 F.
Jacques Villeglé, Pierre Henry Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Tél. : 01-44-84-45-45. Du mardi au jeudi, de 12 à 18 heures ; vendredi et samedi, de 12 heures à 19 h 30 ; dimanche, de 10 à 18 heures. Entrée libre.

Du lundi au vendredi, révisez avec Le Monde, France Inter, la Fnac et Universal 55 chefs-d'œuvre de la musique classique. Chaque jour, un album est chroniqué dans Le Monde et présenté sur France Inter à 16h dans l'émission de Caroline Ostermann, "Musique Maestro !"

CETTE SEMAINE, VOUS AVEZ REDÉCOUVERT :

- de de par le Quatuor Orlando
- Symphonie n° 5 de par
- Les de Vivaldi par
- Lamenti par
- Symphonies n° 5 et 7 de par



RÉVISEZ VOS CLASSIQUES



Le Monde
A LA TELEVISION ET A LA RADIO

Le Monde des idées
LCI
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10
Le dimanche à 12 h 10 et à 0 h 10
Le lundi à 15 h 10

Le Grand Jury
RTL-LCI
Le dimanche à 18 h 30

La rumeur du monde
FRANCE-CULTURE
Le samedi à 12 heures

Idéaux et débats
FRANCE MUSIQUES
Le dimanche à 17 heures

Festivals en Muzzik
MUZZIK
Tous les jours à 9 heures, 12 heures, 19 heures, 20 h 45, 22 h 30

Libertés de presse
FRANCE-CULTURE
Le premier dimanche de chaque mois

A la « une » du Monde
RFI
Du lundi au vendredi à 12 h 45 et 1 h 10 (heures de Paris)

La « une » du Monde
BFM
Du lundi au vendredi 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40
Le samedi 13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

SAMEDI 26 AOÛT

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 17.15 Le Monde des idées. La politique des droits de l'homme. Invité : Claude Lefort. LCI
- 22.00 Génocide, comment juger les coupables ? Forum
- 23.00 Enfants, les salaires de la honte. Forum

MAGAZINES

- 18.55 Union libre. France 2
- 19.00 Histoire parallèle. Semaine du 26 août 1950 : Le monde vu de la Baltique. Arte
- 19.00 Recto Verso. Avec Claude Nougaro. Paris Première
- 19.55 et 23.55 TV 5 l'Invité. Patrick Fiori. TV 5
- 20.45 Mode. LCI
- 20.50 Fort Boyard. Invités : Laurent Baffie ; Patrice Martin ; François Rollin ; Tiffot ; Christian Taillfer ; Sophie Moniotte. France 2
- 21.05 Thalassa. La traque aux crocos. Salade mexicaine. TV 5
- 21.40 Metropolis. La Chester Beatty Library. Expo 2000 : Le groupe tzigane Kek Lang, Carlos Fuentes et Laura Diaz. Arte
- 21.40 et 23.50 Musiques. LCI
- 22.45 Boulevard des succès. France 2
- 23.15 Paris modes. Spécial Kenzo, les trente ans de la mode au Zénith. Paris Première

DOCUMENTAIRES

- 20.15 Mon pays, mon amour. [4/6]. Arte
- 20.25 et 23.00 Palettes, Tiziano Vecellio dit Titien. Histoire
- 20.30 Arman, portrait d'un sculpteur. Planète
- 20.30 Les Femmes et la Mafia. Odyssee
- 20.45 L'Aventure humaine. De l'amour à la vie. Arte
- 21.00 La Conquête de l'espace. [2/2]. Objectif Mars. Histoire
- 21.10 L'Age d'or de la RKO. [5/6]. Ciné Classics
- 21.20 Les Indiens d'Amérique racontés par eux-mêmes. [6/6]. Odyssee
- 22.00 Paris-musette. Histoire
- 22.10 Tueurs en série. Odyssee
- 22.50 Shanghai, ville de tous les désirs. France 3
- 23.30 Music Planet. Liz McComb. Arte
- 23.35 Télé notre histoire. Michèle O'Glor. Histoire

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 Football. D 1 (5^e journée) : Bordeaux - Lens. TPS Foot

DANSE

- 0.30 « La Fleur de pierre ». Ballet. Chorégraphie d'Youri Grigorovitch. Musique de Prokofiev. Par le ballet du Kirov et l'Orchestre du Théâtre Maryinsky, dir. A. Vilumianis. Mezzo

MUSIQUE

- 21.00 The Rake's Progress. Par la Camerata Academica et le Choeur de l'opéra de Vienne, dir. Sylvain Cambreling. Mezzo
- 22.15 Jazz à Antibes 1990. Muzik
- 22.30 Donna Summer. Paris Première
- 0.15 Tribales. Denez Prigent, vision moderne de la tradition, aux Transmusicales [1/2]. Jazz à Antibes : Phil Woods [2/4]. France 3

TÉLÉFILMS

- 20.55 Atomic Train. De l'amour à la haine. O. M 6
- 20.55 L'Empire du Taureau. Maurice Frydland. France 3
- 22.15 Nouvelle vie, nouvelle donne. Francesco Massaro [1 et 2/2]. Festival

SÉRIES

- 20.50 Charmed. De l'amour à la haine. O. M 6
- 22.25 New York District. Les escrocs. L'état. 13^{ème} RUE
- 22.40 L'Hôpital et ses fantômes. Gargantua. Arte
- 22.40 Buffy contre les vampires. Trahison. O. Voix intérieures. O. M 6
- 23.40 Profiler. Patriote pour la paix (v.o.). O. Série Club
- 1.20 Star Trek Classic. Miri (v.o.). O. Canal Jimmy
- 2.10 Star Trek, Deep Space Nine. Un contrat est un contrat (v.o.). O. Canal Jimmy

FILMS

- 17.00 Héros à vendre ■■ William A. Wellman (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 75 min) O. Ciné Classics
- 20.50 Presidio ■■ Peter Hyams (Etats-Unis, 1988, 95 min). RTBF 1
- 23.00 Catch 22 ■■ Mike Nichols (Etats-Unis, 1970, v.o., 120 min) O. Cinétoile
- 23.00 La Conquête de la planète des singes ■■ Jack Lee-Thompson (Etats-Unis, 1972, v.o., 85 min) O. Ciné Cinémas 3
- 23.00 Les Joueurs ■■ John Dahl (Etats-Unis, 1999, 115 min) O. Canal + Vert
- 23.00 Le Grand Inquisiteur ■■ Michael Reeves (Grande-Bretagne, 1968, 85 min) O. Cinéfaz



- 23.15 Les Ailes de l'enfer ■■ Simon West. Avec Nicolas Cage, John Cusack (Etats-Unis, 1997, v.o., 115 min) O. Cinéstar 2
- 23.20 Les Aventures de Bill et Ted ■■ Peter Hewitt (Etats-Unis, 1991, 90 min) O. Cinéstar 1
- 0.25 Les Mille et Une nuits ■■ Pier Paolo Pasolini (Italie - France, 1974, 130 min) O. Arte
- 0.25 Soleil levant ■■ Philip Kaufman (Etats-Unis, 1993, v.o., 125 min) O. Ciné Cinémas 3
- 0.25 The Delinquents ■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1957, v.o., 75 min) O. Cinéfaz
- 1.00 Les Visiteurs du soir ■■ Marcel Carné (France, 1942, N., 120 min) O. Cinétoile
- 1.10 Le Journal du séducteur ■■ Danièle Dubroux (France, 1996, 100 min) O. Cinéstar 2
- 1.45 Innocent Victim ■■ Giles Foster (Grande-Bretagne, 1990, v.o., 85 min) O. Ciné Cinémas 2
- 2.50 Hanna K ■■ Costa-Gavras (France, 1983, 105 min) O. Cinéstar 2

Le Monde TELEVISION

FRANCE 3

- 22.55 Hors-série : Shangai, ville de tous les désirs Réalisé par Jean-Marie Barrère et Sylvie Levey, ce documentaire fascine par les destins humains qu'il décrit, ceux des habitants d'une ville qui ambitionne d'être la vitrine de la Chine du troisième millénaire, d'une cité théâtre d'une époustouffante « rage de vivre ». On est loin du Shangai d'André Malraux ou de Vicki Baum, loin des petits vendeurs de rue.

CINÉ CINÉMAS 3

- 23.00 La Conquête de la planète des singes ■■ Les chiens et les chats ayant été exterminés, les hommes ont transformé les singes en animaux domestiques, et ils les traitent comme des esclaves. La réalisation n'est pas à la hauteur de l'originalité du scénario, mais cette fable, assimilant le destin des singes à celui des Noirs du temps de l'esclavage aux Etats-Unis, ne manque pas d'intérêt.

CINÉTOILE

- 1.00 Les Visiteurs du soir ■■ En 1485, le diable envoie sur Terre deux de ses créatures pour « désempêrer les humains ». Mais l'un des envoyés de l'enfer s'éprend d'une jeune fille qu'il devait perdre. La mythologie de Jacques Prévert et Marcel Carné adaptée aux circonstances des années 40. Un événement artistique dans la France de l'Occupation, tourné dans les environs de Nice. Avec Arletty, Marie Déa et Alain Cuny.

DIMANCHE 27 AOÛT

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 12.15 et 0.10 Le Monde des idées. La politique des droits de l'homme. Invité : Claude Lefort. LCI
- 19.55 et 23.55 TV 5 l'Invité. Hélène Segara. TV 5
- 21.00 Blaxploitation, le héros noir au cinéma. Forum
- 22.00 Du trucage aux effets spéciaux, l'illusion au cinéma. Forum
- 23.00 Cinéma et technologie, le mariage du siècle. Forum

MAGAZINES

- 13.05 Géopolis. Japon : la planète vieillissante. Invité : Hervé le Bras. TV 5
- 14.25 Planète animal. Contes de la forêt andalouse. TMC
- 14.50 et 16.50, 22.55 Musiques. LCI
- 15.10 Culture. LCI
- 15.20 Planète Terre. Les vertiges de la verticale [3/8]. TMC
- 17.10 et 20.40 Mode. LCI
- 18.30 Les Grands Débats du Gai Savoir. Le temps du flirt. Invités : Fabienne Casta-Rosaz ; Christine Clerc ; Rossana Campo ; André Comte-Sponville ; Yves Berger ; Agathe Fournaud ; Anna Karina. Paris Première
- 20.00 Recto Verso. Avec Claude Nougaro. Paris Première
- 20.00 Mise au point. Trafic aérien : la cote d'alerte. La régente des handicapés. TSR
- 20.50 Capital. Commerce : les formules gagnantes. M 6
- 21.05 Montagne. Sur les terres du grizzly. L'Etna. La glisse des écoliers. TV 5
- 0.05 Paris dernière. Paris Première
- 0.30 Metropolis. La Chester Beatty Library. Expo 2000 : Le groupe tzigane Kek Lang, Carlos Fuentes et Laura Diaz. Arte

DOCUMENTAIRES

- 17.30 Les Lumières du music-hall. Serge Lama. La Cinquième
- 17.55 Vanuatu, pêcheurs du grand bleu. France 3
- 18.05 Portraits de stars. Mae West. La Cinquième
- 18.30 La Conquête de l'espace. [1/2]. La mise en orbite. Histoire
- 18.40 Danger réel. L'enfer du feu : pas de panique. 13^{ème} RUE
- 19.00 Maestro. Music City. Saint-Petersbourg. Arte

- 20.25 et 23.00 Palettes, Marcel Duchamp. Le temps spirale : « Nu descendant l'escalier ». Histoire
- 20.30 Stephen Lawrence. Crime raciste, affaire classée. Planète
- 20.30 Une île et des hommes. Nouvelle-Calédonie. Odyssee
- 21.00 Télé notre histoire. Pierre Dumayet. Histoire
- 21.25 L'Antarctique, l'avenir du continent glacé. [3/3]. Planète
- 21.30 Les Grands Parcs canadiens. Le parc marin du Saguenay - Saint-Laurent. Odyssee
- 22.00 Seul sur la glace. Richard Byrd. Odyssee
- 22.15 Arman, portrait d'un sculpteur. Planète
- 22.40 Plaisirs d'amour. [3 et 4/4]. L'amour libéré, de l'après-guerre à 1969. L'amour en question, des années 70 à nos jours. France 2
- 22.45 Thema. Vaincre à tout prix. La Ruée vers l'or. [1/3]. Arte
- 22.50 L'Australasie sauvage, terre des futurophages. Odyssee
- 23.10 Louis de Funès... l'enchanteur. France 3
- 0.55 Eurêka, j'ai (encore) tout faux. Cette bonne vieille Terre. France 2

SPORTS EN DIRECT

- 13.55 Formule 1. Championnat du monde. Grand Prix de Belgique. La course. 15.40 Le podium. TF 1 - RTBF 1
- 14.30 Cyclisme. Tour d'Espagne (2^e étape) : Malaga - Cordoue (169 km). Eurosport
- 16.05 Cyclisme. Tour d'Espagne (2^e étape) : Malaga - Cordoue (169 km). France 3
- 17.30 Basket-ball. Tournoi international de l'Etoile d'Or. France - Croatie. Pathe Sport
- 18.30 Football. D 1 (5^e journée) : Auxerre - Saint-Etienne. Canal + vert
- 20.45 Football. D 1 (5^e journée) : Paris-SC - Bastia. Canal +
- 21.45 Football. Supercoupe d'Espagne. Match retour. Deportivo La Corogne - Espanyol Barcelone. Eurosport

MUSIQUE

- 19.00 Intégrale Chopin. Avec Maria Joao Pires ; Brigitte Engerer ; Jansz Olejniczak ; Katia Skanavi. Mezzo
- 19.55 « Symphonie n° 7 », de Beethoven. Par l'Orchestre de la Suisse italienne, dir. Sergiu Celibidache. Muzik
- 21.00 « Les Vêpres à la Vierge ». Musique de Monteverdi. Par le Bach Collegium de Stuttgart et la Gächinger Kantorei, dir. Helmuth Rilling. Mezzo

FRANCE CULTURE

- 17.00 Ossip Mandelstam, une hache dans la glace C'est l'une des voix les plus exigeantes de la poésie de ce siècle que célèbre Marie-Christine Navarro dans cet excellent volet de la collection « Une vie, une œuvre ». Ossip Mandelstam est contemporain de cette génération de génie que constituèrent notamment Maïakovski, Tsvetaeva et Pasternak. Le poète sera condamné à l'exil en 1935 par Staline.

FRANCE 3

- 0.05 Péchés de jeunesse ■■ Mélodrame en quatre épisodes de Maurice Tournier. Un riche négociant quinquagénaire vivant en égoïste sur la Côte d'Azur, part à la recherche des enfants qu'il a eus autrefois, sans les reconnaître, avec quatre maîtresses. Confronté aux situations qui ont résulté de ses abandons, il évolue psychologiquement, prend conscience de ses responsabilités et découvre la paternité. Avec Harry Baur.

FILMS

- 17.40 La vie est un roman ■■ Alain Resnais (France, 1983, 110 min) O. Cinétoile
- 18.05 The Falcon's Brother ■■ Stanley Logan (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 70 min) O. Ciné Classics
- 19.00 Nocturne indien ■■ Alain Corneau (France, 1989, 110 min) O. Cinéfaz
- 20.30 La Fille de l'air ■■ Marouf Bagdadi. Avec Béatrice Dalle, Jean-Claude Dreyfus (France, 1992, 105 min) O. Ciné Cinémas 1
- 20.30 L'Amérique des autres ■■ Goran Paskaljevic (Fr.-All., 1995, 95 min) O. Ciné Cinémas 2
- 20.50 L'Été en pente douce ■■ Gérard Krawczyk (France, 1987, 110 min) O. France 2
- 20.50 Le Serpent ■■ Henri Verneuil (France, 1972, 125 min). 13^{ème} RUE
- 21.00 Hamlet ■■ Franco Zeffirelli (Etats-Unis, 1991, v.o., 130 min). Paris Première
- 21.10 Les Ailes de l'enfer ■■ Simon West (Etats-Unis, 1997, 115 min) O. Cinéstar 2
- 21.30 Héros à vendre ■■ William A. Wellman (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classics
- 22.05 Le Ciel peut attendre ■■ Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1943, 110 min) O. Ciné Cinémas 2
- 22.30 Le Débutant ■■ Daniel Janneau (France, 1986, 90 min) O. Cinéfaz
- 22.50 Enlevez-moi ■■ Léonce Perret (France, 1932, N., 90 min) O. Ciné Classics
- 22.55 Le Chat ■■ Pierre Granier-Deferre (France, 1971, 85 min) O. Ciné Cinémas 3
- 23.50 Les Copains d'abord ■■ Lawrence Kasdan (Etats-Unis, 1983, 105 min) O. Cinéstar 1



- 0.00 Choisissez Me ■■ Alan Rudolph (Etats-Unis, 1984, 105 min) O. Cinéfaz



- 0.05 Péchés de jeunesse ■■ Maurice Tournier. Avec Harry Baur, Lise Delamare (France, 1941, N., 90 min). France 3
- 0.25 Hanna K ■■ Costa-Gavras (France, 1983, 110 min) O. Cinéstar 2

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 17.15 Beverly Hills. 18.05 Sous le soleil. 19.05 Walker, Texas Ranger. 20.00 Journal, Tiercé, Météo. 20.55 Atomic Train. Téléfilm. D. Lowry et D. Jackson [1 et 2/2]. 0.00 Sans aucune pitié. Téléfilm. Martin Kunert. O.

FRANCE 2

- 15.45 Mille et une nuits. Téléfilm. Steve Barron [1 et 2/2]. 18.55 Union libre. 19.55 et 20.45 Tirage du Loto. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Fort Boyard. 22.45 Boulevard des succès. 0.50 Journal, Météo 2. 1.10 Secret bancaire. Le fils illégitime.

FRANCE 3

- 16.45 C'est l'éché. 18.20 Questions pour un champion. 18.48 La Météo des plages. 18.50 Le 19-20 de l'info, Météo. 20.05 Tout le sport. En direct. 20.20 C'est mon choix pour l'éché. 20.55 L'Empire du Taureau. Téléfilm. Maurice Frydland. 22.25 Météo, Soir 3. 22.55 Hors série. Shanghai, la ville de tous les désirs. 0.15 Tribales. 1.05 Fame. Une grande dame du rock.

CANAL +

- 16.55 Rugby. Afrique de Sud - Australie. ► En clair jusqu'à 20.30 19.00 Flash infos. 19.10 Rions un peu en attendant la rentrée. 20.00 Futurama. O. 20.30 Samedi comédie. H. Une histoire de démission O ; 20.55 Evamag. Un an déjà. O ; 21.20 Seinfeld. Le contrevenant. O ; 21.40 Dilbert. Tower of Babel. O. 22.05 Jour de foot. 23.05 Meurtre parfait Film. A. Davis. O. 0.50 La Patinoire Film. Jean-Philippe Toussaint. O.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 15.50 Un vrai petit ange. Téléfilm. Bryan Michael Stoller. 17.20 7 à la maison. 18.05 30 millions d'amis. 18.40 Le Bestophe. 20.00 Journal, Tiercé, Météo. 20.55 Profil bas. Film. Claude Zidi. O. 22.55 Les Films dans les salles. 23.00 La Guerre des polices ■■ Film. Robin Davis. O. 0.50 TF 1 nuit, Météo.

FRANCE 2

- 15.20 Des trains pas comme les autres. 16.55 La Nature des champions. 18.15 Nash Bridges. 19.00 &newlin; Franc jeu. 19.05 Stade 2. 20.00 Journal, Météo. 20.50 L'Été en pente douce ■■ Film. Gérard Krawczyk. O. 22.40 Plaisirs d'amour. [3 et 4/4]. L'amour libéré, de l'après-guerre à 1969. L'amour en question, des années 70 à nos jours. 0.30 Journal, Météo. 0.55 Eurêka, j'ai (encore) tout faux. Cette bonne vieille Terre. 1.45 Art dans les capitales. Vienne.

FRANCE 3

- 13.25 Brève rencontre. Téléfilm. Alan Bridges. 15.09 Keno. 15.15 Comme un dimanche. 15.40 Sports dimanche. 17.55 Echappées sauvages - 18.48 Météo des plages. 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo. 20.05 Consomag. 20.05 Tout le sport. 20.20 Benny Hill. 20.55 Inspecteur Frost. Conclusions. 22.45 Météo, Soir 3. 23.10 Louis de Funès... l'enchanteur. 0.05 Cinéma de minuit. Cycle Redécouvrons le cinéma français. Péchés de jeunesse ■■ Film. Maurice Tournier. 1.35 Fame. Rêves de Noël.

CANAL +

- 14.00 Dans la nature avec Stéphane Peyron. 14.55 L'homme qui parlait aux lions Téléfilm. Carl Schultz. O. 16.45 Seinfeld. O. 17.05 Evamag. O. 17.30 H. O. 18.00 Génial ! Mes parents s'aiment Film. Lynn Hamrick. O. ► En clair jusqu'à 20.45 19.25 Flash infos. 19.35 Ça cartoon. 20.15 L'Équipe du dimanche. 20.45 Paris S-G - Bastia. 0.15 Auxerre - Saint-Etienne. 1.55 Pétaque. Trophée Canal +.

ARTE

- 19.00 Histoire parallèle. Semaine du 26 août 1950. 19.45 Météo, Arte info. 20.00 Le Dessous des cartes. La nouvelle piraterie. 20.15 Mon pays, mon amour. [4/6]. 20.45 L'Aventure humaine. De l'amour à la vie. 21.40 Metropolis. 22.40 L'Hôpital et ses fantômes. [8/11]. Gargantua. 23.30 Music Planet. Liz McComb. 0.25 Les Mille et Une nuits ■■ Film. Pier Paolo Pasolini. O.

M 6

- 17.50 Amicalement vôtre. O. 18.50 Les Nouveaux Professionnels. Danger de mort à Washington. O. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.05 Plus vite que la musique. 20.45 Tube à bronzer. 20.50 La Trilogie du samedi. Charmed. De l'amour à la haine. O. 21.45 The Sentinel. Les liens du passé. O. 22.40 Buffy contre les vampires. Trahison. O. Voix intérieures. O. 0.25 Dark Skies, l'impossible vérité. Nom de code : Dreamland. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 19.00 Fiction (rediff.). 20.35 Une vie une œuvre. Kawabata. 22.05 Les Musiques des Sud. Orchestra Frizzante. 23.35 En étrange pays (rediff.).

FRANCE-MUSIQUES

- 20.00 Prélude. 20.30 Prom's de Londres. Iolanthe ou The Peer and the Peri. Opéra de Sullivan. Par les BBC Singers et le BBC Concert Orchestra, dir. Jane Glover, Sarah Connolly (Iolanthe). 23.00 Soirée privée.

RADIO CLASSIQUE

- 20.00 Les Soirées. Brahms et la musique populaire. Œuvres de Brahms, Brahms, J. Strauss fils, Bruch, Dvorak. 22.00 Da Capo. Bela Bartok et Josef Szigeti. Œuvres de Bartok, Schubert, Beethoven, Liszt, Debussy.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 14.00 Le bonheur est dans le pré. 14.30 Premier contact avec les Korubos. 15.35 Courses en mer. [5/6]. 16.35 Guerre et civilisation. [7/8]. 17.30 Les Lumières du music-hall. Serge Lama. 18.05 Portraits de stars. Mae West. 18.55 C'est quoi la France ? 19.00 Maestro. Music City. Saint-Petersbourg. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 Y en a marre. Sexe, tabac et vidéo. 20.35 Thema. Vaincre à tout prix. 20.40 Personal Best ■■ Film. Robert Towne. 22.45 [1 et 2/3]. La Ruée vers l'or. L'argent. La vitesse. 0.30 Metropolis.

M 6

- 13.20 Le Meurtre de Mary Phagan. Téléfilm. Billy Hale [1 et 2/2]. O. 17.00 Paradis d'été. La Corse. 17.15 L'Amour coté en bourse. Téléfilm. Charlotte Brandström. O. 18.55 Stargate SG-1. O. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.05 E = M 6. 20.39 Météo des plages. 20.40 et 0.55 Sport 6. 20.50 Capital. Commerce : les formules gagnantes. 22.48 Météo. 22.50 Culture pub. Fermés de l'intérieur. La pub voit rouge. La mort en face. 23.20 Le Prix de la chair Film. Joe D'Amato. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 18.35 Rendez-vous de la rédaction. 19.30 Cascade de mémoire (rediff.). 20.10 Personnages en quête de biographie (rediff.). 20.30 Concert. Centre Acanthes 2000 IRCAM. 22.05 La Plage, par l'Estran et par les grèves. Corps dans le décor. 23.00 Profils perdus (rediff.).

FRANCE-MUSIQUES

- 18.06 Jazz. Hommage à Oscar Peterson. 20.00 « La Samaritaine ». Opéra d'Olone. Par le Choeur de la RTF, René Alix, chef de chœur et l'Orchestre lyrique de la RTF, dir. Tony Aubin, Berthe Monmart (Photine). 21.45 Concerts d'archives. 0.00 Akousma. Œuvres de Lejeune.

RADIO CLASSIQUE

- 20.00 Soirée lyrique. Idoménée. Opéra de Mozart. Par le Choeur et l'Orchestre Mozart de l'opéra de Zurich, dir. Nikolaus Harnoncourt, Werner Hollweg (Idoménée). 23.20 Les Soirées... (suite). Hommage à Simon Estes. Œuvres de Stravinsky, Wagner, Verdi.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- O Tous publics
- Accord parental souhaitable
- Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- Public adulte
- Interdit aux moins de 16 ans
- Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films

- On peut voir
- A ne pas manquer
- Chef-d'œuvre ou classique
- Les symboles spéciaux de Canal +
- DD Douzième diffusion
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

Les incendies en Corse ont déjà détruit 4 000 hectares de forêt

BASTIA

de notre correspondant

Depuis mercredi 23 août, le centre montagneux de la Corse est pris en tenailles entre deux fronts de feux de forêts difficilement accessibles aux secours. Plus de 4 000 hectares ont déjà été détruits. Le bilan n'est pas définitif. Le relief du terrain très escarpé et les épaisses fumées conjugués à la forte chaleur provoquée par la combustion des pins Lariccio hauts de plusieurs dizaines de mètres compliquent la tâche des pompiers.

Le premier incendie se développe au sud-ouest de Corte dans la vallée de la Restonica au cœur du parc naturel régional. Plus de 1 500 hectares d'un des massifs forestiers les plus prestigieux de Corse sont partis en fumée. Samedi matin, le sinistre n'était toujours pas maîtrisé et les prévisions météorologiques de reprise d'un vent de sirocco inquiétaient les secouristes. Selon Jean Salvatori, l'un des officiers du Centre opérationnel d'incendie et de secours (Codis) de Haute-Corse, « le sinistre ne pourra être maîtrisé qu'avec l'appui complémentaire des moyens aériens disponibles ». La mobilisation de deux Puma de l'armée, d'un Canadair et d'un Tracker ne suffisent plus.

L'autre front des incendies se propage dans le même massif forestier et embrase le versant est de la vallée de Vizzavona, à hauteur du village de Vivario, où plus de 1 000 hectares de résineux ont été détruits. Par mesure de sécurité, la route nationale entre Ajaccio et Corte a provisoirement été fermée à la circulation. Les habitants de

Muracciole sont confinés dans leur maison. Les randonneurs du GR 20, dont l'itinéraire emprunte la zone sinistrée, ont été invités à abandonner leur périple et à rejoindre Corte.

APPEL À TÉMOINS

En Corse-du-Sud, au nord d'Ajaccio, des foyers se développent sur plusieurs centaines d'hectares, notamment à l'est dans la vallée de la Gravona et à l'ouest dans la zone de Vico où des dizaines de mises à feu simultanées ont été signalées. Trois sapeurs-pompiers ont été légèrement blessés dans l'attaque de l'un de ces foyers.

Les pompiers locaux ont reçu, vendredi 25 août, le renfort de 500 pompiers et militaires basés dans les Bouches-du-Rhône ainsi que l'apport de 150 véhicules d'intervention. L'origine criminelle de la centaine de mises à feu constatée depuis quelques jours dans la zone de la Vizzavona, de la Restonica et d'Ajaccio ne fait plus aucun doute. La gendarmerie de Corte a lancé un appel à témoins pour tenter de localiser les éventuels incendiaires. Pierre Salinesi, le commandant du Codis de Corse-du-Sud, évoque « l'étrangeté des mises à feu simultanées sur les sites offrant des risques multiples de propagation des incendies ». La tradition pastorale des feux habituellement évoquée ne semble plus de mise. Selon les gendarmes, il pourrait s'agir « d'une stratégie criminelle directement dirigée contre l'un des biens les plus précieux du patrimoine naturel de l'île ».

Michel Codaccioni

Un attentat visant les Jeux olympiques de Sydney aurait été déjoué

Un groupe afghan en Nouvelle-Zélande aurait planifié une action contre un réacteur nucléaire

UN PROJET d'attentat visant le réacteur nucléaire de recherche de Lucas Heights, à une vingtaine de kilomètres de Sydney aurait été mis au jour, au mois de mars, par la police néo-zélandaise, a révélé, samedi 26 août, le *New Zealand Herald*. Les Jeux olympiques 2000 doivent débiter dans la cité australienne le 15 septembre. Selon le quotidien, il pourrait s'agir d'un commando de ressortissants afghans et iraniens, où ayant des liens avec ce pays, agissant pour le compte du milliardaire saoudien Oussama Ben Laden, considéré comme l'un des principaux commanditaires des attentats terroristes qui ont frappé ces dernières années les intérêts américains et occidentaux à travers le monde.

C'est à l'occasion d'une perquisition visant à démanteler un réseau d'immigration clandestine et de fabrication de faux passeports que la police néo-zélandaise aurait découvert, dans une maison d'Auckland, « un véritable PC opérationnel », selon le journal. Du matériel suspect, ainsi qu'une carte détaillée de Sydney et de ses environs, où était souligné l'emplacement de la centrale et les routes pour s'y rendre ont été saisis par les enquêteurs.

Le superintendant de la police néo-zélandaise, Bill Bishop, a confirmé que quatre arrestations avaient été opérées, mais qu'aucune mise en examen pour activités terroristes n'avait été prononcée. Les personnes interpellées ne devront répondre que de délits mineurs.

« Aucun élément n'a établi d'une manière certaine qu'une attaque terroriste visait les Jeux olympiques. Mais la carte, ainsi que différents autres éléments troublants ont intrigué les policiers », a-t-il précisé.

Aussitôt après cette opération, les autorités néo-zélandaises ont alerté la police de Nouvelle Galles du Sud (Australie) chargée de la sécurité des JO. « Toutes les menaces visant les Jeux sont prises au sérieux », a déclaré un porte-parole. Les services de sécurité de différents pays approfondissent toutefois les investigations et, d'après le quotidien, les polices américaine, canadienne et britannique collaboreraient à l'enquête.

Cette nouvelle a provoqué l'in-

quiétude à Sydney, principalement dans le quartier proche de la centrale. Des groupes de résidents, appuyés par l'organisation Greenpeace, réclament la fermeture du réacteur pour la durée des Jeux. Lors des Jeux olympiques d'Atlanta, en 1996, une centrale similaire, proche du lieu des épreuves, avait été fermée par prudence, en raison des menaces d'attentat qui pesaient sur les JO.

Les experts australiens de l'Ansto (Australian Nuclear Science and Technology Organisation) avaient fait savoir, il y a un an, que les risques d'attaque contre Lucas Heights, étaient « très faibles ». Les autorités australiennes restent sur cette position, et n'envisagent pas,

pour l'instant, de fermer les installations. L'islamiste extrémiste Oussama Ben Laden est considéré comme l'ennemi public numéro un par les Etats-Unis qui le tiennent pour responsable de nombreux attentats terroristes, singulièrement les attentats contre leurs ambassades au Kenya et en Tanzanie à l'été 1998. Fils d'une riche famille d'entrepreneurs saoudiens, Oussama Ben Laden a été déchu de sa nationalité en 1993 à cause de son extrémisme.

Dans les années 80, lorsque l'armée rouge occupait l'Afghanistan, il recrutait, avec la bénédiction des autorités saoudiennes, des jeunes volontaires arabes pour combattre aux côtés des moudjahidines afghans, alors considérés comme des « combattants de la liberté ». Multi-millionnaire en dollars, Oussama Ben Laden a erré entre le Yémen et le Soudan avant de retourner en Afghanistan, contrôlé à 80 % par les talibans. A plusieurs reprises, les Etats-Unis ont demandé aux « étudiants en religion », maîtres de l'Afghanistan, de le leur livrer, ce qu'ils ont toujours refusé.

Plusieurs pays ont affirmé au cours des dernières années avoir arrêté des islamistes affiliés à l'organisation de Ben Laden « el Qaïda » (la base). Israël a annoncé, il y a quelques jours, avoir démantelé, avec la coopération des services palestiniens, un réseau islamiste affilié à Ben Laden qui se préparait à commettre des attentats. - (AFP, Reuters.)

Une modeste installation de recherche

Conçues pour résister aux tremblements de terre ou à la chute d'un réacteur d'avion, les centrales nucléaires ne sont guère faciles à endommager. L'enceinte de béton et d'acier qui les protège de l'extérieur est en principe capable de résister à bien des agressions. Superphénix l'avait en son temps démontré en essayant un tir de roquettes. Pour détruire le réacteur de recherche irakien Osirak, les Israéliens, qui soupçonnaient son utilisation à des fins militaires, avaient dû effectuer un important bombardement aérien.

Ni centrale de production d'énergie, ni unité de production de matières fissiles militaires, le réacteur australien est une vieille (1958) et très modeste (peu de combustible nucléaire) installation de recherche (HIFAR) qui fabrique des radio-isotopes pour l'industrie, la médecine et la recherche. Offre-t-il les mêmes épaisseurs de béton que les centrales de puissance modernes ? Peut-être pas, ce qui n'en fait pas pour autant une installation dangereuse. Et comme tous les réacteurs, sa vulnérabilité tient à ses systèmes de refroidissement et d'alimentation en énergie.

« Vache folle » : mesures contre les graisses d'origine bovine

LA DIRECTION générale de l'alimentation, du ministère de l'agriculture achève la rédaction d'un texte réglementaire visant à améliorer la prévention des risques de dissémination à l'animal et à l'homme de l'agent pathogène responsable de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, ou maladie de la « vache folle »). Ce texte sera transmis dans les prochains jours, pour avis, à l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) et devrait entrer rapidement en application.

Les futures mesures préventives visent cette fois l'interdiction de l'usage dans les circuits industriels de l'alimentation animale et humaine des graisses issues des carcasses osseuses potentiellement contaminées par l'agent de l'ESB. La question est officiellement posée depuis le 12 décembre 1996, date d'un avis du Comité des experts français des maladies à prions. Elle a été une nouvelle fois soulevée dans un autre avis, daté du 28 février 2000, qui souligne les risques inhérents à l'utilisation des colonnes vertébrales des bovins.

LES VERTÈBRES EN QUESTION

En 1996, la question soulevée était celle des matières grasses réunies sous le terme de « graisses d'os » : elles sont obtenues, par chauffage à 90° sous vapeur d'eau, des éléments du squelette bovin. Dix à quinze mille tonnes de « graisses d'os » sont ainsi recyclées dans l'alimentation animale, notamment pour la fabrication des laits artificiels destinés aux veaux qui ne sont pas élevés « sous la mère ».

Une seconde difficulté devait par la suite apparaître avec les graisses dites « de cuisson ». Ces dernières sont recueillies lors de la fabrication des farines animales de

viande et d'os, farines résultant de la transformation des derniers résidus des carcasses bovines et dont on sait qu'elles ont été à l'origine directe de l'épidémie de la maladie de la « vache folle ». On recueille chaque année, en France, 250 000 tonnes de graisse de cuisson qui sont, elles aussi, utilisées dans l'alimentation animale ainsi que, pour partie, dans l'industrie oléochimique (fabrication de savon). Or parmi les matières premières utilisées pour la fabrication de ces graisses de cuisson figurent des os en contact avec les tissus nerveux, qui sont connus pour être à très hauts risques infectieux. C'est notamment le cas des vertèbres. Les experts souhaitent donc, à titre de prévention, que les colonnes vertébrales bovines puissent ne plus entrer dans la composition de telles graisses et qu'elles soient éliminées comme les tissus nerveux et de nombreux abats.

Face à ces risques potentiels, aux avis des experts et devant l'augmentation des cas d'ESB en France, les autorités sanitaires doivent choisir entre deux solutions : soit interdire définitivement le recyclage dans l'alimentation des ruminants de ces graisses d'origine bovines soit prendre une série de mesures — dont l'éviction des colonnes vertébrales bovines — afin de réduire les possibilités de dissémination de l'agent de l'ESB. La première soulèverait de nouveaux problèmes techniques et environnementaux puisqu'il faudrait détruire les stocks volumineux de matières grasses ; la seconde imposerait, pour être efficace, une évaluation quantitative fine des risques qui, ici, ont trop longtemps été sous-estimés, voire ignorés.

Jean-Yves Nau

Arrachage de soja contaminé par les OGM

CHARLEVAL (Bouches-du-Rhône)

de notre envoyé spécial

« Un agriculteur n'est pas fait pour détruire. Mais je suis d'accord avec le principe de précaution. » Au bord de son champ de soja de 2 hectares, Jacky Coustet se prépare à voir deux tracteurs Fiat arracher ou détruire ses plantes contaminées aux OGM. Comme six autres producteurs de semences des Bouches-du-Rhône, il est victime de la contamination de ses plants importés des Etats-Unis par la coopérative Semences de Provence, basée à Arles.

Découverte en mai, la contamination par du soja génétiquement modifié à des taux allant de 0,8 % à 1,5 % n'a été révélée aux producteurs que le 5 août, quand le gouvernement a décidé de procéder à la destruction des plants sur les 46 hectares concernés. Depuis, comme le raconte Henri Ricard, secrétaire général de la Confédération paysanne des Bouches-du-Rhône, les produc-

teurs sont pris en étau entre l'Etat, qui ordonne la destruction, et la coopérative, qui a freiné autant que possible, interdisant d'abord aux agriculteurs concernés l'arrachage. La coopérative a finalement cédé vendredi 25 août.

AGRICULTEURS INDEMNISÉS

Mais l'affaire, une fois de plus, illustre les tracas qu'occasionnent à la profession agricole les OGM. Les agriculteurs seront indemnisés environ 10 000 francs (1 525 euros) par hectare. La situation est moins claire pour Semences de Provence qui subit des pertes beaucoup plus importantes.

En tout cas, la destruction est légitime et légale : samedi 26 août au matin, c'est sous l'œil approbateur des gendarmes que la cinquantaine de spectateurs, militants de la Confédération paysanne, de Nature et progrès, et d'Attac ont observé le gyrobroyeur progresser dans le champ.

Hervé Kempf

Nina Bouraoui Garçon manqué



Rentrée littéraire
Stock

A nos lecteurs

A partir du lundi 28 août (dans nos éditions datées 29 août), *Le Monde* reprendra la parution de son supplément *Le Monde Economie*, interrompue pendant l'été. Ce supplément, composé de seize pages, dont dix d'offres d'emploi, et distribué en piles séparées, est à demander à votre marchand de journaux.

Nouvelles réactions à la flambée des prix des carburants

LE GOUVERNEMENT a décidé de prolonger de trois mois, jusqu'à la fin de l'année, l'abattement de 50 % sur les charges sociales dont bénéficient les pêcheurs, a annoncé, vendredi 25 août, le ministère de l'agriculture et de la pêche. Le ministre a indiqué que 85 millions de francs seront débloqués dans le cadre de la prorogation de cette mesure, en vigueur depuis le 15 avril.

Confrontés à la flambée du prix du gazole, (*Le Monde* du 25 août), les marins-pêcheurs s'étaient mobilisés vendredi dans plusieurs ports français. Lancé voici une semaine à Concarneau (Finistère), le mouvement a gagné le port de Sète (Hérault) dès mardi, avant de concerner, vendredi, Le Havre, Fécamp (Seine-Maritime) et Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), premier port de pêche français. Pour éviter un blocage de son port, la Communauté urbaine de La Rochelle (Charente-Maritime) a décidé d'accorder une aide de 1 million de francs à ses marins-pêcheurs.

La colère touche aussi les agriculteurs. A Auch (Gers), quatre-vingts d'entre eux ont installé des tracteurs à l'entrée de la ville, ralentissant la circulation. Cette action faisait suite aux 30 000 signatures recueillies auprès des usagers de la route, commerçants, agriculteurs et particuliers, dénonçant la hausse du carburants.

De son côté, le président des Automobiles Club de France, Christian Girondeau, a souhaité que le gouvernement supprime la TVA sur les taxes frappant les carburants. Celle-ci s'applique sur le prix de l'essence mais aussi sur la taxe intérieure sur les produits pétroliers. « C'est bien le gouvernement qui a la possibilité de baisser le prix de l'essence, plus que les compagnies pétrolières », a-t-il déclaré sur Europe 1. - (AFP)

Tirage du *Monde* daté samedi 26 août 2000 : 500 666 exemplaires. 1-3